CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE ET MARNE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

78449760

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/02/2014

Réception Préfet : 18/02/2014

Publication RAAD : 18/02/2014

PROCES-VERBAL

**Séance publique
du
Conseil général
du
20 décembre 2013**

CONSEIL GENERAL DE SEINE ET MARNE
SEANCE PUBLIQUE DU 20 DECEMBRE 2013

-:-

L'an 2013, le vendredi 20 décembre de 9 heures 45 à 15 heures 55, le Conseil général s'est réuni en l'Hôtel du département sous la présidence de Vincent ÉBLÉ, Président.

1 PRESENCES

ONT ÉTÉ PRÉSENTS :

M. Léo AÏELLO
M. André AUBERT
Mme Lydie AUTREUX
M. Pierre BACQUE
M. Jacques BALLOT
M. Jean-Jacques BARBAUX
M. Arnaud de BELENET
M. Michel BENARD jusqu'au rapport n° 1/01 inclus
M. Jean-Pierre BONTOUX
M. Christian CIBIER
M. Bernard CORNEILLE
Mme Monique DELESSARD
M. Jean DEY
M. Vincent EBLE
M. Gérard EUDE
M. Nicolas FENART
M. Christian FROT
M. Laurent GAUTIER
M. Jean-Pierre GUERIN
M. Jean-Jacques HYEST jusqu'au rapport n° 1/10 inclus
M. Yves JAUNAUX
M. Denis JULLEMIER
M. Jacky LAPLACE
M. Jean-Jacques MARION jusqu'au rapport n° 3/04 inclus
M. Olivier MORIN jusqu'au rapport n° 1/05 inclus
M. Jean-Louis MOUTON jusqu'au rapport n° 3/04 inclus
Mme Paule NOURY
M. Jean-François ONETO
M. Jean-François PARIGI
Mme Michèle PELABERE
Mme Laurence PICARD
M. Jean-Christophe PIEQUET
Mme Valérie POTTIEZ-HUSSON
Mme Marie RICHARD
M. Jean-François ROBINET
Mme Maud TALLET
M. Didier TURBA
M. Sinclair VOURIOT
M. Lionel WALKER

ONT DONNÉ POUVOIR :

M. Michel BENARD à M. Christian CIBIER à compter du rapport n° 1/02
M. Bertrand CAPARROY à M. Jacky LAPLACE
Mme Anne CHAIN-LARCHE à M. Jacques BALLOT
M. Jean-Jacques HYEST à Mme Laurence PICARD à compter du rapport n° 1/12
M. Claude JAMET à M. Jean DEY
M. Jean-Jacques MARION à M. André AUBERT à compter du rapport n° 4/01
M. Olivier MORIN à Mme Paule NOURY à compter du rapport n° 1/06
M. Jean-Louis MOUTON à M. Didier TURBA à compter du rapport n° 4/01
M. Dominique SATIAT à M. Christian FROT

Le quorum étant atteint, le Conseil général a, après délibération, adopté à l'unanimité les délibérations inscrites à son ordre du jour, hormis les délibérations suivantes qui ont été adoptées à la majorité :

- n° 0/05 : « Motion : Sauvegarder les finances des Départements » 23 voix POUR – 20 voix CONTRE ;
- n° 1/06 : « Révision du dispositif d'éco-conditionnalité des aides à l'investissement du Département » 23 voix POUR – 20 voix CONTRE ;
- n° 5/09 : « Reconstitution sur l'année 2013-2014 du dispositif 'Zebroek au bahut en Seine-et-Marne' » 23 voix POUR - 20 voix CONTRE.

M. LE PRESIDENT. Bien, mes Chers Collègues, si vous voulez bien rejoindre vos places pour que l'on puisse débiter cette séance, je vous en serais reconnaissant.

1 ABSENCES

M. LE PRESIDENT. Je voudrais tout d'abord vous indiquer l'absence de certains de nos Collègues : Bertrand CAPARROY, bien sûr, qui poursuit sa convalescence, Anne CHAIN-LARCHE, Claude JAMET. Et pour ce matin, *a priori*, c'est tout. Peut-être cet après-midi, Marie RICHARD, je crains en effet que nous ne puissions pas terminer la séance dans la matinée. Je pense que l'après-midi sera utile pour terminer notre ordre du jour.

Sur vos pupitres vous avez trouvé un petit dépliant « Plans jeunes », qui reprend un certain nombre des actions que nous conduisons en direction de la jeunesse seine-et-marnaise.

2 AGENDA

M. LE PRESIDENT. Je voudrais vous indiquer pour les calendriers, tout d'abord, les instances les plus officielles de notre Conseil général :

Prochaine réunion permanente : lundi 13 janvier à compter de 10 heures 30. Ce sera notre reprise.

Nous sommes contraints de rajouter une séance, ce même jour, le lundi 13 janvier à l'issue de la Commission permanente afin notamment de délibérer sur le taux 2014 des DMTO et d'examiner, si toutefois nous en sommes saisis en temps utile par le Ministère de l'intérieur et par Madame la Préfète, du projet de révision de la carte électorale. Mais je peux vous confirmer qu'au moment où je vous parle, je n'ai pas de nouvelles officielles concernant l'arrivée de cette carte. La Préfète m'a néanmoins indiqué avoir eu un contact avec le cabinet du Ministre de l'intérieur qui lui a dit que la Seine-et-Marne devrait être informée du projet de révision de la carte électorale avant la fin de l'année, me semble-t-il.

Mais, enfin, nous sommes le 20 décembre ; avec les congés de fin d'année, les choses me paraissent quand même un peu délicates. Et je ne sais pas quel est le délai minimum entre la réception de la carte et la convocation de notre Assemblée départementale pour délibérer. Evidemment, je regarderai cette question. Je ne sais pas, Sophie ou Madame la Directrice générale si vous pouvez nous éclairer sur ce point, mais on respectera, évidemment, ces délais de telle façon que les groupes aient le temps, aussi, d'examiner la carte de structurer leur point de vue politique. Je ne voudrais pas que vous me reprochiez de convoquer trop vite et que vous n'ayez pas eu le temps suffisant de porter un regard attentif à ce découpage. Donc, si ça n'est pas janvier, ce sera la séance de février, mais...

M. HYEST. Dans la loi c'est six semaines maximum.

M. LE PRESIDENT. Six semaines pour rendre notre avis, entre la transmission. Oui, donc si je l'ai là, avant la fin de l'année...

Pour le 13 janvier, la convocation est le 27 décembre. Donc, si je l'ai avant le 27 décembre, je peux l'inscrire, ça donne quinze jours, début janvier, pour faire le travail au niveau de nos groupes de diagnostic de la liste. Sinon, on fera février.

Dans tous les cas pour la question DMTO, il y a quelques dossiers que l'on va repousser de la séance d'aujourd'hui et qui pourraient également être inscrits à cette séance exceptionnelle, je dirais, du 13 janvier.

Ceci étant dit, si nous avons la Commission permanente, Jean-Jacques... Si nous avons la Commission permanente le 13 janvier, que nous la poursuivons par une séance pour les DMTO et la carte électorale, je crains que nous ne débordions sur l'après-midi. Je tiens quand même à vous le dire parce que ces deux sujets, ça ne fait pas un ordre du jour extrêmement long, mais ça fait quand même certainement débat entre nous. Donc, je pense qu'on aura du mal à tenir dans la matinée. Donc, petit risque que le 13 janvier nous ayons une séance qui puisse nous retenir au-delà du déjeuner.

En toute hypothèse, ne serait-ce que pour les DMTO, et n'y aurait-il que ce point à l'ordre du jour, il nous faut une commission des finances, elle se tiendra le 9 janvier à midi, un jeudi, de façon tout à fait exceptionnelle. Donc un jeudi, 9 janvier, à midi pour examiner le point DMTO. Voilà.

Bien sûr, notre séance budgétaire, quant à elle, elle se tiendra comme prévu les 13 et 14 février. Je pense que vous considérez vraiment le 14 comme une date sérieuse, car séance budgétaire c'est toujours long. Et si nous n'avons pas délibéré en janvier sur le découpage électoral, il nous faudra le faire en février. Voilà. Donc, 13 et 14 février me semblent, je dirais, nécessairement à bloquer sur vos agendas. Les commissions techniques correspondantes se réuniront le vendredi 7 février à partir de 9 heures 30 et le lundi 10 février à partir de 11 heures. La commission des finances, le mercredi 12 février, à partir de 9 heures.

Toujours pour vos agendas mais en matière de manifestations plus diversifiées, je veux vous indiquer des Vœux au personnel départemental auront lieu le vendredi 24 janvier, à 16 heures, dans une forme décentralisée sur quatre sites de façon concomitante. Donc :

- à la Salle du Safran à Brie-Comte-Robert,
- à la MDS de Provins
- à la Salle municipale de Crégy-lès-Meaux
- et au Musée de la Préhistoire, à Nemours.
- Le mardi les Rencontres annuelles du sport pour le Sud du Département à MDS, à Vaux-le-Pénil.
- Le 30 janvier, la même, 19 heures : Rencontres annuelles du sport, mais pour le Nord du Département, à la Maison Départementale des Solidarités de Meaux.
- Le lundi 3 février à 17 heures, la pose de la première pierre de la reconstruction du Collège de l'Arche Guédon, à Torcy.
- Et le jeudi 6 février, à 20 heures, là encore dans le domaine des sports : la Soirée des Champions, à Combs-la-Ville.

Vous avez pu voir, mes Chers Collègues, qu'un marché de Noël se tient aujourd'hui dans le Hall de l'Hôtel du Département, jusque dans l'après-midi. Et nous aurons l'occasion d'assister, à la pause méridienne, midi trente, au concert de la Chorale des agents du Département, à midi et demie, dans le hall.

3 DISTINCTION

Mes Chers Collègues, j'ai le plaisir de vous informer que notre collectivité, il y a maintenant une information de ce genre par séance, s'est vu décerner, le 4 décembre dernier, le label d'or des Territoires Innovants 2013. Cette distinction récompense le Département pour la dynamique impulsée en faveur d'un réseau de télécentres et distingue le travail Initiatives Télécentres 77. Je vais donner la parole, dans une minute, à Gérard EUDE. Outre le travail mené par les presque 50 adhérents d'Initiatives Télécentres 77' - 46 - en faveur du développement d'un réseau. C'est ce nouveau mode de travail à distance innovant, dans des bureaux bien équipés et partagés, qui se trouvent officiellement reconnus comme proposition alternative durable à la saturation des transports et au rythme francilien cadencé. Et je souhaite donc féliciter l'ensemble des acteurs qui ont permis l'obtention de ce prix, singulièrement, Gérard EUDE, à qui je passe la parole et qui, peut-être, reviendra, d'ailleurs, sur notre toute première inauguration au Val d'Europe qui s'est déroulée dans une ambiance extrêmement chaleureuse, conviviale, mais aussi de remerciements et félicitations de l'ensemble des acteurs sur nos initiatives et cette première réalisation concrète. Gérard, à toi la parole.

M. EUDE. Monsieur le Président et Chers Collègues. Une certaine fierté d'avoir obtenu, donc, pour le Département, ce label or, élu territoire innovant. C'est un exercice pas tout à fait facile, il y avait beaucoup de grosses structures : Paris, Toulouse, les agglomérations, un certain nombre de Départements. Avec un exercice où on a été soumis à, vous savez, savoir présenter un projet avec des jurys, en 5, 6 minutes. Il ne faut pas déborder, sinon... Bien voilà, ce sont les petits exercices que font maintenant les jeunes lorsqu'ils ont à présenter des projets, on y a été soumis : c'est un exercice pas toujours très simple.

Je pense, d'abord... Je voudrais, avant de commencer, dire que ce label c'est bien l'ensemble du territoire. Et comme vous l'avez dit, Président, évidemment le Conseil général, IT 77 avec l'ensemble de ses partenaires, de ses acteurs. Je pense en particulier à tous ceux qui portent des projets, que ce soient des projets portés par les intercommunalités ou des

projets portés par des opérateurs plus ou moins privés, puisque c'est bien ensemble que l'on travaille.

Et je voudrais vraiment à cela, deux personnes, évidemment, Anne-Sophie CALLET, qui est la Directrice d'Initiatives Télécentres 77 qui est donc là-bas, et puis, Christine BERTRAND pour la qualité de la relation, à la fois du travail, de l'implication et aussi la qualité de la relation qu'on a pu avoir entre le Conseil général et une structure comme IT 77. Et dans des périodes où on réfléchit sur de nouvelles manières de travailler, de nouvelles manières d'impulser des projets, je trouve qu'il y a, dans ce qu'on a fait là avec Initiatives Télécentres 77, probablement un certain nombre d'enseignements qu'on pourrait tirer sur d'autres projets.

Je tiens à dire que finalement la récompense, elle est à la fois, évidemment, sur l'idée des télécentres, mais pas seulement. Elle est aussi sur la manière dont on porte ce projet sur le territoire. C'est-à-dire que ce n'est pas un modèle, où par le haut on décide ce qu'il faudrait faire dans les territoires, mais c'est un modèle qui est beaucoup plus co-productif. Avec des économies d'échelle, puisqu'on peut mutualiser, au niveau d'Initiatives Télécentres 77, un certain nombre de travaux qui, ensuite, peuvent être utilisés par les porteurs de projets et les collectivités territoriales qui le souhaitent, sans pour autant empiéter sur les prérogatives qui sont les leurs.

Donc, je pense que là, on a un véritable modèle qui permet à la fois de mutualiser, donc de faire des économies pour les territoires, et en même temps que chacun soit, effectivement, en étant respectueux de propres spécificités et de leurs initiatives. Voilà, donc je tenais à le dire, parce qu'il y a probablement d'autres domaines, surtout, encore une fois, en ces temps où on réfléchit sur la manière de réformer l'action publique. Je crois qu'on a des pistes possibles. En tout cas, moi je vous engage à ce qu'on suive aussi cet aspect-là : au-delà de l'innovation des télécentres, aussi la manière de faire. Et puis, évidemment dire que l'on a inauguré le premier télécentre au Val-d'Europe, donc la semaine dernière, ça sera un télécentre d'à peu près mille mètres carrés. Je ne doute pas que ça pourra faire boule de neige et qu'en particulier il devrait y avoir – ce n'est pas du tout de même nature et c'est là qu'on voit la diversité des projets – un espace de co-working qui devrait aussi être inauguré à l'IFIS, donc à l'Université de Paris-Est, au mois de janvier. Et je ne doute pas de tous les autres projets qui verront le jour... Leur ouverture en 2014. Encore une fois, je vous propose d'applaudir la bonne relation, le travail et l'engagement d'Anne-Sophie et de Christine.

M. LE PRESIDENT. Merci, Gérard. Mes Chers Collègues, le CTP n'ayant pas pu délibérer faute de quorum, le 17 décembre dernier, et son avis étant requis pour trois de nos délibérations : la 2/2, la 2/3 et la 2/6, celles-ci sont reportées à une prochaine séance.

Je vous informe qu'une motion « Sauvegarder les finances des Départements » a été déposée par le groupe des élus socialistes et républicains de progrès et le groupe démocratie écologie. Elle sera étudiée en début de séance à l'issue du DOB.

4 INSCRIPTION EN URGENCE

M. LE PRESIDENT. Je vous remercie, par ailleurs, de bien vouloir accepter l'inscription d'un rapport 5/12 « Reconstruction du collège L'arche Guédon, à Torcy : demande de subvention à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie ». Cette inscription en urgence est nécessaire pour bénéficier de la subvention de l'ADEME qui pourrait être à hauteur de 121 500 euros. Les services du Département ayant été destinataires de la notification de l'ADEME après l'envoi des dossiers de séance à vos domiciles. Nous avons donc 61 rapports à examiner lors de cette séance, si cette inscription du 5/12 ne vous pose pas de problème. A priori, c'est le cas. Merci, de votre compréhension.

5 PROCES-VERBAL

N° 0/01

M. LE PRESIDENT. Nous débutons donc par l'adoption du procès-verbal de notre séance publique du 4 novembre, vous avez reçu ce PV, vous avez pu le lire. Y a-t-il des observations ? Arnaud DE BELENET.

M. DE BELENET. Oui, Merci Monsieur le Président. C'était en matière d'organisation, puisque vous venez de faire un point agenda et organisationnel. Et pour bien comprendre le fonctionnement de notre collectivité, et particulièrement de notre Assemblée, j'avais une question très simple. J'ai besoin qu'on m'explique : à la lecture du document que j'ai trouvé sur la table, ce matin, à l'écoute de ce qui est dit à l'extérieur et au regard de la présence d'un certain nombre de Conseillers généraux sur le parvis, ce matin, besoin qu'on me dise si les Conseillers généraux communistes et républicains font partie de la majorité départementale et nationale ou non.

M. LE PRESIDENT. Je pense que cette question, c'est à eux d'y répondre. Maud.

M. TALLET. Je vais simplement demander à notre Collègue : de quoi il se mêle ?

M. LE PRESIDENT. S'il vous plaît. S'il vous plaît. Non, non, je comprends parfaitement la réaction qui me semble un peu irritée de Maud TALLET, mais, je dirais, la question est assez déplacée. La majorité, ça ne se mesure pas sur des déclarations à l'extérieur des communiqués de presse, ou quoique ce soit. Sinon on pourrait considérer, mon Cher Arnaud, que pour faire écho à ce dont nous venons de parler avec Gérard EUDE et compte tenu de votre propos élogieux à l'égard du Conseil général sur la question du développement des télécentres que vous auriez rallié la majorité, ce que je n'ai jamais pensé, ni prétendu. Bon, donc arrêtons avec ça. Ce qui fonde la majorité ce sont les votes au sein de cette Assemblée sur des délibérations, évidemment, singulièrement, je dirais, votes budgétaires. Nous n'y sommes pas, nous ne sommes qu'au DOB et les votes les plus structurants et l'occurrence de l'orientation des votes. Donc comme vous constaterez des désaccords sur la conduite des politiques départementales entre les groupes qui, en effet font partie de la majorité depuis que j'ai été élu à la Présidence, et c'est ça aussi qui fonde la cohésion majoritaire, à ce moment-là vous pourrez vous poser ces questions. Mais pour le moment elles ne me semblent pas d'actualité. Voilà. Donc nous en étions à... Pierre BACQUE.

M. BAQUE. Oui, Monsieur le Président. Je vous remercie d'avoir eu l'amabilité de répondre à cette question, même si elle paraissait incongrue à certains d'entre vous. Et je remercie également Maud TALLET pour la courtoisie de sa réponse, parce que je la prends également pour moi : « de quoi je me mêle ? ». Et c'est là-dessus que je voudrais répondre, quand même. De quoi je me mêle ? Bien, tout simplement, si je ne dois pas m'en mêler, il ne faut pas me déposer sur mon pupitre un papier à votre nom, Madame. Je me mêle de ce que l'on a mis sur mon pupitre. Et encore une fois, merci pour l'extrême courtoisie de votre réponse.

M. LE PRESIDENT. Mes Chers Collègues, nous en étions à l'adoption du procès-verbal de la séance publique du 4 novembre. Je demandais s'il y avait des objections à son approbation. Il n'y en a pas ? Il est donc approuvé.

6 DECISIONS DU PRESIDENT

N° 0/02

M. LE PRESIDENT. Je voudrais, c'est le rapport 0/02, vous rapporter les décisions que j'ai prises en vertu des délégations que vous m'avez accordées sur la période du 4 au 27 novembre. Vous avez donc, bien entendu, le détail dans les différents domaines : dispositions générales, actions contentieuses et finances. Pas de remarque ? C'est une prise d'acte, en tous les cas.

N° 0/03

. LE PRESIDENT. Le 0/03 est de même nature : délégations que vous m'avez accordées en matière de passation de marchés ou d'avenants sur la période du 1^{er} au 31 octobre. Vous avez donc, là encore, le détail dans une forme de tableau sur deux pages. Pas d'objection ? C'est donc acté.

N° 0/04

. LE PRESIDENT. Il nous faut procéder à la désignation d'un représentant du Conseil général pour siéger au sein du Conseil de l'école supérieur du professorat et de l'éducation, de l'académie de Créteil. Ce sont les organismes de formation qui ont succédé aux IUFM et donc, nous vous proposons Marie RICHARD comme titulaire et Gérard EUDE comme suppléant.

N° 7/01

. **LE PRESIDENT.** Et nous arrivons, mes Chers Collègues, à la partie la plus substantielle de notre séance, avec le Débat d'Orientations Budgétaires, pour lequel je passe, maintenant, la parole à Didier TURBA. Il va nous présenter de manière transversale les orientations budgétaires pour 2014, avec le soutien de projections. Et bien sûr les débats et la prise d'acte auront lieu après cette présentation.

M. TURBA. Merci, Monsieur le Président. Je vais essayer d'être aussi concis et bref que possible. Vous connaissez le contexte dans lequel s'élabore notre budget, les orientations qu'il précise :

- une reprise économique qui est toujours fragile ;
- un chômage qui, s'il tend à diminuer, reste trop élevé ;
- une instabilité de nos recettes avec des prélèvements qui les affaiblissent. Celui sur la DGF, en particulier, celui sur les DMTO au travers de mécanismes de péréquation qui viennent, effectivement, diminuer la recette nette que nous pouvons en attendre. Outre le fait que ce produit de DMTO reste volatil et totalement lié aux aléas du marché immobilier, et notamment au marché immobilier de seconde main ;
- des marges de manœuvre, donc, réduites, puisque les dépenses obligatoires et largement incompressibles sont en forte hausse, nous y reviendrons ;
- les évolutions prévisibles, notamment en matière de recettes. J'en disais un mot dans mon introduction, la participation des collectivités locales à la réduction du déficit de l'Etat, ce qui produit immédiatement pour le Conseil général de Seine-et-Marne, et pour tous les autres aussi, une diminution de la DGF, pour nous, d'environ 10 millions d'euros ;
- la mise en sommeil la taxe éco-poids lourds qui devait rapporter 3 millions d'euros que nous ne percevrons pas ;
- la diminution du produit de la CVAE, et ça, ce n'était pas vraiment, non plus, attendu. Diminution de ce produit d'environ 6 millions d'euros ;
- la baisse des dotations compensant la réforme fiscale de 2010, au travers du FNGIR et de la DCRTP, environ, là encore, une diminution de recettes attendue de moins 1,7 million d'euros ;
- et puis la création d'un deuxième fonds de péréquation des DMTO. Là, on ne peut plus parler, d'ailleurs, de risque de perte de recettes parce que le risque est désormais avéré et la perte de recettes sera bien d'environ 10 millions d'euros. Mais je n'ai pas eu le temps de réviser mon Powerpoint, et donc à l'époque, j'en étais resté sur le risque dont je répète qu'il est maintenant avéré et que ce deuxième fonds de péréquation de DMTO nous verra amputés d'une dizaine de millions d'euros supplémentaires.

Alors, il y a des évolutions positives, on y reviendra probablement. Sur la compensation des AIS dans le cadre du pacte de confiance Etat – Collectivités locales du 16 juillet, deux mesures : la rétrocession aux Départements des frais de gestion du foncier bâti qui nous procure une recette nouvelle d'un peu plus de 9 millions d'euros. Et puis, on en parlait tout à l'heure au travers de la nécessaire réunion de notre Assemblée départementale en janvier : la possibilité de relever les taux plafonds de DMTO, de 3,8 % à 4,5 %, avec une recette à la clé estimée à environ 12,6 millions d'euros pour 2014, si jamais notre Assemblée décidait, effectivement, de voter ce relèvement des taux. Le fonds de solidarité entre Départements d'Île-de-France : recette évaluée à 10,8 millions d'euros. Et là, vous savez qu'il a fallu que nous bataillions ferme, d'ailleurs, et le Président en première ligne, pour pouvoir, effectivement, obtenir ces presque 11 millions d'euros, parce qu'au départ on était plutôt sur une estimation de l'ordre de 3. Donc, là, on s'en sort plutôt de façon favorable.

Je parlais, des dépenses incompressibles, en haut, et ce sont celles, bien évidemment, des dépenses d'Allocations Individuelles de Solidarité, et dont vous voyez l'évolution depuis 2004. Evolution très importante et notamment, encore, entre 2012 et 2013. On le voit très bien, là, où il a fallu rajouter des crédits, d'ailleurs, en cours d'exercice au travers de nos DM, pour pouvoir couvrir les appels de fonds, je parle du RMI-RSA de la CAF, face à la montée du nombre de bénéficiaires.

Ces mêmes dépenses de solidarité nationale, dont une partie toujours plus grande est à la charge, désormais, du budget départemental. On verra que ça devient totalement asphyxiant pour nos collectivités départementales. On voit, sur la première courbe, l'évolution des dépenses d'AIS et de leurs compensations par l'Etat depuis 2004, avec cet écart qui ne cesse de se creuser entre les deux. Ecart qui, désormais, en cumul est estimé, à fin 2013, à 634 millions d'euros, excusez du peu. Ca n'est pas rien, effectivement et ça ampute très largement nos capacités de financement, notamment des investissements.

Alors, malgré tout, une satisfaction, même si elle n'est pas à la hauteur de ce que je viens de dire, c'est que désormais l'Etat reconnaît la sous-compensation des dépenses de solidarité nationale des Allocations Individuelles de Solidarité. Sauf que les premières mesures qui ont été prises restent très insuffisantes par rapport, encore une fois, à ce différentiel entre la recette et la dépense constatée.

Des dépenses incompressibles, et que le Département, bien sûr, ne maîtrise pas puisqu'il ne maîtrise ni les conditions d'attribution d'Allocations Individuelles de Solidarité, ni leur montant. Et, d'une certaine manière, c'est bien normal s'agissant de solidarité nationale que ce soit à la représentation nationale d'en fixer les termes. Sauf qu'aujourd'hui une part de plus en plus importante du financement de ces allocations, et bien, retombe à la charge des Départements et deviennent proprement insupportables.

Alors, malgré ces difficultés que je viens de vous décrire, nous avons la volonté, notre majorité, de préserver le bouclier social départemental en donnant la priorité à l'enfance, à la jeunesse, à l'éducation, en préservant le pouvoir d'achat des familles et en assurant la préparation de l'avenir par le soutien à l'activité économique à travers nos investissements.

Quelques lignes de force des orientations budgétaires 2014, je le disais tout de suite : le bouclier social départemental préservé, puisque les dépenses de solidarité seront en forte hausse, environ 4,4 %. C'est plus de la moitié du budget de notre collectivité :

- la plus forte augmentation concerne, bien évidemment, ces dépenses liées aux Allocations Individuelles de Solidarité, près de 10 %, soit plus de 220 millions d'euros ;
- les dépenses concernant la prise en charge des politiques de l'enfance et de la famille, qui devraient, elles aussi, augmenter de près de 6 % ;
- les actions en direction des personnes âgées qui sont estimées à 88 millions d'euros, dont 57 millions pour la seule Allocation Personnalisée d'Autonomie ;
- les actions conduites pour les personnes handicapées qui seront en augmentation, elles aussi, de 2,4 % ;
- et puis l'intervention en faveur de l'habitat et de la santé publique qui sera maintenue à un montant de 5,6 millions d'euros.

La ligne de force, toujours, de ce budget : l'éducation et la jeunesse, au cœur de nos priorités parce que c'est bien l'éducation, c'est bien la jeunesse qui est l'avenir de notre Département et bien entendu de notre pays. Avec, à ce jour, 126 collèges, la Seine-et-Marne voit chaque année ses effectifs de collégiens augmenter et notre budget 2014, bien sûr, accompagnera cette hausse. La dotation globale de fonctionnement des collèges a été portée à 15,5 millions d'euros. Les actions pour l'entretien des collèges, la restauration scolaire, l'aide à la scolarisation des collégiens seront confortées. Et en matière d'investissement, le secteur

de l'éducation restera le premier budget du Département : 64 millions d'euros y seront consacrés.

Le plan de numérisation des collèges seine-et-marnais sera poursuivi au rythme prévu. Vous savez qu'il doit se terminer en 2016 et 7,6 millions d'euros y seront consacrés. Investir dans l'éducation c'est investir dans l'avenir du pays, je l'ai dit, et dans celui de la Seine-et-Marne.

Poursuivre l'équipement du Département, on en parlait tout de suite. Le deuxième budget derrière l'éducation reste celui des routes, qui disposera de plus de 37 millions d'euros pour ses gros investissements. Crédits de paiement destinés à couvrir les engagements du Département dans le cadre de sa politique volontariste d'aide aux projets des collectivités locales dépasseront les 23 millions d'euros. Plus de 13 millions seront prévus pour la protection de l'environnement, et en particulier à répondre aux besoins en matière d'assainissement et d'eau potable. Et le Conseil général consacra 3,4 millions de crédits de paiement au soutien des collectivités locales en matière d'équipements culturels patrimoniaux et 1,4 million d'euros aux équipements sports et loisirs. Ces crédits venant conforter l'aide aux communes et intercommunalités. Concernant le logement social, dans le cadre de sa convention avec l'OPH 77, le Conseil général participera à hauteur de 4 millions d'euros au soutien pour la réhabilitation du parc de logements de l'Office départemental.

Je ne peux pas passer sous silence, un jour comme aujourd'hui, la politique de ressources humaines que mène le Conseil général, politique active qui protège le personnel. Je voudrais rappeler, quand même, le maintien des effectifs alors que beaucoup de Départements sont contraints de les réduire, nous avons procédé à de nombreuses créations nettes de postes entre 2004 et 2010. Notre opposition, d'ailleurs, n'a cessé de nous les reprocher. Tout en réclamant, par ailleurs, souvent des postes ici ou là. Donc, je voudrais mettre en évidence, aussi, depuis 2010, la création par redéploiement d'environ une centaine de postes.

Le maintien des dispositifs de renfort ponctuel des équipes. Le maintien d'une politique toujours active de promotion interne et d'avancement de grade. Rappeler que 317 agents ont été promus en 2013. Le maintien de l'avancement d'échelon à la durée minimum. Le maintien de l'ensemble des éléments du régime indemnitaire. Le maintien de l'ensemble de nos politiques d'aides sociales. Et puis, enfin, et ça n'est pas rien, le maintien du temps de travail à 1 551 heures annuelles et non 1 607 comme le prévoit la durée légale.

Enfin, un tableau qui nous montre la synthèse des équilibres budgétaires prévisionnels pour 2014. Des recettes réelles de fonctionnement qui augmenteront de 2,4 %. Des dépenses réelles de fonctionnement qui augmenteront, elles, de 1,7 %. On voit bien qu'on maîtrise à peu près l'augmentation de ces dépenses. Un excédent de recettes réelles sur les recettes réelles de fonctionnement, donc de 87 millions d'euros : en augmentation de 19 %. Une annuité de la dette en capitale, qui elle, n'augmentera que de 2,5 %. Un solde pour autofinancement des dépenses d'investissement. Alors, je n'ai pas eu le temps, je le disais, de rectifier ce tableau suite à ce que j'avais appris concernant le nouveau mécanisme de péréquation départementale. Parce que le résultat de tout ça, c'est que notre autofinancement pour les dépenses d'investissement passera de 12,9 millions à 2,9 millions d'euros.

On voit là toute la difficulté quand même de l'exercice. Avec ces nouvelles ponctions sur nos recettes de DMTO. Des recettes d'investissement de 36,3 millions d'euros et pour des dépenses d'équipements de 170 millions d'euros avec un emprunt qui était, à ce moment-là, de 121 millions d'euros, mais qu'il faudra ré-augmenter des 10 millions d'euros perdus en autofinancement. Donc voilà les choses.

Malgré une situation financière qui demeure extrêmement contrainte, la majorité départementale a fait des choix. Le choix de la jeunesse et de l'éducation. Le choix de la solidarité. Le choix du soutien à l'économie seine-et-marnaise et à ses entreprises. Ces choix nécessiteront de réorienter des crédits vers les priorités ainsi définies, ce qui impactera les

dépenses maîtrisables du budget départemental. Ces choix se feront sans augmentation du taux de fiscalité du foncier bâti, seule recette désormais de fiscalité directe disponible pour le Département. Ces choix se feront en sanctuarisant les politiques départementales qui préservent le pouvoir d'achat des familles seine-et-marnaises. Je vous remercie de votre attention.

M. LE PRESIDENT. Merci, mon Cher Didier. Donc, nous allons entrer dans un débat avec une expression des groupes. D'ailleurs on a procédé, ce matin, tant que je sache, m'a-t-on dit, à un tirage au sort qui définit un ordre d'intervention qui est le suivant :

- le groupe Gauche républicaine et communiste,
- le groupe Socialiste et Républicains de progrès,
- le groupe Union pour la Seine-et-Marne,
- et le groupe Démocratie écologie.

Pas d'objection sur cet ordre de prise de parole ? Donc, je propose à Maud TALLET d'intervenir tout de suite.

Mme TALLET. Monsieur le Président, Chers Collègues,

Depuis le mois de juin, nous savons que le budget pour 2014 doit être construit dans un contexte particulièrement difficile. Difficile économiquement, bien sûr, mais aussi politiquement. Un contexte difficile économiquement, nous en avons fait le constat lors de la Décision Modificative N° 2, à la dernière séance publique. Nous avons dû affecter des crédits supplémentaires pour le RSA et pour l'aide sociale à l'enfance. Des crédits, vous en conviendrez, qui n'étaient pas à la marge. Ce qui reflète une forte dégradation des conditions de vie sur notre territoire. Ce contexte économique difficile s'accompagne d'une période de crise politique sur le plan national. Le quotidien qui est de plus en plus lourd à gérer pour chacun de nos concitoyens pèse sur la sphère politique nationale, mais aussi locale.

Face à ce quotidien, chacun a sa hauteur, cherche des réponses à ces difficultés à court terme. Dans ce contexte, nous, élus, avons un rôle tout particulier et primordial à jouer. Ce débat d'orientations budgétaires est l'occasion importante d'affirmer...

M. LE PRESIDENT. Attends, Maud. Excuse-nous, mais j'aimerais bien qu'on arrête les petits amusements musicaux pendant la séance et l'intervention des groupes, s'il vous plaît. La moindre des choses c'est de commencer par se respecter les uns, les autres. Il faut sortir si on ne sait pas arrêter les machines, Jean-François. Excuse-moi, mais... Allez, on va essayer de se re-concentrer sur des sujets qui ont leur importance, si vous me permettez.

Mme TALLET. Ce débat d'orientations budgétaires est l'occasion importante d'affirmer clairement nos valeurs, comme l'ont été, précédemment, les réunions publiques sur le budget.

La première difficulté pour notre groupe est celle des recettes. Tout le monde l'a bien compris, chaque année, la préparation budgétaire s'articule autour de la recherche d'économie, donc du risque de disparition de service public. Notre groupe de Gauche républicaine et communiste refuse de répéter cet exercice sans se donner de limite. La première de ces recettes en diminution est la dotation globale de fonctionnement. Le projet de loi de finances poursuit en 2014 l'effort de redressement des comptes publics, malheureusement, l'élection d'un Président socialiste et le changement parlementaire n'a pas permis d'éradiquer l'idée que les collectivités territoriales sont trop dépensières. Il n'est pas acceptable qu'un tel discours soit tenu par les institutions de notre République. C'est l'esprit du pacte de confiance et de responsabilité que nous analysons comme une réponse libérale et d'austérité, qui n'est pas une solution au problème rencontré.

La loi de Finances 2014 se fixe comme objectif de favoriser la croissance et l'emploi. Pourtant, toujours plus nombreuses sont les mesures d'austérité et toujours aussi inexistants sont les résultats en termes de croissance et de baisse du chômage.

Les restrictions budgétaires favorisent le ralentissement de la croissance, au contraire, nos collègues, nos routes, nos logements sont créateurs de richesse. Notre peuple n'a pas voté à gauche en 2012 pour réduire les dépenses publiques, ni pour continuer à transférer les richesses du travail sur le capital en laissant celui-ci s'accroître démesurément. La France figure au 3^{ème} rang mondial et au 1^{er} rang européen pour le nombre de millionnaires en dollars. Aussi, nous ne pouvons accepter que les plus aisés soient exonérés de participer à l'effort collectif qui écrase les plus démunis.

C'est pour ces raisons qu'une réforme fiscale d'ampleur est nécessaire pour mettre à contribution ceux qui échappent aujourd'hui à l'effort collectif demandé. Face à l'héritage catastrophique laissé par la droite, nous sommes plus que jamais convaincus que le Gouvernement fait fausse route en voulant jouer au meilleur élève de l'Europe libérale. Nous souhaitons que ce point de vue soit débattu, partagé et défendu par le maximum des composantes de la gauche, notamment par la majorité départementale du Conseil général de Seine-et-Marne.

Le second problème concerne les recettes des Département, est la non-compensation des Allocations Individuelles de Solidarité. Cette réflexion est valable pour tous les Départements. Et même si nous ne sommes pas les plus à plaindre concernant cette situation qui ne date pas d'hier et qui est le résultat de plusieurs années de mépris des gouvernements de droite envers l'action des collectivités locales sur tous les Départements, nous inquiète.

Il y a d'un côté l'objectif d'un financement pérenne de ces Allocations Individuelles de Solidarité et de l'autre une dette qui s'est constituée au fil des années, du fait du décalage entre le montant de la compensation et le montant réellement versé aux bénéficiaires de ces allocations : nous partageons l'analyse faite par Didier TURBA.

L'Etat a désormais reconnu l'existence de ces dettes envers les Département. Cet argent qui ne nous a pas été affecté, l'Etat continue à nous le devoir. Car ces allocations : PCH, APA, RSA, relèvent encore de sa responsabilité au titre de la solidarité nationale. Nous sommes satisfaits que le rapport du débat d'orientations budgétaires fasse état de l'insuffisance des mesures engagées, comme notre groupe l'a souvent dénoncé.

Une enveloppe de 830 millions d'euros pour pérenniser le financement des AIS dans la loi de finances, c'est une nouveauté, c'est vrai. Mais quand on met ce chiffre en relation avec les 115 millions d'euros non perçus pour la seule année 2013 et pour le seul Département de la Seine-et-Marne, nous réalisons malheureusement à quel point ce geste ne permet pas d'envisager l'avenir des Départements sereinement.

Pour ce qui est de la dette héritée de la gouvernance de droite, l'Etat rembourse ses dettes aux banques. Il n'y a aucune raison qu'il ne le fasse pas auprès des Départements et des collectivités. Cet argent, le Département ne va pas le placer sur des fonds spéculatifs, ne va pas l'exiler en Suisse ou ailleurs, il va le traduire par des politiques publiques à destination de ses habitants. Il va donc le redistribuer, il va créer de la richesse économique et humaine. C'est pourquoi notre groupe exprime l'exigence d'un engagement sur 5 ans pour le remboursement par l'Etat de cette dette, tout simplement.

Le rapport qui nous est proposé et le budget qui sera voté en février, comme l'ensemble des budgets que nous avons votés ici, sont le fruit du travail collectif que nous menons en tant qu'élus locaux avec les services départementaux pour tenir les engagements que nous avons pris auprès de nos électeurs. Les services publics que nous défendons servent nos populations et nous n'avons pas à rougir de nos choix toujours décidés avec responsabilité et conviction.

Et concernant les dépenses, les priorités qui ont été mises en avant lors des réunions publiques, nous les partageons : l'enfance, la jeunesse, l'éducation ainsi que le pouvoir d'achat des Seine-et-Marnais. A celles-ci, il nous paraît essentiel d'ajouter la protection du

tissu associatif départemental, qui nous semble être un acteur indispensable pour favoriser le vivre ensemble, mais aussi s'assurer des priorités précédentes.

Nous serons extrêmement vigilants à ce que ces priorités de principes soient des priorités d'actes dans la préparation et l'exécution du budget. Certaines choses ne passeront pas. Comme par exemple, la suppression de la prime d'installation, qui, même remplacée par une autre prime, vise à rendre une partie de nos agents non bénéficiaires. Cela ne nous semble pas un bon signe donné à nos agents. Pour ce qui est de préparer l'avenir et soutenir l'activité économique par un volume de dépenses d'équipements aussi élevés que possible, nous partageons cette priorité. Soyons vigilants à avoir la visibilité des résultats des politiques publiques menées, notamment lorsqu'il s'agit d'attribuer des fonds publics à des partenaires privés qui ont des activités à but lucratif.

Je pense, en commentaire, que nous avons la réponse à la question de notre Collègue, posée tout à l'heure en décalage. Et s'il n'y a pas mystère aux différences d'analyse que nous pouvons avoir à l'intérieur même de l'originalité de la gauche française, je veux rassurer nos Collègues de l'opposition : quelles que soient nos différences, jamais nos voix n'iront conforter les leurs.

M. LE PRESIDENT. Merci, Maud. Pour le groupe Socialiste et Républicains de progrès, Lydie AUTREUX.

Mme AUTREUX. Président, Chers Collègues, la préparation des budgets pour les collectivités territoriales et particulièrement pour les Départements relève d'un exercice de plus en plus complexe. Tandis que la situation sociale greffe de plus en plus lourdement nos dépenses, nos recettes demeurent incertaines et n'augmentent pas à hauteur des besoins.

Je ne reviendrai pas sur les éléments que notre Collègue Didier TURBA, Vice-président en charge des finances, vient de nous présenter. C'est pourtant bien cette réalité que nous devons aujourd'hui gérer. Mais si les dépenses augmentent, ce n'est pas que nous gaspillons, comme notre opposition tente vainement de le faire croire, c'est avant tout le résultat d'une insuffisance de financement des Allocations Individuelles de Solidarité, transférées en 2004 par l'Etat sans véritable moyen de financement dynamique pour y faire face.

La suppression de la taxe professionnelle et la réforme de la fiscalité locale qui l'ont accompagnée, ont bouleversé nos recettes de fiscalité directe et nous ne conservons plus, aujourd'hui, le pouvoir de voter le taux de l'impôt que pour la seule taxe sur le foncier bâti. Mais augmenter les impôts ne saurait être la solution. C'est donc dans ce contexte où les conditions socio-économiques pèsent sur les dépenses obligatoires et limitent le produit de la fiscalité que nous devons construire un budget au service de la Seine-et-Marne et des Seine-et-Marnais.

La réalité économique et sociale dont nous devons tenir compte s'impose. Nous y ferons face avec les moyens qui nous sont donnés, non sans exprimer nos revendications envers l'Etat, comme nous l'avons toujours fait. Toutefois, il faut reconnaître qu'un changement significatif s'est enfin produit dans les relations entre l'Etat et les collectivités. Le discours n'est plus à présent accusateur voire empreint d'un certain mépris, mais s'accompagne d'une volonté d'apporter des réponses aux problématiques budgétaires liées au financement des Allocations Individuelles de Solidarité.

Le rôle des Départements est reconnu. Si cette évolution est positive, elle n'en est pas moins insuffisante. Car si au nom de la solidarité les Conseils généraux doivent rester le bouclier social de ceux qui n'ont rien, il est essentiel qu'ils conservent aussi leur capacité d'investissement dans l'avenir qui est en fait l'un des leviers du développement territorial.

Or, à force de piocher depuis 10 ans dans les recettes propres des Départements, en lui diminuant des dotations ou en l'amenant à contribuer à des systèmes de péréquation horizontale, qui font que les Départements les moins pauvres sont amenés à venir au secours

des plus pauvres, que l'Etat risque de nous mettre dans l'impossibilité de faire face à nos besoins d'investissement en nous supprimant toute possibilité de dégager un autofinancement suffisant.

C'est un appel solennel que nous lançons au Gouvernement pour qu'il prenne mieux en compte, à l'avenir, ce sujet du financement des Allocations Individuelles de Solidarité. La droite nous a mis le couteau sous la gorge, il faut que le Gouvernement de gauche nous supprime cette menace. En dépit de tout, le Département continuera de défendre ses priorités en confortant les politiques publiques qu'il a initiées, notamment en matière d'éducation et de jeunesse, parce que là est notre avenir.

Nous allons, ainsi, poursuivre notre engagement pour accompagner les jeunes sur le chemin de la réussite en leur garantissant les moyens de plus d'égalité des chances dans les collèges, en leur permettant l'accès à plus d'autonomie, en accompagnant la transformation de la diffusion des savoirs à l'ère numérique et en favorisant la pratique sportive et l'accès à la culture.

A travers la mise en œuvre de ces orientations budgétaires, nous souhaitons maintenir et préserver le pouvoir d'achat des familles seine-et-marnaises. Nous poursuivrons également nos efforts de participation à la lutte contre le chômage par l'insertion, par le développement économique et par la promotion de l'économie sociale et solidaire, par le soutien au développement durable ; qui sont autant d'enjeux fédérateurs inscrivant notre collectivité comme un acteur de politiques publiques nationales.

Enfin, la nouvelle politique territoriale dont la mise en œuvre sera progressive, permettra, ainsi, de mieux adapter notre aide aux collectivités locales et au besoin de développement de chaque territoire.

Monsieur le Président, mes Chers Collègues, en dépit d'un contexte économique difficile et des contraintes particulièrement pesantes sur notre Département, nous sommes fiers de pouvoir affirmer les objectifs que je viens de mettre en valeur au nom du groupe des élus socialistes et républicains de progrès. Nous sommes fiers de tenir le cap de la dynamisation de notre territoire, de manière à en accroître l'attractivité. Je vous remercie de votre attention.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. Le Groupe USM. C'est Jacques BALLOT.

M. BALLOT. Monsieur le Président, mes Chers Collègues, dans ce propos je vais à la fois traiter du Débat d'Orientations Budgétaires et de la motion qui va suivre.

M. LE PRESIDENT. Très bien, je ferai pareil, d'ailleurs.

M. BALLOT. Monsieur le Président, Chers Collègues, au cours de cette session, nous sommes amenés à débattre de vos orientations budgétaires pour 2014. C'est-à-dire de votre conception du budget de notre Département pour cette année, après dix longues années pendant lesquelles il a été confié à votre seule gestion. Il s'agira et il va s'agir d'un budget du Département au cœur de deux crises : celle qu'il subit comme chef de file du secteur social dans une France qui souffre, celle qu'il a lui-même engendrée par ses impérities et son aveuglement budgétaire.

Ce projet ne nous livre aucune assurance sur notre capacité à rétablir ce qui peut l'être. Il se dégrade encore : la trajectoire d'assainissement de nos finances est de plus en plus dégradée. Les dépenses de personnel occupent, cette année, le devant de la scène. Il nous faut assumer les revalorisations indiciaires, le glissement vieillesse technicité, les prestations sociales, et là je pense notamment à la cotisation CNRACL et la mort clinique du comité des œuvres sociales.

Mais depuis nos bancs, voici bien longtemps que nous vous alertions sur votre politique de recrutement dont le leitmotiv était de se rapprocher du ratio d'effectif de l'Essonne ou de la Seine-Saint-Denis : de beaux exemples de gestion. Au cours de ces

derniers exercices, Chers Collègues de la majorité, les recettes progressent moins rapidement. Mais vous avez toujours continué à recruter.

La bise et nous l'avons vécus récemment est venue, Monsieur le Président. Elle est d'autant plus cinglante que depuis toutes ces années, vos dépenses de fonctionnement évoluent comme si nous n'étions confrontés à aucune crise. Et bien, dansez maintenant. Dommage, Dépayz'arts est supprimé.

Pour envisager le budget 2014, il vous faudra intégrer un volume de dettes qui s'établit en hausse à près de 890 millions d'euros et progressera, en 2014, de 47 millions d'euros. Pour le reste, nous restons toujours dubitatifs pour ne pas dire incrédules sur vos capacités à honorer les autorisations de programmes des années qui viennent.

Des intentions, de la communication, mais pas les moyens de l'action : c'est ça la vérité financière de la Seine-et-Marne en l'année 2014. Votre dixième budget sera exsangue. Depuis combien d'années vous alertons-nous sur la raréfaction du niveau d'épargne dans les recettes de fonctionnement ? Nous avons prévenu avec force quand le seuil d'alerte des 10 % a été transgressé. En pure perte : ce sera 8 % en 2014.

Monsieur le Président, dites la vérité aux Seine-et-Marnais. Oui, le poids des dépenses de solidarité est lourd et progressif. Oui, leur mécanisme de compensation est statique. Mais nous infirmons qu'en Seine-et-Marne ce n'est pas tant cette charge conjuguée à la baisse des recettes qui sont la cause de la profonde dégradation financière ; ce sont les hausses fortes et continues de vos dépenses de fonctionnement, hors solidarité, qui sont à montrer du doigt.

Pour rappel, les charges générales de fonctionnement du Département ont augmenté de près de 35 millions d'euros depuis 2008. Et ceci, Chers Collègues, hors des charges de personnel. Vos orientations budgétaires sont décevantes. Il ne semble pas que nous retrouvons les propositions des Seine-et-marnais que vous avez fait mine de consulter il y a quelques jours.

Nous avons estimé, mais peut-être à tort, entre 20 000 et 30 000, le nombre d'invitations postées. Soit dit en passant et au bas mot : une dépense de 12 000 euros, pour quel effet ? Mais nous sommes habitués depuis 10 ans par votre majorité au pire. Vos orientations budgétaires sont inquiétantes. Les économies sont seulement constituées de ce qui ne sera pas dépensé. C'est un niveau bien trop modeste de réaction au regard de la gravité de la situation. Vous saluez les gestes d'aumône du Gouvernement, mais vous omettez de souligner ce qu'il vous retire de l'autre main.

Alors, comme vous le savez le faire, plutôt que de parler vrai vous allez continuer à parler fort. Vous allez, comme vos glorieux modèles à Paris, détourner les projecteurs pour attirer les regards ailleurs. La motion rose et verte déposée au cours de cette session en est une parfaite illusion.

Nous y revenons car elle nous paraît indissociable du cadre des orientations budgétaires. Encore une motion. Une motion de plus. A chaque examen de ce genre de texte, la magie opère : nous ne sommes plus en séance plénière du Conseil général, mais de toute évidence en réunion de section de PS. Selon notre règlement intérieur, une motion s'adresse aux organismes extérieurs. En l'espèce, est-ce vraiment un organisme extérieur que le Gouvernement, car pour tout observateur un tant soit peu éclairé, le sentiment qui prévaut est que dans ce texte les socialistes parlent aux socialistes. En effet, et de manière inédite sous la V^{ème} République, votre famille politique, enfin ce que l'on appelle la gauche plurielle, dispose seule de tous les leviers du pouvoir.

Pourtant, dans cette motion qui s'adresse au sommet de votre majorité, les Conseillers généraux socialistes et leurs indéfectibles alliés, verts – je n'ose pas faire le jeu de mots de dire, verts de rage – parfois rappellent, s'inquiètent, appellent encore, et enfin alertent : rien de moins. C'est comme si, ce cri jaillissait de notre hémicycle. Nous avons tous les pouvoirs,

mais nous ne sommes pas sûrs de bien nous en servir. Nous non plus, nous ne sommes pas sûrs que vous sachiez vous en servir.

Vous nous invitez à « sauvegarder les finances des Départements », tel est le titre de votre motion. A cet instant, nous avons envie de vous croire, envie de vous suivre, mais au bout de dix ans, nous connaissons la portée des engagements que vous prenez.

Alors, nous avons plutôt envie de vous répondre comme le Comte d'Anterrockes à la Bataille de Fontenoy : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » Il avait face à lui des troupes anglaises mais aussi hollandaises.

Tirez les premiers, Chers Collègues socialistes et verts, mais alors visez juste ! Il n'a jamais été question pour l'ancienne majorité nationale de nier l'existence de ce que vous avez dénommé la sous-compensation. La norme votée sur tous les bancs des assemblées, à vous faire rêver un ministre de 2013, la norme inscrite dans la Constitution, prévoit la compensation à l'euro près des compétences transférées. C'était une sage et courageuse décision quand on sait comment la décentralisation a été assurée par l'Etat depuis 1982.

D'ailleurs, les efforts fournis par l'Etat sous la précédente législature, sur le FDRMI, la TSCA, la Journée de solidarité et d'autres recettes, démontrent bien qu'il y avait une prise de conscience, à défaut de prise en charge suffisante. Ces recettes nouvelles, vous les avez acceptées sans sourciller.

Tirez les premiers, mais ne changez pas de munitions. Au cours des années précédant le changement qui réjouit la France et 15 % de Français, les mêmes rédacteurs de la motion d'aujourd'hui parlaient bel et bien, en cœur, d'une dette de l'Etat aux Départements. Les mêmes rédacteurs de la motion d'aujourd'hui ont introduit en cœur, hier, des actions en justice pour obtenir le solde. Où diable est donc passé ce vocable de dette ? Où diable est donc passée cette véhémence du créancier floué ?

Tirez les premiers, mais sans trembler car tout va s'arranger. En décembre 2013, on ré-enchant le rêve en adoucissant les mots. Il faut dire que le candidat devenu président nous avait prévenus et rassurés : « moi, Président de la République, je pense que les collectivités locales ont besoin d'un nouveau souffle, de nouvelles compétences, de nouvelles libertés. »

On verra, bientôt, ce que veut dire liberté à la lecture du charcutage électoral qui frappera la Seine-et-Marne comme il a déjà frappé tous les Départements désormais fixés sur leur sort. On voit déjà ce que veut dire nouveau souffle : pour recouvrer des recettes complémentaires, le Gouvernement nous autorise à augmenter la taxe sur les droits de mutation et réduit les dotations de l'Etat aux collectivités de 4,5 milliards en 2 ans. Quant aux nouvelles compétences, on voit bien que l'Etat, pourtant 100 % administré par des Socialistes et des Verts, poursuit sans fléchir son vieil élan décentralisateur et tout aussi mauvais compensateur. Le seul exemple de la réforme des rythmes scolaires nous donne une idée de la manière dont votre famille politique conçoit la liberté, le souffle et le soutien aux collectivités territoriales.

Tirez les premiers, Chers Collègues, pour remettre sur pied les finances, non pas des Départements, mais de notre Département. Elles ne souffrent pas que de la charge sociale. Elles ont fortement et durablement mises à mal de votre propre fait. Vous savez, quand vous pleuriez que Matignon niait la dette, alors qu'ici même vous niez à ce micro l'intérêt de vous montrer raisonnables. Vous nous avez dit : « je ne suis pas là pour faire des économies », Monsieur le Président.

Tirez les premiers, cela fait si longtemps que nous supplions de le faire, mais le savez-vous, aussi ajusté que soit votre tir, vous n'obtiendrez rien de ce Gouvernement même avec des promesses du candidat devenu président.

Quand on regarde le budget de l'Etat, chiffre officiel en mains, on constate qu'il n'y a pas eu d'économies en 2013. Les dépenses vont être supérieures de 2,4 milliards aux annonces. On y observe des recettes fiscales attendues qui ne sont pas au rendez-vous et à un

niveau préoccupant. On y remarque que le déficit n'a pas du tout été contenu et même après les leçons dispensées pendant cinq années d'opposition, il était prévu 61,5 milliards de déficit, nous atteindrons très certainement les 72 milliards.

Les 3 % du PIB promis par le Gouvernement que vous avez tous soutenus ici, s'éloigne vertigineusement. Le déficit consolidé devrait atteindre les 4,1 %. Et malgré la pression fiscale inouïe qui pèse sur les Français et qui pèsera plus fort encore, en 2014, sur les classes moyennes et sur les familles, recettes seront bien inférieures aux nouveaux dérapages.

Nous ne mentionnerons que ceux qui nous concernent plus directement dans ces nouveaux dérapages :

- le maintien de l'indexation des prestations dont les minimas sociaux ;
- l'abrogation du jour de carence dans la fonction publique ;
- la revalorisation de 10 % du RSA socle ;
- la création d'un RSA jeune.

La liste n'est pas exhaustive et sans préjudice de l'imagination fertile de votre Gouvernement. N'attendez donc rien, Monsieur le Président, Chers Collègues, d'un œuf que l'on ne peut pas tondre.

Monsieur le Président, Chers Collègues, vos orientations budgétaires sont, comme la motion qui l'accompagne, irréalistes, irresponsables, en un mot : irrecevables.

M. LE PRESIDENT. Merci, Cher Collègue. La parole est maintenant au groupe démocratie écologie, en la parole de Jean DEY.

M. DEY. Monsieur le Président, Chers Collègues, ce débat d'orientations budgétaires est le moment, comme tous les ans, d'exposer les priorités politiques qui sont les nôtres dans le cadre contraint qui s'impose à nous.

Justement il y a nécessité, avant tout, de rappeler le désormais habituel problème de nos recettes. La sous-compensation des dépenses de solidarité par l'Etat reste notre principale contrainte. Et à cet égard, notre groupe s'associe pleinement à toutes les prises de position consistant à rappeler au Gouvernement l'urgence de rembourser la dette que l'Etat a contractée envers nous. La volatilité des recettes issues des DMTO, l'incertitude qui pèse sur les autres sources de financement, le contexte économique et réglementaire, sont autant de conditions qui rendent complexe la définition d'un budget ambitieux, ce que notre groupe regrette au même titre que nos autres Collègues de la majorité.

En effet, ces recettes contraintes nous imposent d'effectuer des choix pénibles en matière de dépenses. Dans ces conditions, nos choix de mettre en avant une véritable démarche de développement durable, constituent pour notre groupe un outil important d'aide à la décision pour prioriser les actions départementales et pas simplement la nécessité d'y faire référence de façon ponctuelle.

Fondé sur une réflexion prospective indispensable, l'Agenda 21 départemental nous y aide en permettant de mobiliser les énergies, à la fois dans les instances départementales et sur le territoire, autour de priorités articulées autour des cinq finalités du développement durable telles que définies au niveau national.

Permettez-moi de décrypter l'orientation budgétaire au travers du prisme de la durabilité. Le développement durable, en effet, contrairement à ce que d'aucuns prétendent, n'est pas à placer dans les causes des difficultés économiques que nous connaissons, mais plutôt dans les éléments de solutions à ces difficultés.

C'est cette approche transversale de long terme qui nous aide à adopter des politiques stratégiques, tant pour répondre au mieux aux défis actuels auxquels sont confrontés les Seine-et-Marnais que pour préparer et adapter notre Département aux évolutions sociales et environnementales à venir.

Ainsi, pour œuvrer à la finalité 1, à savoir : lutter contre le changement climatique et œuvrer à l'adaptation de notre territoire, nous choisissons de nous concentrer en priorité sur

l'énergie. Avec la lutte contre la précarité énergétique, la rénovation du parc bâti, la mobilisation des acteurs du territoire. Mais aussi sur les transports avec la poursuite du développement de mobilité alternative à la voiture individuelle, poursuite du développement de Seine-et-Marne Express, et ainsi que développement des télécentres.

La deuxième finalité, ou deuxième grand axe autour duquel nous avons décidé de continuer à prioriser nos politiques, est la préservation des milieux, des ressources naturelles et de la biodiversité. Nous continuerons, dans ce cadre, à accompagner les Communes dans leurs travaux en matière de gestion de l'eau, avec un plan départemental numéro 2, qui s'étend de 2012 à 2016, mais aussi des éco-conditions qui nous permettront d'inciter à l'adoption de meilleures pratiques.

La protection de la biodiversité et des milieux fait aussi des priorités départementales, étant une condition indispensable au maintien du cadre de vie des Seine-et-Marnais et à l'attractivité de notre territoire. Sur ce plan, notre majorité est également déterminée à poursuivre sa mobilisation politique pour défendre notre Département face aux pressions univoques de la Métropole parisienne, notamment en matière de déchets, comme nous allons en discuter lors de cette séance.

Notre troisième grand axe est l'épanouissement de tous les Seine-et-Marnais. Avec un effort important consacré à l'éducation, en 2014, aux politiques en faveur de la jeunesse et des familles, à celles en faveur de l'insertion, mais aussi aux politiques culturelles à destination de tous les publics. L'ensemble de ces budgets ont été préservés au maximum ; notre majorité considérant ces postes de dépenses comme incompressibles, tant pour les publics concernés aujourd'hui par ces difficultés, que pour la cohésion sociale de notre territoire à long terme.

Ces priorités rejoignent largement la finalité 4 de notre Agenda 21, à savoir : la cohésion sociale et les solidarités entre territoires et générations. L'accès aux soins, aux services, au logement, l'insertion par l'emploi, mais aussi les politiques en faveur des personnes âgées et handicapées sont autant de domaines sur lesquels nous avons décidé de rester proactifs et d'aller au-delà des simples dépenses obligatoires.

Enfin, la finalité 5 de notre Agenda 21, qui, encore une fois, dicte nos choix politiques, relève de la production et de la consommation responsables. Nous sommes, ainsi, déterminés à favoriser l'essor de filières seine-et-marnaises durables, comme l'éco-construction. Nous poursuivons notre appel à projet de l'économie sociale et solidaire. Nous continuerons à accompagner les agriculteurs et les Communes vers une utilisation réduite des produits phytosanitaires, avec l'aide, entre autres d'AQUI'Brie.

Ainsi, si nos recettes budgétaires contraignent nos choix politiques, notre collectivité ne manquera pas pour autant d'insuffler une véritable dynamique de développement durable sur notre territoire, assurant, mais dépassant, son simple rôle de bouclier social.

Les Seine-et-Marnais ont besoin d'un cadre de développement prospectif que notre collectivité contribue à bâtir, mobilisant les énergies et créant les conditions d'un développement économique et social durable.

C'est pourquoi, nous demandons, Monsieur le Président, en plus de la présentation classique de notre budget, une synthèse plus transversale qui présente notre projet de façon plus globale.

Parce que cette orientation budgétaire nous semble porteuse d'un projet politique constructif pour la Seine-et-Marne d'aujourd'hui et de demain, dans le contexte contraint qui est le nôtre, Monsieur le Président, notre groupe approuve cette orientation budgétaire.

M. LE PRESIDENT. Merci, mon Cher Jean. Mes Chers Collègues, permettez-moi d'intervenir à mon tour. Et de commencer par remercier Didier TURBA pour sa présentation, à la fois synthétique et pédagogique des enjeux auxquels nous sommes confrontés à l'occasion de la préparation de notre budget 2014.

Sans allonger exagérément nos débats, je voudrais, pour ma part, insister sur quelques éléments. Premièrement, et chacun en conviendra, les difficultés budgétaires auxquelles notre collectivité doit faire face, comme à des degrés divers l'ensemble des Départements français, viennent de loin. Elles sont bien la conséquence directe d'une politique délibérée qui a consisté, tout au long de ces dix dernières années, et j'en suis le premier observateur si je puis me permettre, à faire financer une part de plus en plus importante de la solidarité nationale par des financements locaux, ce qui a porté gravement atteinte à l'équilibre budgétaire de nos collectivités départementales.

Il serait, de lors, extrêmement injuste, presque indécent, de faire porter la responsabilité de ce long délitement à l'actuel Gouvernement à qui on ne peut demander de régler en un an ce que les précédentes majorités ont déréglé en dix ans.

Au contraire, pour la première fois, le Gouvernement reconnaît la réalité de ce sous financement des AIS et engage sa réduction par des mesures concrètes. J'ai observé au Parlement, nos pas au Sénat mais à l'Assemblée nationale, qu'un certain nombre de groupes politiques ont fait la proposition de retirer les articles de la loi de finances consacrés, précisément, à ces éléments de financements complémentaires.

J'ai ici l'amendement signé par l'ensemble des Parlementaires du groupe UMP et qui propose « supprimer cet article », il s'agit de l'article 26, qui est l'article qui accorde aux Départements, désormais, les 827 millions de fonds de gestion du foncier bâti et qui va rapporter, pour la Seine-et-Marne, une somme aux environs de 9 à 9,5 millions, qui, somme toute, n'est pas tout à fait négligeable. Il en est exactement de même pour les articles 58 et 58 bis de la loi de finances pour 2014, qui eux, portent sur la possibilité de recourir à une majoration du taux de DMTO pendant deux années.

Les mesures qui sont proposées, demeurent à l'évidence, insuffisantes. Elles ont néanmoins le mérite d'exister, surtout dans le contexte de très lourd déficit public hérité de la gestion de ces dix dernières années et auquel le Gouvernement doit, bien entendu, faire face.

Deuxièmement, notre gestion ne peut en aucun cas être sérieusement mise en cause dans les difficultés budgétaires que nous connaissons. Les niveaux très modestes des dépenses d'administration générale, des dépenses de personnel, comparées aux autres collectivités, en attestent. Pour les dépenses de l'administration générale, 51 euros par habitant en Seine-et-Marne contre 88 par habitant en moyenne nationale, et 79 euros habitant en moyenne des Départements de plus d'un million d'habitants. Pour les dépenses des personnels, 157 par habitant en Seine-et-Marne contre 171 euros par habitant en moyenne nationale et 166 euros par habitant en moyenne des Départements de plus d'un million d'habitants.

Tout comme la gestion à la fois active et précautionneuse de notre dette départementale que nous n'avons pas voulu laisser filer de façon irresponsable comme cela a pu être fait par le passé.

Ce sont au contraire ces efforts très importants de gestion liés également, il est vrai, au dynamisme de notre territoire qui ont permis jusqu'à présent d'absorber cet immense manque à gagner de plus de 600 millions d'euros cumulés pour les finances départementales.

Mais on voit bien que ces efforts atteignent aujourd'hui leur limite, car, mon Cher Jacques BALLOT, quand vous dites que ce sous-financement des Allocations Individuelles de Solidarité est statique, je crois que c'est votre terme, il est juste d'un dynamisme exponentiel. Exponentiel ! La courbe est absolument limpide de ce point de vue. Et donc si nous avons pu absorber ce surcroît de dépenses jusqu'à aujourd'hui tout en préservant l'essentiel de nos politiques publiques, et même en en développant d'autres, l'équation risque de s'avérer de plus en plus complexe dans les mois et, évidemment, les années qui viennent.

D'où l'urgence, et ce sera mon troisième point, d'une refonte globale de notre système fiscal local, dont on voit qu'il est aujourd'hui à bout de souffle. A bout de souffle parce qu'illisible, imprévisible et injuste. Illisible puisque la majeure partie des ressources des

Départements sont désormais composées de dotations ou de contributions de l'Etat sur lesquelles nous, élus départementaux, n'avons aucun pouvoir de décision.

Or, la capacité à lever l'impôt pour décider de la nature et du volume des dépenses engagées par la collectivité, n'est-ce pas le principe même de la responsabilité des élus devant les citoyens ? Imprévisible car la suppression de la taxe professionnelle, mise en œuvre à la va-vite par le précédent Gouvernement et son remplacement par une nouvelle cotisation à la valeur ajoutée des entreprises, a ouvert un champ d'incertitudes rarement connu dans nos collectivités. On nous annonce ainsi des recettes de CVAE en nettes baisses, sans que quiconque ne puisse nous en expliquer les raisons. De la même façon, d'ailleurs, que l'année dernière nous avons une hausse, qu'il n'avait pas été possible, non plus, de nous expliquer. Donc, sur ce point tout au moins, il nous semble que le navire Bercy est un peu ballotté par les flots.

Même imprévisibilité en ce qui concerne le nouveau fonds de péréquation sur les DMTO mis en place par le Gouvernement dont les modalités, après avoir changé plusieurs fois, viennent tout juste d'être adoptées à l'Assemblée nationale. Modalités qui pénalisent, d'ailleurs, durement la Seine-et-Marne. À tel point que l'ensemble de ce que nous aurons en plus : fonds de gestion du foncier bâti et majoration des DMTO, si toutefois l'Assemblée vote une majoration du taux, que ne couvrira pas, je le dis, le montant de la croissance de nos AIS. C'est-à-dire que ça n'améliorera pas notre situation, ça ne fera que ralentir la dégradation de notre situation de ce point de vue.

Et surtout, troisième qualificatif, injuste, car le système de dotation de l'Etat revient de plus en plus à graver dans le marbre un certain nombre d'inégalités, et je dirai même d'iniquité, et à constituer de véritables rentes de situation pour certains territoires. Ce sont les territoires en dynamique qui en sont les premières victimes, à l'image de la Seine-et-Marne qui est peut-être parmi les tout premiers Départements en croissance.

Ainsi, notre croissance économique et démographique a pour conséquence de nous faire contribuer de façon importante aux différents fonds de péréquation mis en place, ce qui est compréhensible en soi, mais dans le même temps, le niveau de nos dotations, en particulier la DGF qui est la plus importante, de loin, figure parmi les plus faibles : 99^{ème} rang. Car leur mode de calcul a opéré par sédimentation d'anciennes taxes ou impôts qui n'évoluent plus et ne tiennent donc pas compte du dynamisme qui est le nôtre.

Ainsi, quand la Seine-et-Marne touche 120 euros par habitant de DGF, l'Essonne en touche 137, le Val-d'Oise 140, les Hauts-de-Seine 165, le Val-de-Marne 177 et la Seine-Saint-Denis 189. Rien ne peut justifier un tel écart. Non seulement il est injustifiable, mais il handicape gravement nos capacités de répondre aux besoins en services et en équipements de notre Département, qui sont pourtant immenses compte tenu de la poursuite de notre développement.

Ainsi, si la Seine-et-Marne touchait de l'Etat une DGF par habitant équivalente seulement à la moyenne des autres Départements franciliens, sont 38 200 000 d'euros de recettes supplémentaires sur lesquelles nous pourrions compter pour investir dans nos collèges, sur nos routes, dans le soutien aux projets d'équipement des Communes et Intercommunalités ou pour satisfaire des revendications de nos personnels.

Autre spécificité qui pénalise la Seine-et-Marne, le fait que beaucoup de nos habitants vont travailler quotidiennement en dehors des frontières départementales, ce qui est évidemment inévitable en matière d'emplois du cœur de l'Agglomération, et même si 58 % des Seine-et-Marnais travaillent tout de même en Seine-et-Marne.

Notre Département figure, ainsi, là encore au 99^{ème} rang, occurrence des chiffres due à un mystérieux hasard, pour le ratio actifs en regard des emplois. Non pas en raison de notre manque de dynamisme, puisque le taux de chômage demeure inférieur aux moyennes nationales et régionales, mais bien en raison de cette caractéristique géographique de

l'expatriation de nos actifs. Or, ce sont autant de recettes en moins pour notre Département, qui se voit, en quelque sorte, privé du fruit du travail de ses habitants, tandis qu'il est amené à en assurer seul les charges en termes de services ou de prestations sociales, par exemple.

Certes, la création que j'appelais de mes vœux depuis plusieurs mois, d'un fonds de péréquation spécifique à l'Île-de-France, qui devrait bénéficier à la Seine-et-Marne : non pas à hauteur des 2,5 millions d'euros qu'on nous annonçait au départ, non pas à hauteur des 18 millions dont la presse, je la remercie, s'était fait l'écho lorsque j'avais bataillé au Sénat sur cette question, mais à hauteur tout de même de 10 800 000 euros – ce qui est raisonnablement satisfaisant pour une enveloppe qui restait à 60 alors que les 18 auraient été sur une base de 70 millions – constitue une prise en compte partielle d'inégales répartitions entre les entreprises et le domicile des salariés, et je m'en réjouis.

Cette réponse, comme, d'ailleurs, celle apportée sur les financements des Allocations Individuelles de Solidarité, n'en demeure pas moins insuffisante. C'est pourquoi je souhaite que dans le cadre de la réforme fiscale annoncée par le Premier ministre figure bien la question de la fiscalité locale, et je plaide sans relâche au Sénat pour qu'on imagine un autre mode de calcul de l'impôt économique, qui tienne compte de la contribution des salariés au regard de leur domicile.

Il faut donc que ces incohérences et ces injustices cessent. Et pour cela, il faut que les spécificités de la Seine-et-Marne soient entendues et reconnues. C'est le sens de la motion que nous discuterons dans un instant et dont, j'espère, qu'elle recevra l'assentiment le plus large, car elle n'est dictée que par un objectif : la défense des intérêts de la Seine-et-Marne.

En attendant, et vous l'aurez compris, c'est à la fois avec l'esprit de responsabilité, la volonté de conforter le dynamisme de notre Département, que nous abordons cette préparation budgétaire. Dans une période marquée par les difficultés sociales d'un grand nombre de nos concitoyens, notre ambition est plus que jamais que le Département assume son rôle, au quotidien, auprès des familles seine-et-marnaises, tout en préparant l'avenir.

C'est fort de cette ambition que nous avons fait le choix de ne pas augmenter la fiscalité locale directe des Seine-et-Marnais, ce qui aurait consisté, à nos yeux, en une facilité pour équilibrer notre budget. Facilité, je dirais limitée, dans la mesure où le seul impôt modulable, c'est la taxe foncière bâtie et son produit n'est pas énorme.

Nous avons également fait le choix de ne pas réduire des dépenses d'investissement, mais au contraire de les maintenir à un haut niveau. Puisque, en effet, mon Cher Jacques, de ce point de vue nous sommes d'accord, nous avons un volume d'autorisation de programmes qui est important et il nous faut donc mobiliser chaque année des crédits de paiement pour, je dirais, progressivement réaliser ces intentions d'investissement que constitue l'autorisation de programmes. Mais, là aussi, cela aurait pu constituer une solution de facilité de réduire nos dépenses d'investissement pour éviter de faire des choix douloureux en matière de dépenses de fonctionnement, mais ce faisant, nous avons la conviction de jouer notre rôle et de contribuer, fusse modestement, au retour de la croissance et de l'emploi dans notre pays.

Tout ceci ne sera possible, dans le cadre de ce futur exercice budgétaire, qu'au prix d'efforts d'optimisation de nos dépenses et de nos moyens, bien sûr, en les orientant vers les dépenses les plus utiles. Efforts qui seront évidemment détaillés au moment de l'examen du budget avant 2014, donc d'ici le vote, dont je vous indiquais, en début de séance, qu'il aura lieu en février, mais dont je veux d'ores et déjà remercier notre administration. J'en profite pour saluer le travail de nos 5000 agents départementaux, je sais et je connais leurs préoccupations et pour ma part, j'en partage une partie et je veux les assurer de notre attention à leurs conditions de travail. Je vous remercie.

Mes Chers Collègues, il y a donc prise d'acte de déroulé de ce débat. Il n'y a pas nécessité d'un vote formel. Il n'y a pas d'approbation ou de rejet, mais simplement prise acte

du bon déroulé de notre débat d'orientation budgétaire et nous en arrivons à l'examen de la motion qui va être présentée par Didier TURBA.

M. TURBA. Bien, mes Chers Collègues, je crois que nous avons tout dit sur les contraintes dans lesquelles se monte ce budget 2014. Je crois qu'il est important à ce stade-là de pouvoir aussi affirmer un certain nombre de positions et réagir.

Cette motion ne sera pas la seule action que nous avons l'intention de faire à l'égard de ceux qui nous dirigent. Un certain nombre d'initiatives seront prises dans les jours et semaines qui viennent pour pouvoir faire connaître, à la fois la spécificité de la Seine-et-Marne et les difficultés qui sont les siennes.

La motion présente, donc, n'est qu'un des aspects de ce plan d'action. Je vous lis donc cette motion qui s'intitule « Sauvegarder les finances des Départements ».

Considérant, la démarche de concertation engagée par le Gouvernement en direction des Départements, en particulier sur le financement des Allocations Individuelles de Solidarité (APA, PCH, RSA) ; et la reconnaissance par l'Etat de la non compensation de ces allocations, ou de son insuffisante compensation,

Considérant, que cette sous compensation se chiffre pour le Département de Seine-et-Marne à un montant cumulé – alors les chiffres sont ceux de fin 2012 – de 518,9 millions d'euros et à 96,4 millions d'euros pour la seule année 2012,

Considérant la création d'un « fonds de compensation », alimenté par la ressource fiscale que l'Etat reçoit au titre des frais de gestion de la taxe foncière des sur les propriétés bâties et non bâties et qui sera réorientée vers les Départements, soit environ 830 millions d'euros,

Considérant la possibilité donnée aux Départements de relever le plafond des droits de mutation titre onéreux, à hauteur maximale de 4,5 % et pendant deux ans, le Conseil général réunit en séance publique le 20 décembre 2013, après en avoir délibéré :

Exprime, sa satisfaction de voir enfin reconnue officiellement par l'Etat, l'insuffisante compensation des dépenses relatives aux Allocations Individuelles de Solidarité,

Prend acte de la volonté du Gouvernement de restaurer un financement juste et durable ces allocations afin de pérenniser les recettes des Départements, mais constate au regard des mesures prises à ce jour que le compte n'y est pas encore.

S'inquiète des conséquences pour la Seine-et-Marne du dispositif de péréquation envisagé sur le nouveau plafond des DMTO et qui ne tient pas compte des spécificités de notre département : son dynamisme démographique avec environ 1 000 élèves supplémentaires à scolariser depuis 5 ans tant dans le premier degré que dans le secondaire, son caractère rural qui impose un égal accès aux services publics sur l'ensemble du territoire, ses 4 440 kilomètres de réseau routier qui engendrent des frais, le déplacement d'une grande partie de ses salariés actifs vers les départements voisins où ils participent à la création de richesses dans ces départements alors que les dépenses, notamment d'actions sociales, restent à la charge de la Seine-et-Marne.

Appelle à une refonte du mode de calcul de la DGF, dont le montant (124 euros par habitant pour la Seine-et-Marne contre 174 euros pour les Hauts-de-Seine) n'apparaît plus du tout le reflet fidèle des différences de charges et de recettes existant entre les départements.

Alerte le Gouvernement sur l'urgence qui s'attache à ce que celui-ci avance des propositions concrètes rapidement : il en va de l'équilibre financier à court terme des Départements et de leur capacité à soutenir par leurs investissements l'activité économique de notre pays ainsi qu'à poursuivre leurs politiques de solidarité sociale et territoriale. La motion est au débat.

M. LE PRESIDENT. Merci, Didier. Enfin, le débat nous l'avons déjà eu pour une large part. Maud TALLET.

Mme TALLET. Tout d'abord nous pensons qu'il est important que nous ayons une claire vision du montant cumulé de la dette de l'Etat envers le Conseil général : 634 millions dans les réunions publiques, 518,9 dans la motion. Soyons clairs, déjà sur les sommes. Nous ne nous sommes pas associés à la rédaction de cette motion, car, pour nous, elle est insuffisante, comme sont insuffisants les gestes du Gouvernement envers les Départements pour la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité.

Nous défendons avec conviction ce qu'est la gauche et ce qu'est la majorité de gauche départementale. Notre engagement a toujours été celui de la solidarité entre les territoires et envers nos populations. Le cœur du problème des finances des Départements est bien la question fondamentale des moyens alloués aux collectivités locales créatrices et porteuses de services publics grâce à leurs agents dans leur diversité.

Notre position ne change pas. Nous l'avons défendue dans les réunions publiques budgétaires. Le Gouvernement, comme le précédent, malheureusement a décidé de faire porter aux collectivités les efforts pour résoudre un problème financier créé par d'autres. Et c'est cela qui nous inquiète. Il continue à décliner les objectifs libéraux de Bruxelles, rappelés dans la lettre de BARROSO ou dans l'avis rendu sur le budget 2014.

Quoique les indicateurs économiques soient au vert, que des richesses soient créées chaque jour par des hommes et des femmes, les conditions de vie se dégradent. Il est grand temps que des moyens suffisants soient donnés aux collectivités locales pour qu'elles puissent mener à bien les politiques publiques, pour lesquelles elles ont été conçues. Il est grand temps de se mobiliser et de s'engager pour que les recettes des collectivités, particulièrement les Départements, soient pérennes.

Ni l'analyse des péréquations défavorables à la Seine-et-Marne, qui, comme toutes les péréquations si elles sont insuffisantes, peuvent même être dangereuses quand il s'agit simplement d'une logique de compensation des désengagements de l'Etat ; ni les propositions d'amélioration de recettes à travers, essentiellement, l'impôt, ne nous satisfont.

Cependant, si nous partageons l'idée qu'il faut alerter le Gouvernement sur la pression économique qui pèse sur nos finances, à quelques jours du débat sur la loi des finances 2014, loi qui entérine l'étranglement des collectivités, il nous paraît indispensable de souligner que les politiques de restrictions budgétaires dégradent les conditions de vie dans notre pays, alors que les services publics que nous défendons, notamment au sein cette majorité, eux, les améliorent.

Quoique nous aurions...

M. LE PRESIDENT. S'il vous plaît. Il ne doit pas y avoir d'interventions depuis les tribunes. Ici, vous avez 43 élus qui sont là par la volonté du suffrage universel. Et donc ils délibèrent librement, sans être influencés par quelque membre du public que ce soit. Donc, nous vous autorisons à assister à nos débats, mais en aucun cas à manifester votre opinion, sous quelque forme que ce soit. Maud TALLET.

Mme TALLET. Quoique nous aurions souhaité, qu'il soit rappelé plus fortement, une exigence d'un rattrapage en cinq ans de la dette. Car nous considérons contrairement à la droite, que c'est bien la dette qui est à l'origine des difficultés que nous rencontrons, nous voterons cependant cette motion, en rappelant qu'elle nous paraît à minima.

M. LE PRESIDENT. Merci, Maud. D'autres interventions ? Donc, je vous propose de soumettre la motion aux voix. Donc, qui est contre l'approbation de cette motion ? Les élus du groupe USM. Qui s'abstient ? Elle est donc adoptée par les élus des trois groupes de la majorité départementale. Merci.

6 EXAMEN DES RAPPORTS

N° 1/01

M. LE PRESIDENT. Et je vous propose d'avancer avec le rapport 1/01 qui est relatif à l'avis que nous avons à donner sur le plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics, dit PREDEC. C'est Jean DEY qui rapporte au titre de deux commissions techniques.

M. DEY. Merci, Monsieur le Président. En fait, effectivement, ce rapport a été examiné en détail en commission. Il a fait l'objet d'une présentation détaillée et de débats qui s'en sont suivis. Je rappelle simplement le cadre réglementaire de ce plan, à savoir qu'il est spécifique à la Région Île-de-France. Partout, en France, et jusqu'à présent chez nous, c'étaient des plans départementaux qui prévalaient. Et on a vu la limite atteinte par ces plans départementaux, en particulier pour notre Département de Seine-et-Marne.

Alors, allons droit au but, je veux dire les principales données de ce PREDEC en ce qui concerne la Seine-et-Marne vont dans des sens que nous avons préconisés nous-mêmes. En particulier lors de la présentation de notre motion que nous avons adoptée à l'unanimité, le 28 juin dernier, concernant à la fois la nécessité de réduire à la source les déchets et de les répartir avec plus de justice sur l'ensemble du territoire francilien.

Donc, ce sont des avancées contenues dans le PREDEC qui sont conformes aux attentes du Département. A la fois en termes de réduction de volume initial de déchets, en interpellation de l'Etat pour le renforcement de l'ensemble des contrôles sur la filière qui nous paraissaient à nous-mêmes insuffisants et la nécessité de prendre en compte le rééquilibrage territorial des capacités de stockage et donner dans les pré-requis du PREDEC que :

- tous les Départements d'Île-de-France peuvent accueillir des capacités de stockage ;
- ces unités de stockage doivent être établies dans la proximité ;
- que d'autre part, en ce qui concerne notre Département, il soit mis en place un moratoire de trois ans et des plafonds de capacité d'accueil pour la suite, de façon à ne pas recevoir davantage de déchets que notre quota ;
- et enfin, un principe de rééquilibrage territorial qui s'applique à la Seine-et-Marne, mais aussi aux autres Départements qui se verraient accueillir des installations de ce type, de façon à ce qu'elles ne soient pas concentrées trop fortement sur ces territoires.

Donc, en conclusion, les rapports, les directions qui sont prises par le PREDEC sont conformes à nos souhaits. A ceci près qu'un certain nombre de prescriptions nous paraissent un petit peu insuffisamment contraignantes et ce sont des quantités plafonds, des distances kilométriques ; il nous semble en effet que le rayon minimum ne devrait être de 5 kilomètres mais de 10 kilomètres.

Donc, voilà, un certain nombre de points qui permettraient de parfaire ce PREDEC à l'avantage de la Seine-et-Marne, nous semble-t-il, qui restent posés. Donc, c'est globalement un avis favorable qui a été accepté par la commission, assorti de ces réserves que nous ne manquons pas de faire valoir, évidemment, à chacune des autres consultations qui restent à notre disposition pour les exprimer.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean. L'avis formel des commissions aménagement durable et transports, déplacements, voirie ?

M. DEY. Favorable.

M. LE PRESIDENT. Dans les deux cas ?

M. DEY. Dans les deux cas.

M. LE PRESIDENT. Ok. Tu parles dans ta conclusion de l'expression, je dirais, de notre vision des choses. Le processus et l'étape à laquelle nous procédons aujourd'hui en exprimant notre avis, ne sont pas définitifs puisque derrière la collecte des avis de différentes institutions dont les Conseils généraux, il y a une phase d'enquête publique et que dans cette enquête publique, évidemment, il nous appartiendra de poursuivre, je dirais, ce lobbying pour que la voix de la Seine-et-Marne soit entendue. On peut le dire ainsi et, bien sûr, nous ne manquerons pas de le faire. Des interventions sur ce dossier ? Bernard CORNEILLE.

M. CORNEILLE. Oui, Monsieur le Président. J'entends bien ce qu'a dit Jean DEY avec un avis assorti de réserves. Ça ne fait qu'aller dans le sens de ce qui avait été lors du vote des motions, il y a quelques mois de cela. Néanmoins, il y a quelques interrogations. C'est notamment le périmètre, c'est-à-dire les cinq kilomètres qui vont séparer les installations des départements voisins.

Mais, j'ai une question, je ne sais pas si la réponse peut m'être apportée ici. Est-ce que les autorisations pour le développement de ces installations à Villeneuve-sous-Dammartin ont été oui ou non données par la Préfecture pour augmenter l'amoncellement des déchets inertes sur le territoire ? C'est une question que je pose et j'aimerais connaître votre réponse.

M. DEY. On me fait signe, on me confirme, qu'effectivement cette autorisation n'a pas été accordée. Elle est en cours d'instruction, mais elle n'a pas été accordée pour le moment.

M. CORNEILLE. Bien. J'ai une réponse qui n'en est pas une véritablement, puisqu'elle est en cours d'instruction : je ne sais pas. Néanmoins, si l'accord était donné, à quoi bon délibérer sur un avis à donner, puisque notre avis, véritablement, ne serait pas entendu.

Si Madame la Préfète accorde l'autorisation d'accumuler encore des déchets à Villeneuve-sous-Dammartin, on va faire de ce territoire, le Nord-Ouest, un lieu d'amoncellement de déchets et, qui plus est, un lieu de mutilation puisqu'à côté, sur les buttes de Montgé, on est en train de mutiler et d'éradiquer pour l'exploitation du gypse.

Donc, moi je m'interroge véritablement sur la volonté préfectorale d'autoriser ou pas cette nouvelle installation de déchets. Donc, ma position et probablement la position du groupe sera, non pas de voter pour cet avis qui va être rendu, pas plus que de voter contre, parce que ça n'a pas de sens non plus. S'abstenir ça veut dire : on s'en lave les mains. Moi, je considère que je n'ai pas suffisamment de réponses aux questions que je pose pour prendre part à ce vote.

M. LE PRESIDENT. Oui. Dans la question que nous pose Bernard CORNEILLE, si je comprends bien, il y a quand même une question, je dirais, de chronologie des actes juridiques. C'est-à-dire, on ne peut pas, aujourd'hui demander à la Préfète, juridiquement, de s'adosser sur un PREDEC qui est, je dirais, non opposable puisqu'il est en phase de consultation des institutions publiques. Donc, il y a cette question du temps nécessaire à l'instruction d'un PREDEC dont les opérateurs savent très bien qu'il risque de les contraindre plus demain qu'aujourd'hui et qui, du coup, ont une petite tendance à accélérer un certain nombre de dossiers ou de demandes pour échapper à la rigueur de ce document.

Mais ça ne peut pas, non plus, nous conduire à dire : je ne donne pas un avis favorable au document, parce que je constate que sur le terrain les choses ne sont pas mises en œuvre. Elles ne peuvent pas être mises en œuvre. Elles ne peuvent pas être mises en œuvre tant que le PREDEC, qui sera pour partie néanmoins contraignant parce qu'on me dit qu'il a quand même des effets et, je dirais, il contraindra les autorités publiques en matière d'autorisation demain. Jean.

M. DEY. Oui, c'est ce que je disais à l'instant. Aujourd'hui, les instances déconcentrées de l'Etat prennent des décisions qui sont conformes au plan départemental d'élimination des déchets, puisqu'il n'y a toujours pas de plan régional. Donc, l'idée c'est de

mettre en place au plus vite un plan régional qui soit contraignant et opposable et sortir le plus vite possible, justement, de ce plan départemental qui ne nous convient pas.

M. LE PRESIDENT. Bien, mes Chers Collègues, sur le fond j'ai compris qu'il n'y a pas d'hostilité à notre avis avec les réserves qu'on a exprimées. Qu'est-ce que vous faites, Bernard, si tu veux bien... Il y a une prise de parole de Michèle PELABERE, peut-être, avant. Et puis après chacun indiquera comment il vote.

M. PELABERE. Oui, Monsieur le Président. Je voulais vraiment être sûre que si nos réserves ne sont pas acceptées, cela vaudra bien avis défavorable de l'Assemblée. On est bien d'accord ?

M. LE PRESIDENT. Oui, sous réserve. Bernard ?

M. CORNEILLE. Oui, je l'ai exprimé tout à l'heure. Je pense qu'en la circonstance, nous ne prendrons pas part au vote. Ni abstention, ni vote pour, ni vote contre.

M. LE PRESIDENT. D'accord. Ca vaut pour les trois élus du groupe communiste. Sinon c'est approuvé. Merci à vous.

N° 1/02

M. LE PRESIDENT. Alors, le dossier n'est pas identique, mais il n'est pas non plus sans lien. Il s'agit de notre avis sur le projet de Schéma Départemental des Carrières. Jean DEY, à nouveau. Toujours pour les deux mêmes commissions.

M. DEY. Oui, tout à fait Monsieur le Président. Voilà, on arrive ici à la limite de l'exercice à savoir qu'on a à se prononcer sur un schéma départemental alors que c'est dans le cadre régional que s'exprime, en fait, l'utilisation des produits issus de ces carrières et de façon régionale aussi que proviennent les éventuels remblais.

Donc, voilà, je veux dire le fait qu'on ait à la fois un document qui soit de portée départementale dans un cas, régionale dans l'autre, je dirais ont tendance à les affaiblir mutuellement. Donc aujourd'hui, ce Schéma Départemental des Carrières, présente un certain nombre d'avancées en ce qui concerne la concertation, lors de la mise en place de projets de carrières. Les espaces bénéficient de contraintes accrues, par contre il y a un certain nombre d'attentes dont on peut considérer qu'elles ne sont pas prises en compte, comme l'absence, je le disais à l'instant, d'harmonisation entre ce schéma des carrières départementales et un plan régional des déchets, le PREDEC, sur lequel nous venons de statuer.

Une absence de réflexion sur la durabilité des ressources. Le PREDEC a pour objectif un recyclage à 6 ans de 15 % des déchets et il n'est pas tenu compte de cette volonté d'économie exprimée par le PREDEC dans le plan départemental.

Donc, voilà, la prise en compte du critère de durabilité est absente de ce plan départemental. Il n'y a pas dévaluation des enjeux socio-économiques, alors que nous avons préconisé cette prise en compte. Les transports alternatifs sont justes évoqués sans vraiment faire l'objet d'une précision suffisante et une interrogation très, très forte subsiste, à savoir sur la qualité du contrôle qui est requis aujourd'hui et qui sera requis dans le futur pour le comblement des carrières qui sont ouvertes, et qui sont envoyées en particulier, faisant partie de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.

En effet, il y a de plus en plus de carrières de calcaire dur qui sont ouvertes sur le périmètre du Champigny et la contrainte réglementaire et la qualité des contrôles, exercés aujourd'hui pour le remblaiement de carrières, nous semble un peu insuffisante quand il s'agit de carrières ouvrant sur de l'eau potable.

Donc, voilà, toutes ces remarques, négatives pour la plupart, nous amènent à réserver notre avis sur ce Schéma Départemental des Carrières. Et donc, à la fois la commission d'aménagement durable et la commission transports et déplacements se sont montrées d'accord pour cet avis réservé sur le Schéma Départemental des Carrières.

M. LE PRESIDENT. Très bien. Est-ce qu'il y a des interventions particulières sur celui-ci ? Jacques BALLOT.

M. BALLOT. Oui, Monsieur le Président, moi je suis un peu interpellé sur la méthodologie qui a présidé à la production de ce mémoire comme à celui du PREDEC. Est-ce que c'est le fruit d'une réunion d'élus ? Les élus ont-ils été associés à la réflexion ou s'agit-il d'une production de nos services ?

Plus directement sur le mémoire, je crois qu'au niveau de la concertation, et là je peux en parler d'expérience puisqu'elle se pratique dans la Bassée depuis un certain nombre d'années et je me souviens notamment dans le cadre d'une structure qui s'appelle Acredépôt, d'avoir eu la réunion, à la fois des exploitants, à la fois des élus, à la fois des associations, pour parvenir à un travail très intéressant. Donc je crois que la concertation elle existe. Et puis, elle existe forcément puisque les exploitants sont soumis à telles contraintes avant de pouvoir obtenir l'autorisation que tout est balayé en amont.

Pour ce qui est des attentes qui ne seraient pas prises en compte, moi je crois qu'il y a certaines réflexions que l'on peut faire. Si l'on s'intéresse à la compatibilité ou à la conformité entre le Schéma des Carrières et le PREDEC, c'est une demande qui peut être faite

mais qui paraît peut réaliste, dans la mesure où ce sont des documents qui sont de nature et de portée différentes et que seule la loi semble habilitée à définir l'opposabilité des documents de planification, les uns par rapport aux autres.

Sur ce qui est de proposer des objectifs chiffrés pour le recours aux modes de transports alternatifs, je crois qu'on peut rappeler, et ce sont des chiffres qui sont à la portée de tous, que 28 % de la consommation francilienne annuelle de granulats, ce qui représenterait environ 9 millions de tonnes ou l'équivalent de 360 000 camions est déjà transportée par voie d'eau. Nous sommes la première région française en ce qui concerne ce mode de transport.

Et puis, il faut également prendre en compte le fait que certaines exploitations ou certains sites de transformation en peuvent être accessibles ou par le chemin de fer ou par le camionnage. D'ailleurs, il faut être conscient que la performance de transport par voie d'eau est rendue possible parce qu'il y a des carrières alluvionnaires qui sont directement embranchées sur l'eau et que des installations utilisatrices, telles que les centrales à béton, sont également situées sur le fleuve. Et je crois que c'est le cas pour 90 % des centrales de Paris et de la Petite Couronne.

Je crois que, bon pour m'en être entretenu avec eux, la profession des exploitants est très attachée à la pérennité et au développement du transport fluvial. Les incitations que contient le projet de schéma semblent suffisantes pour amorcer un mouvement vertueux. Elles ont d'ailleurs été reprises dans de nombreux autres schémas.

Pour ce qui est de l'analyse de l'impact du schéma sur la durabilité des réserves de Seine-et-Marne, cette partie du rapport, je fais référence à la page 9, est relativement confuse avec notamment des surfaces de gisement qui paraissent en fait des gisements géologiques et qui n'ont strictement rien à voir avec les réserves qui peuvent être réellement exploitables, compte tenu, notamment, des contraintes techniques, urbanistiques et également environnementales.

L'exploitation des carrières de granulats consomme, en Île-de-France, moins d'une centaine d'hectares par an. Le problème réel est donc plus celui de l'accès à la ressource que l'épuisement physique des gisements, notamment interne d'une cinquantaine d'années, même dans la perspective de la réalisation du Grand Paris.

Je pense que la profession des exploitants ne devrait pas être opposée à la proposition de réaliser des études pour mieux apprécier le potentiel d'utilisation des calcaires franciliens. Conciliant... Pour ce qui est des enjeux d'utilisation économe des ressources et de couverture des besoins en matériaux à l'échelle régionale, je crois que l'Île-de-France produit et consomme plus de 5 millions de tonnes de granulats recyclés. C'est-à-dire qu'il passe par une installation de recyclage, et là également l'Île-de-France est la première Région de France, avec le Nord, qui pratique ce recyclage.

Et en 2002, une charte a été signée entre la profession, le Conseil régional et les Conseils généraux pour une utilisation rationnelle et économe des matériaux, qui a permis d'économiser plusieurs millions de tonnes de granulats alluvionnaires, notamment grâce à l'utilisation de matériaux locaux de substitution, tels que les chailles, que l'on connaît bien dans notre Département, ou les calcaires.

En ce qui concerne l'évolution de la réglementation qui est préconisée par le rapport pour favoriser l'utilisation des granulats recyclés dans la construction, il faut savoir que c'est très difficile. Cela ne dépend pas de la réglementation, mais de la normalisation technique qui se conçoit essentiellement au niveau européen.

Au-delà de cela, il convient de savoir que l'utilisation de granulats recyclés dans la construction ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes techniques qui sont à régler, d'améliorer les techniques de déconstruction et de prix des matériaux, et de mettre en

place un réseau d'installation qui soit suffisamment dense pour assurer la compétitivité de la solution recyclée.

Je sais que dans la Bassée, certains exploitants sont très frileux à l'idée de remblayer leurs carrières avec des matériaux provenant de la déconstruction, parce qu'ils ne peuvent pas avoir une traçabilité assurée. Et il en va de la même chose pour l'emploi de ces matériaux dans la construction où on ne peut pas toujours être certains de la traçabilité.

Et puis, en ce qui concerne, le chapitre « évaluer les enjeux sociaux et économiques », je crois qu'on peut rappeler quand même que l'exploitation des carrières est aujourd'hui une activité traditionnelle de Seine-et-Marne, ça, on ne peut pas le nier. Elle permet de valoriser les ressources naturelles du Département et de maintenir des milliers d'emplois directs et indirects dans des zones qui sont souvent fragiles. Et cela, non seulement au niveau de l'exploitation, mais aussi de la transformation.

Par ailleurs, l'activité des carrières est essentielle à la construction et à l'aménagement de la Région et contribue donc à son attractivité. Attractivité qui profite d'une manière ou d'une autre à la Seine-et-Marne. Donc, je pense qu'il faut mener une réflexion afin de mettre un peu de souplesse dans tout ce qui est des réaménagements de carrières.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jacques. J'ai Léo AIELLO. Léo, vas-y.

M. AIELLO. Sur ce Schéma Départemental des Carrières, je voudrais préciser un certain nombre de choses, quand même. Parce que c'est vrai que, Jacques posait la question de savoir s'il était le fruit du travail administratif ou celui des élus. Je peux te confirmer, Jacques, que cet aspect des choses a été évoqué à deux niveaux. D'abord, dans le cas des différents comités de pilotage sur le schéma régional des déchets et nous sommes, alors je dis aussi bien pour Jean DEY que moi-même, intervenus auprès de la Présidente pour qu'il y ait une corrélation entre ce fameux PREDEC et le Schéma Départemental des Carrières.

Il est bien évident, que si le message de la Seine-et-Marne a été entendu, il a été contrecarré, et là je viens en opposition par rapport à ce que tu dis, il a été contrecarré par la profession. Le représentant, secrétaire général de l'UNICEM, à chaque fois qu'on abordait ce dossier de relation entre le PREDEC et le Schéma Départemental des Carrières, s'est évertué à bien dissocier les deux et les professionnels, contrairement à ce qui est dit, ne sont pas favorables à ce qu'il y ait un lien entre PREDEC et Schéma Départemental des Carrières.

Donc ce dossier a été abordé dans le cadre du PREDEC, mais il a aussi été suivi de très près, ici, à l'échelon départemental. La CNDPS, qui en configuration carrières se réunit régulièrement, évoque les différentes étapes de l'élaboration de ce schéma des carrières.

Sur les problématiques évoquées, moi je trouve un peu antinomique, le fait qu'effectivement on nous dise : la voie d'eau peut être un élément de transport alternatif. Je vais essayer d'exprimer la contradiction : 28 % transports par la voie d'eau, aujourd'hui nous sommes, en Seine-et-Marne, avec du grand gabarit. Le grand gabarit va jusqu'à Bray, donc on peut monter, alors on peut monter avec des barges de 1 000 tonnes jusqu'à Bray et Dieu sait si les granulats seraient à même d'utiliser la voie d'eau de manière encore plus importante qu'elle ne le fait aujourd'hui.

La limitation de la capacité, à mon avis, de l'utilisation de la voie d'eau sur ce type de transport de granulats ne tient pas à l'exploitant mais plutôt à celui qui réceptionne. La contrainte foncière sur la Région Parisienne, tu dis Jacques : la plupart des centrales sont en bord de la voie d'eau. Oui, peut-être, mais la plupart des centrales sont sur des mouchoirs de poche. Les dépôts des centrales à béton de la Région Parisienne ne sont pas les dépôts d'il y a 20 ans.

Aujourd'hui, il suffit d'aller visiter la centrale Lafarge qui est au pied de l'ouvrage du périphérique à Bercy ou celle qui appartient au groupe DBM à Vitry ou Ivry-sur-Seine et vous allez voir qu'il est impossible, aujourd'hui, sur ces centrales parisiennes de décharger un bateau. Le stock, il est sur la route. On travaille à flux tendu. On commande 250 tonnes dans

la journée et ces 250 tonnes circulent et arrivent à la centrale, pour qu'ils puissent répondre à l'utilisation journalière de la centrale et plus, comme c'était imaginé il y a quelques années encore, où on pouvait décharger et déstocker des milliers de tonnes de matériaux sur les ports parisiens. La plupart des ports parisiens, aujourd'hui, ont soit disparus, soit été limités sur leurs espaces.

Après, sur l'utilisation elle-même de ces granulats, moi j'aurais beaucoup à dire. Il me semble que, autant la Seine-et-Marne il y a une vingtaine d'années a été précurseur dans le domaine d'utilisation expérimentale de matériaux, Jacques, l'a évoqué, les guides d'utilisation des chailles, guides d'utilisation des sablons, guides d'utilisation des calcaires locaux : tous ces guides ont abouti, pour la plupart, à des tableaux d'utilisation et de pratique. Sauf qu'il y a quelque chose qui s'impose à tous ces guides, c'est la norme Sétra.

Dans la plupart des cas, il y a eu très peu de dérogations d'utilisation de ces matériaux dits subnormaux par rapport à la norme nationale. Et que même les expérimentations qui ont été faites, que ce soient par des organismes comme Materloc, à l'époque, au moment de la construction de l'autoroute A5. Je vous rappelle que la construction de l'autoroute A5, au moins, dans sa traversée seine-et-marnaise, est vraiment une nouveauté parce qu'elle a utilisé des matériaux qui n'auraient pas été utilisables n'importe où ailleurs.

Donc, toute cette expérimentation qui a été celle de l'autoroute A5, celle du 218 où on a testé l'ensemble des calcaires de Seine-et-Marne, bien aujourd'hui, quand on regarde concrètement dans les applications normées, on n'en tient pas compte. Donc, moi, je m'interroge sur la validation de ces fameux guides qui ont été élaborés dans les années 1980, qui aujourd'hui sont dans des casiers sur des étagères de bibliothèques qui ne sont pas utilisées.

Et puis, dernier élément, c'est comment on articule ce Schéma Départemental des Carrières par rapport à une volonté clairement exprimée du monde agricole, la SAFER notamment, de reconquête des espaces agricoles, de manière à pouvoir reconquérir ces espaces agricoles, notamment sur les anciens délaissés de carrières alluvionnaires, où on pourrait très avantageusement faire remonter les éléments du PREDEC jusqu'à ces carrières qui ont été exploitées souvent dans des conditions qui pourraient largement être amendées, de manière à faire correspondre les excédents de déchets. Et je fais attention à ce que je dis : quand on dit déchets, il ne s'agit pas d'ordures ménagères, mais bien de matériaux qui, aujourd'hui, finissent en décharges, en carrières, plutôt que d'être réutilisés en recyclage ou réutilisés en remblaiement de carrières.

Voilà un peu les éléments, par rapport à ce Schéma Départemental des Carrières, sur lequel, malheureusement, malgré les interventions qu'on a pu avoir, aussi bien au niveau du PREDEC qu'au niveau du CNDPS, malheureusement on n'a pas été entendus.

M. LE PRESIDENT. Merci, mes Chers Collègues. On va essayer de faire avancer un peu le débat. Jean.

M. DEY. Il n'est pas question dans la position que je vous propose là de remettre en cause ni le professionnalisme des carriers, ni quoique ce soit. C'est plus la faiblesse intrinsèque du document que je souhaite et nous souhaitons voir montrée du doigt. Le fait que des incohérences, là c'est 5 % de recyclage, dans le PREDEC, c'est 15 : qui a raison ? On ne tient pas compte du Grand Paris, parce que soit disant les centrales à béton n'étant pas construites, on ne peut pas prévoir les volumes qui seront utilisés. Attendez, pour un document prospectif, il y a quand même un certain nombre de faiblesses intrinsèques qu'il faut bien qu'un jour ou l'autre on dénonce.

Quant aux normes : sont-elles Européennes ou pas ? Je veux dire, il y a des pays limitrophes, cette fois-ci ce n'est pas l'Allemagne, c'est d'autres pays, où on est capables, une fois qu'on a utilisé des granulats pour faire un pont, on détruit le pont, on en récupère les

granulats. En France, on ne peut pas refaire un pont avec, en Belgique on peut réintroduire 50 % : alors ce n'est pas la loi européenne puisqu'il y a des pays qui le font.

Voilà, c'est ça, il me semble qu'il y a des faiblesses dans ce document-là. Vous savez, pour pouvoir apponter à Paris, il faut que le SDRIF le prévoie. Ce n'est pas le plan départemental des carrières qui va prévoir qu'on réserve des espaces en bord de Seine, à Paris. Donc, je veux dire, comme il ne tient pas compte d'un certain nombre de données, sans remise en cause du professionnalisme de qui que ce soit, attention, ça n'a rien à voir...

Et puis, d'autre part, je relève une petite contradiction dans ce que vous avez dit. Vous dites : les carriers ne veulent pas n'importe que pour remblayer leurs carrières, ils veulent la traçabilité. Et puis après vous dites : il faudrait un peu plus de liberté et de souplesse dans ce qu'on remet dans les carrières. Il faudrait savoir. Nous, on voudrait un peu plus, effectivement, de contrôles sur ce qu'on met, en particulier dans les carrières en eau.

M. LE PRESIDENT. Bien, mes Chers Collègues, on ne va pas poursuivre un débat... Oui, Léo, mais on n'est pas en commission, mes amis, donc... Je vois l'heure qui tourne, donc si vous voulez être là à 18 heures ou qu'on ne termine pas, moi je peux convoquer entre Noël et le 1^{er} janvier, il n'y pas de problème : moi je suis là. Léo.

M. AIELLO. Une petite précision, Philippe DE GUIBERT a raison de me le rappeler, information à destination de mes Collègues : les seuls à utiliser, effectivement, les guides qui ont été rédigés dans les années 1980, qu'évoquait Jacques sur les chailles, les mâchefers, les calcaires locaux, et cætera, les seuls à les utiliser dans leur marché, c'est le Conseil général.

M. LE PRESIDENT. Michèle PELABERE, pour un petit amendement.

Mme PELABERE. Oui, Président, je voudrais, comme l'a dit Jean DEY, pointer également une autre faiblesse. En effet, je souhaite proposer un amendement concernant notre avis sur le Schéma Départemental des Carrières. Vous vous souvenez qu'en novembre 2011, nous nous étions accordés sur le besoin de protection de la promenade de l'aqueduc de la Dhuis. Et aujourd'hui, je vous propose d'être donc constants et cohérents avec nos positions qui sont passées.

Je rappelle à mes Collègues ce qu'est l'aqueduc de la Dhuis, c'est en effet une partie intégrante de la ceinture verte de l'Île-de-France et elle constitue un élément majeur de la Trame verte et bleue de l'Est francilien. Elle relie, sur 27 kilomètres Dampmart au Raincy, et elle permet aux habitants de bénéficier du calme et de points de vue tout à fait remarquables.

Que ce soit Dampmart où la Marne se dessine derrière ses rives boisées, également à Carnetin où la grande vallée de la Marne rejoint la butte de l'Aulnaie et se pare souvent au printemps d'un très beau jeune colza, avec des très beaux champs. Que ce soit Villevaudé, où la plaine de France devient visible. Que ce soit Coutry ou au Pin où l'Est parisien apparaît et où la Tour Eiffel ne fait pas que s'imaginer, mais où on voit même également le phare, la nuit. Et puis également de Coubron au Raincy, où la quiétude s'impose à quelques mètres de l'agitation des villes. Donc, vous voyez que l'aqueduc de la Dhuis traverse tous nos territoires et les qualifie.

Et les secteurs concernés par l'exploitation du gypse sont, pour la Seine-et-Marne, sur 4,7 kilomètres de Claye-Souilly à Annet-sur-Marne. Si l'exploitation se faisait telle que les carriers le souhaiteraient, la promenade serait déviée, les zones naturelles seraient en partie supprimées et les perspectives seraient bloquées pour une cinquantaine d'années.

Donc, je vous demande que le Schéma Départemental des Carrières puisse prendre en considération les inquiétudes légitimes des habitants et des associations de défense de l'environnement. Il n'est pas incompatible de concilier la nécessaire exploitation du gypse avec la protection de l'environnement et du cadre de vie des Seine-et-Marnais.

C'est pour ces raisons que je vous propose l'amendement suivant : dans le rapport à la page 13, il faut ajouter un paragraphe supplémentaire qui serait le 4-2-6 :

« La nécessité de prendre en compte les revendications citoyennes liées à la préservation de l'aqueduc de la Dhuis. A l'automne 2011, le projet de session par la ville de Paris à la société BTP Placoplatre de l'emprise de l'aqueduc de la Dhuis a engendré de nombreuses réactions locales. La butte de l'Aulnaie sur laquelle se trouve l'aqueduc constitue, en effet, une réserve importante du gypse. Une promenade aménagée par l'agence des espaces verts de la Région Île-de-France sur l'aqueduc est particulièrement fréquentée par les randonneurs et les cyclotouristes franciliens.

Par ailleurs des espaces de l'emprise sont classés en ZNIEFF, possédant de nombreuses espèces animales et végétales comme les orchidées sauvages, les amphibiens, les batraciens protégés.

Compte tenu de l'intérêt local et de l'aspiration légitime de la population à vivre dans un cadre environnemental agréable, il est souhaitable que le projet de Schéma Départemental des Carrières prenne en considération les revendications du Conseil général exprimé lors de la séance du 25 novembre 2011.

Il est ainsi proposé de demander une bande de protection d'une largeur suffisante de part et d'autre du tracé actuel de l'aqueduc, la préservation de la totalité des espaces boisés, la compatibilité entre l'exploitation du gypse et le maintien dans son état actuel de la promenade de l'aqueduc de la Dhuis. »

Au paragraphe 13, au paragraphe de conclusion, il faudrait donc rajouter un dernier tiret : « concilier l'exploitation du gypse de la butte de l'Aulnaie avec la préservation de la totalité des espaces boisés, en maintenant dans son état actuel la promenade de l'aqueduc de la Dhuis grâce à une bande de protection d'une largeur suffisante. »

Et dans la délibération, donc, il faudrait rajouter également ce paragraphe :

« concilier l'exploitation du gypse de la butte de l'Aulnaie avec la préservation de la totalité des espaces boisés en maintenant dans son état actuel la promenade de l'aqueduc de la Dhuis grâce à une bande de protection d'une largeur suffisante. »

M. LE PRESIDENT. Merci, Michèle. Bernard CORNEILLE.

M. CORNEILLE. Oui, très rapidement, Monsieur le Président. Je vais rentrer, moi aussi, dans la carrière pour dire simplement, par rapport à ce que vient de dire Michèle PELABERE, il y a aussi un autre secteur qui est en danger, c'est la forêt de Montgé-en-Goële. Puisque l'entreprise Knauf envisage de l'exploiter fortement et de pratiquer, non pas des carrières souterraines, mais des carrières à ciel ouvert ce qui reviendrait à éradiquer complètement cette butte. Simplement, être très vigilants sur ce secteur.

M. LE PRESIDENT. Merci, Bernard.

M. HYEST. Je ne vais pas entrer dans les détails, mais je crois quand même qu'on est en train de mélanger tout, veuillez m'excuser. Le Schéma Départemental des Carrières, c'est de dire les zones où ça sera interdit, les zones où c'est possible et un certain nombre de contraintes et en fonction, aussi, des besoins, parce que c'est ça le Schéma Départemental des Carrières. Moi, j'en ai connu quatre ou cinq successifs ; c'est tous les dix ans. C'est ça en fait...

M. LE PRESIDENT. Le privilège des plus anciens...

M. HYEST. Non mais, je suis désolé Monsieur le Président, mais c'est comme ça. Et je vous assure que ça faisait des débats encore beaucoup plus vifs qu'aujourd'hui. Moi, j'ai connu des périodes, la Bassée, je peux vous dire que ça chauffait ; ça faisait bouillonner l'eau de la Seine, pratiquement, et de l'Yonne réunies.

Bon, non mais je crois que... ou bien... Je crois que je comprends très bien... Mais honnêtement, juridiquement, je vous le dis, lier le Schéma Départemental des Carrières et le Plan Régional d'Élimination des Déchets, ça n'a pas de sens. Non, ça n'a pas de sens. Ce n'est pas le même objectif. On peut en tenir compte, mais le lier strictement ça ne se fera pas. Parce que le Plan Départemental des Carrières, c'est un document qui est opposable et qui

permet, ensuite, à l'autorité administrative... Ensuite chaque demande individuelle doit remplir un certain nombre de conditions. Mais c'est de dire, l'avenir : quelles sont les zones où en veut ? Quelles sont les zones où on n'en veut pas ? Comment fait-on pour essayer de limiter ? C'est ça en fait que dit le schéma.

Bon, alors, on peut ne pas être d'accord sur ces grands objectifs, en disant : « bien oui ». Mais vous savez très bien qu'en dehors des calcaires cimentiers dans les Yvelines, pratiquement, c'est la Seine-et-Marne qui est encore le plus grand producteur : avec la diversité. Parce qu'il y a à la fois, les... Tout ce qui...

Et donc, moi, je demande qu'on soit prudents, je veux bien qu'on mette toutes ces réserves, mais je ne suis pas sûr que ça corresponde, je le dis, que ça corresponde à ce qu'on pourrait dire compte tenu de ce qu'est un Schéma Départemental des Carrières. Voilà c'est tout, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Bien, mes Chers Collègues, je vous propose, néanmoins de procéder au vote. Donc, je ne sais pas comment on procède, peut-être on commence par l'amendement. Est-ce qu'il y a des avis contraires à l'introduction de l'amendement dans le document ? Il n'y en a pas, donc on retiendra l'amendement de notre Collègue Michèle PELABERE.

Et ensuite, je soumetts le document ainsi amendé à votre appréciation. Pas d'hostilité ? Pas d'abstention ? Une abstention, Jacques ? Abstention de Jacques BALLOT et Jean-Jacques HYEST. Ok. Et donc, c'est approuvé, on vous remercie. Liberté de vote, c'est bien.

N° 1/03

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons au 1/03, mes Chers Collègues. On va essayer d'avancer de façon un peu plus soutenue. Natura 2000, il s'agit d'une demande d'aide financière : Léo AIELLO.

M. AIELLO. Oui, ce mémoire vient compléter celui que vous avons adopté fin novembre, souvenez-vous, sur les Espaces Naturels Sensibles du Carreau Franc à Marolles et des Basses Godernes à Vernoux. Là, il s'agit donc de la Basse Vallée du Loing et de la carrière de Mocpoix. On se propose de demander, donc, une aide de 8 000 euros pour les projets qui vont être menés sur ces deux sites. La commission a émis un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Et TURBA, pour les finances ?

M. TURBA. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Quand il s'agit de demander de l'argent, les finances sont toujours d'accord. Pas d'objection ? C'est approuvé, je pense. Pas de souci sur ce dossier.

N° 1/04

M. LE PRESIDENT. Jean DEY : aide pour l'entretien des forêts communales.

M. DEY. Il s'agit effectivement d'approcher des modifications de conditions d'attribution. Il y a six conditions. L'idée de ce mémoire est d'en amender une en partie, à savoir : ne plus accorder d'aide pour le gardiennage des forêts communales étant donné que l'explosion des demandes de subvention dans ce sens que le gardiennage ce n'est pas de l'entretien. Nous, l'objectif, c'est de payer de l'entretien d'une part, et de mettre en conformité avec notre politique à nous pour nos propres ENS. A savoir que nous demandons l'aide des communes pour nos propres ENS. Donc voilà, souci de cohérence et puis de limiter des dépenses qui explosent dans le domaine qui n'est pas l'objet réel de l'aide. Voilà. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean. André AUBERT pour les finances ?

M. AUBERT. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, André. Pas de remarque ? Pas de prise de parole ? C'est approuvé, merci.

N° 1/05

M. LE PRESIDENT. Alors, il s'agit du renouvellement de la convention avec le Laboratoire Régional de Suivi de la Faune Sauvage. C'est Jean DEY, à nouveau.

M. DEY. Oui, nous fonctionnons sur la base d'une convention de trois ans, donc pluriannuelle, entre le Département et le LRSFS. Donc l'idée, c'est de reconduire cette commission, en fait. Le montant de notre aide correspond peu ou prou au montant du salaire de la personne qui est chargée de faire les expertises dans le cadre de ce laboratoire-là, d'une part. Et puis, d'autre part, une aide exceptionnelle au Groupement d'Apiculture de Bréviand sur le reliquat d'aide aux associations agissant dans le domaine de l'environnement. Et c'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci. Pour les finances, Jacques BALLOT ?

M. BALLOT. Oui, Monsieur le Président. C'est un dossier conforme sur la question des finances. Simplement, en remarquant que l'aide exceptionnelle au Groupement d'Apiculture de Bréviand est une aide récurrente.

M. LE PRESIDENT. Oui, donc elle n'est plus vraiment exceptionnelle, vous avez raison. Il faut faire attention à la sémantique, des fois, parce que... Pas d'autres observations ? C'est approuvé, merci.

N° 1/06

M. LE PRESIDENT. Il s'agit de réviser notre dispositif d'aides à l'investissement au terme de l'éco-conditionnalité. Jean DEY, toujours.

M. DEY. Oui, il s'agit de faire évoluer ce dispositif d'éco-conditionnalité en particulier par rapport au cadre réglementaire. En effet, le grenelle, aujourd'hui, rend obligatoire un certain nombre de préconisations que nous avons proposées dans nos précédentes conditionnalités. Voilà. Et d'autre part, pour les réécrire et les réordonner. Donc, tout en sachant que si nous mettons des conditions, l'accent est mis sur l'accompagnement, ensuite, des maîtres d'ouvrage qui accepteront ces éco-conditionnalités et un renforcement de notre suivi, puisque jusqu'à présent, tout était soumis à la bonne volonté des collectivités qui bénéficiaient de nos subventions, y compris dans le cadre de ces éco-conditions. Là, il y aura une obligation de justifier des moyens de mettre en œuvre ces conditions.

Donc une co-construction au niveau de l'analyse des besoins et de l'opportunité, de la réflexion sur les usages et des biens et sur leur cycle de vie, le choix des sites, une concertation et une programmation en cohérence avec les besoins exprimés. Ce n'est que du classique, mais là cette co-construction est clairement exprimée.

Alors, les points qui feront donc l'objet de conditionnalité obligatoire, ce sont toujours les mêmes : l'énergie, la mobilité, la gestion du chantier, les matériaux. Et puis, la nécessité d'emploi et d'insertion et la vie et l'usage de l'équipement. Donc on a cinq critères et puis des critères optionnels concernant soit les matériaux, soit les gestions du chantier, soit la biodiversité, soit les deux ou les trois parmi ces trois-là. Voilà. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean. Christian CIBIER pour les finances ?

M. CIBIER. Avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Des interventions sur ce dispositif ? Arnaud DE BELENET.

M. DE BELENET. Oui, une question toute simple. Merci, Monsieur le Président. Peut-on nous indiquer, le nombre de dossiers qui ont été présentés par des collectivités et qui sont arrivés jusqu'au bout du processus et en réalisation de travaux, lors du précédent dispositif avec le système de bonus. Il y avait un bonus éco-conditionné : combien de collectivités ont souscrit à ce précédent dispositif ? Merci.

M. DE GUIBERT. A la minute, non. Mais c'est une analyse... En même temps, non mais la question c'est par exemple... Le bonus n'a pas été systématiquement obtenu et demandé par les collectivités, donc il faut qu'on en fasse l'analyse. Je propose que l'on fournisse ces données à l'occasion d'une prochaine séance ou d'une commission technique.

M. LE PRESIDENT. Oui, Jean-Jacques.

M. HYEST. Je me mets dans la peau d'un maire d'un petit village, veuillez m'excuser ça peut arriver. Et je me dis en lisant ça : c'est magnifique. Moi, je ne saurai pas répondre à tout, parce que c'est d'une complexité ; que ça va demander des études, des machins. Alors ou bien ce sont les services du Département qui font l'étude ; ça serait plus simple, peut-être que bon, on dira : bien écoutez on vous aide, on ne vous aide pas en fonction de ; tant que c'était incitatif, maintenant c'est obligatoire. Moi, je dis : franchement, partout ça devient d'une telle complexité. Les objectifs, je suis d'accord. Bien sûr que je suis d'accord. Mais on ne pourrait pas simplifier ? Franchement, quand vous lisez la dernière page, moi je ne peux pas voter ça, parce que je pense aux élus qui sont... Ou bien ils ne pourront pas le faire.

Et puis, franchement, ça dépend un peu de la dimension de l'investissement. Parce que quand on va demander trois sous – enfin il n'y aura peut-être plus, alors ce sera plus simple – je crois que si c'est pour dire : on ne peut plus vous donner parce que vous n'êtes pas éco-conditionnés, c'est peut-être une manière. Voilà.

Je crois que franchement, compte tenu des grands projets de territoires, et cætera, je pense que tout ça, ça diminuera fortement... Moi, personnellement, je ne peux pas voter ça tel que c'est. C'est trop compliqué, ou bien alors il faudrait un guide simplificateur. Parce qu'il y a des choses, qui ne répondent... Enfin quand on regarde les demandes, si c'est pour réparer l'école, sur le fonds école : est-ce qu'on va demander tout ça ? C'est ça la question. C'est de la folie. Franchement, c'est de la folie. Et puis, en plus, honnêtement, on pense que les élus ne sont très responsables et qu'ils font n'importe quoi. Vous ne croyez pas qu'ils cherchent à faire des économies d'énergie. Enfin quand même, aujourd'hui vous ne croyez pas qu'on utilise des matériaux. Et puis alors, il y a une deuxième chose, veuillez m'excuser. Non, non. Il y a une deuxième chose, c'est que vous mélangez deux choses : éco-conditionnalité et tout ce qui concerne l'insertion. Ce sont deux choses différentes.

M. HYEST. Ah bah si. Comment ça ? On mélange tout quoi. Bon bah c'est très bien. C'est une autre chose. C'est une politique qui est tout à fait recevable, mais qui n'est dans l'éco-conditionnalité. Et puis, méfiez-vous aussi parce qu'il y a quand même des clauses des marchés publics qu'on ne peut pas mettre n'importe comment, notamment en ce qui concerne l'économie sociale et solidaire. Voilà.

Moi, je suis fâché contre la techno structure d'Etat, donc je vais finir par être fâché par les technos structures territoriales. Voilà. C'est tout.

M. LE PRESIDENT. Oui, puisque tu fais le parallèle, Jean-Jacques, entre ce qui se passe au plan national et puis les traditions locales. Je sais bien ce discours sur les normes, sur les exigences qui ne cessent d'augmenter, qui enchérissent, d'ailleurs, beaucoup de nos projets, alors qu'on est en recherche d'économie : on ne sait plus faire à pas cher, mais c'est aussi la stricte continuité des exigences des lois Grenelle. Voilà, donc, il arrive un moment, où... Jean, tu dis quoi ?

M. DEY. Je voudrais revenir sur ce que j'avais dit en préambule. Les principes du nouveau dispositif : l'accent est mis sur l'accompagnement des maîtres d'ouvrage. On va les accompagner. A la fois un accompagnement en particulier technique, par les directions du Département et les organismes associés qui détiennent une expertise sur les sujets. Donc voilà, c'est sûr, c'est évident, étant donné la structure du Département : on se retrouve face à un certain nombre de communes et en plus avec la nouvelle politique contractuelle, il n'y aura pas que les grandes structures qui seront servies, il y aura aussi les petites structures qui posent des projets qui sont compatibles qui rentrent dans le schéma. Donc il y a un nécessaire accompagnement. Donc la réponse, elle est là, elle est à la page 3 du mémoire ; l'accent est mis sur l'accompagnement, c'est sûr. Et d'autre part, j'ai bien fait attention, j'ai pris des précautions dans mes propos, dire qu'on formalise un peu des choses qui sont faites, bien sûr, mais si c'est déjà fait c'est d'autant plus simple.

Evidemment qu'on fait une étude d'opportunité. Evidemment qu'on fait attention à économiser l'énergie, etc. Donc, mais comment aller plus loin ? Comment mettre ça en musique ? Et bien, on le fait avec l'aide des services compétents. Si c'est, par exemple, sur les économies d'énergie, on a les techniciens de Seine-et-Marne Environnement qui sont à la disposition. Mais oui, mais bien sûr...

M. HYEST. C'est un bureau d'études qui fait ça.

M. DEY. On peut mettre en place. Il ne faut pas intervenir, je suis d'accord, dans le cadre d'une concurrence avec le secteur marchand, mais enfin, on peut mettre en place des éléments de pré-diagnostic ou de pré-analyse, ça se fait bien. Ça se fait. On n'est pas en compétition et en particulier avec les petites communes. De toute façon les bureaux d'étude ne se battent pas non plus pour avoir forcément ces clients-là. Donc je suis très à l'aise là-dessus, il n'y a pas de problème.

Et ensuite, alors après, je ne sais pas, peut-être ce n'est pas à moi de répondre, mais dire que l'insertion ce n'est pas dans les éco-conditionnalités, c'est un vrai débat de fond. On a mis en place un Agenda 21 en 2007, si vous n'avez toujours pas vu qu'un des pieds du trépied c'était le social, et bien voilà, il va falloir vous habituer parce que c'était le cas. **M. LE PRESIDENT.** L'insertion c'est un des piliers du développement durable, on ne peut pas le négliger non plus dans nos objectifs. On n'est pas juste dans une vision, je dirais, naturaliste ou environnementaliste du développement durable, on est bien dans une vision qui associe les exigences économiques et sociales à la problématique environnementale.

Ecoutez, moi je... On va pouvoir expérimenter cet aspect dans le cadre du projet de territoire. On a aussi la réflexion que nous engageons avec CAP MG, comme vous le savez, sur la question de l'ingénierie territoriale ou là aussi il peut y avoir les modalités d'accompagnement et de soutien au territoire sur la conduite de projet, mais je pense qu'on ne peut pas baisser l'exigence au motif que ça introduirait un excès de complexité. Je pense qu'il faut qu'on s'habitue à regarder aussi ces aspects des choses de façon, je dirais, à être exemplaire, dans ces domaines. Moi je pense qu'il faut qu'on aille au bout et en révisant ainsi notre dispositif, voilà, on va inviter les partenaires à être sur un niveau d'exigence minimum dans ces domaines. Et ça me paraît normal. Est-ce qu'il y a donc des avis contraires ? Jean-Jacques ? Donc le groupe USM. Pas d'abstention ? C'est donc approuvé.

N° 1/07

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons au 1/07. C'est un avenant, une convention financière avec l'Etat pour une aide au titre du FEADER. C'est Jean DEY le rapporteur, toujours.

M. DEY. Oui, là ce sera relativement simple. Nous avons postulé pour bénéficier d'une aide d'un montant de 823 032 €. Il se trouve que l'Etat a pu disposer d'un abondement complémentaire et nous aurions droit à une aide d'un montant de 1 007 332 €. Donc, voilà, il faut autoriser le Président à modifier la demande subvention de façon à obtenir 200 000 € de plus. Donc c'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean. Il y avait deux commissions : la commission de l'éducation, Bernard CORNEILLE ?

M. CORNEILLE. Favorable.

M. LE PRESIDENT. Commission des finances : Didier TURBA ?

M. TURBA. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Pas d'observation sur cet avenant ? C'est approuvé, merci.

N° 1/08

M. LE PRESIDENT. Jean-Jacques MARION, il s'agit d'une convention de session d'une armoire NRA-ZO.

M. MARION. Merci, Monsieur le Président l'avenant proposé a pour objet d'organiser le transfert de la convention de cession de l'armoire du nœud de raccordement d'abonnés situés en zone d'ombre et des infrastructures de collecte...

M. LE PRESIDENT. C'est à Esmans.

M. MARION. Afin de bien prendre en compte les modifications qui sont intervenues depuis l'adoption de la convention initiale. Qui, je rappelle, avait été adoptée par l'Assemblée le 17 octobre 2011. Dans cet avenant, le Département est remplacé par le syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique » et la commune d'Esmans par la Communauté de communes des Deux Fleuves. Les autres dispositions de la convention ne sont pas modifiées par le présent avenant. Avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci Jean-Jacques. Maud TALLET pour la commission des finances ?

Mme TALLET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Maud. Pas de remarque particulière pour ce petit dossier ? Il est approuvé.

N° 1/09

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons au 1/09. Jean-Pierre GUERIN, il s'agit d'une convention de mise à disposition de personnels et de moyens matériels pour « Seine et Marne Numérique ».

M. GUERIN. Merci. Dans le cadre de la mise en place du syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique » au 1er janvier 2013, nous avons approuvé une convention de mise à disposition de personnels, de services et de moyens matériels en faveur de ce syndicat, pour l'année 2013.

Pour l'année 2014, il vous est proposé, ici, de maintenir le niveau de la contribution financière départemental en valorisant les moyens et services accordés et les personnels mis à disposition. C'est pour une valeur estimée, en 2013, si je ne dis pas de bêtise, à environ 480 000 €. Et c'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Pierre. Pour la commission des finances, Gérard EUDE ?

M. EUDE. Un avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci. Des interventions sur ce dossier ? Pas d'objection sur ces moyens ? C'est approuvé. Je pense que Bertrand CAPARROY en serait ravi s'il était au milieu de nous.

N° 1/10

M. LE PRESIDENT. Bernard CORNEILLE, il s'agit du fonds d'aide à l'innovation. Un renouvellement de convention avec la Région et Bpifrance.

M. CORNEILLE. Depuis 1996, nous accompagnons le dispositif régional d'aide à l'innovation et en décembre 2009, nous avons délibéré pour adopter les nouvelles dispositions du Fonds d'Aide à l'Innovation mis en place par la Région et signé une convention avec cette Région et la société Oséo innovation. Une convention qui arrive aujourd'hui à échéance, en 2013, et la société Oséo a été renommée Bpifrance Financement, suite à son intégration à la Banque Publique d'Investissement, il convient donc de renouveler et de réactualiser la dite convention qui ne modifie en rien les modalités d'intervention du Département. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Oui, merci Bernard. Pour les finances, Gérard EUDE ?

M. EUDE. Comme ça ne me dit plus rien, on lui met : d'accord.

M. LE PRESIDENT. Donc l'Assemblée le sera également. Pas d'objection ? Merci.

N° 1/11

M. LE PRESIDENT. Léo AILLO : alors il s'agit du C3D du Provinois. C'est l'approbation du contrat et du programme d'action quinquennal.

M. AIELLO. Oui, alors la candidature des Communautés de communes du Provinois et de la Gerbe pour un C3D a été validée par le Département, le 29 janvier 2010. Donc, j'ai largement exposé les différentes fiches actions de ce C3D lors de la commission. Il engage, ce C3D, le Département à hauteur de 2 661 480 € et la commission a émis un avis favorable pour l'adoption de ce C3D.

M. LE PRESIDENT. Merci, Léo. Jacques BALLOT pour les finances ?

M. BALLOT. Oui, Monsieur le Président. C'est un avis conforme de la commission des finances, mais en faisant remarquer que ce C3D pourrait recevoir une somme un peu plus importante que 64 000 €. Mais que ces 64 000 € ont été distraits pour abonder le coût des travaux au parking SNCF de Longueville pour résoudre le... Oui, mais c'est sorti, si vous voulez...

M. LE PRESIDENT. C'est sorti de C3D ? Pourquoi ce n'est pas dedans ?

M. BALLOT. Alors ça... Allons le chercher.

M. LE PRESIDENT. Bon. En tout cas c'est utile. C'est bien employé. Enfin, c'est mon sentiment. Cet argent est bien employé. Pas d'objection ? Donc on voit qu'on poursuit tant qu'on n'a pas basculé dans les nouveaux dispositifs avec les contractualisations anciennes et qu'on essaiera de gérer cette transition le plus en douceur possible.

N° 1/12

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons, mes Chers Collègues au 1/12, Contrat Régional à Faremoutiers.

M. AIELLO. Et bien, là encore, donc, par délibération en date du 2 juillet 1980, le Département a demandé à être saisi pour toute candidature à un contrat régional. Dans ce contrat régional de Faremoutiers, un certain nombre d'opérations sont éligibles au Département. Et donc, nous allons verser sur ce contrat : 333 000 € sur trois opérations. La commission a également, là, donné un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Léo. Laurence PICARD pour les finances ?

Mme PICARD. Avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Parfait. Pas de remarque particulière ? Mais, c'est un ancien contrat Faremoutiers ? Oui, il est déjà ancien. Non, il est nouveau ?

M. AIELLO. Non, c'est un nouveau contrat régional.

M. LE PRESIDENT. Et on n'est pas dans le nouveau dispositif contractuel ? Faremoutiers, on est dans le territoire de...

Mme PICARD. Pas encore, il faudra patienter 2015.

M. LE PRESIDENT. Philippe, qu'est-ce que vous nous dites ?

M. DE GUIBERT. Il s'agit donc d'un contrat régional. Le Département accompagne les actions retenues au contrat régional au travers de ces lignes habituelles, qui, dans la mesure où le territoire n'a pas encore basculé complètement dans la nouvelle politique, bénéficie bien, effectivement, ce contrat, des lignes habituelles.

M. LE PRESIDENT. D'accord. Mais ce que nous financerons à ce titre, à partir de l'année prochaine, sera défalqué des enveloppes de la contractualisation du territoire ?

M. DE GUIBERT. Tout ce qui ne sera pas achevé, sera défalqué.

Mme PICARD. A partir de la signature.

M. LE PRESIDENT. Oui, bien sûr, à partir du basculement effectif. D'accord. Oui, d'accord, il n'y a pas de problème.

N° 1/13

M. LE PRESIDENT. D'ailleurs, il en est exactement de même, j'imagine, pour le 1/13, à Pommeuse, c'est-à-dire à deux pas de Faremoutiers, Léo AIELLO également.

M. AIELLO. Tout à fait. C'est le contrat suivant. Tout à l'heure c'étaient trois opérations qui étaient éligibles, là ce sont deux opérations qui sont éligibles. Et donc la commission, de la même manière, a émis un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Léo. Jean-Louis MOUTON ou Didier TURBA pour les finances ?

M. TURBA. C'est conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme, merci. Pas de remarque ? C'est approuvé.

N° 1/14

M. LE PRESIDENT. Alors, on est toujours dans un contrat régional. On a changé un peu de territoire, nous voici à Chartrettes : Jean DEY.

M. DEY. Mêmes causes, mêmes effets. Il s'agit en l'occurrence de la destruction et de la reconstruction d'un gymnase et puis les aménagements des abords du complexe sportif. Le tout, respectivement pour un montant de 240 000 € et de 85 646,23 € pour le Département. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci à toi. Arnaud DE BELENET pour les finances ?

M. DE BELENET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme, merci Arnaud. Pas de remarque pour Chartrettes ?

N° 1/15

M. LE PRESIDENT. Alors, nous passons des régionaux aux ruraux. Contrats ruraux, alors là il y en a toute une série, c'est le 1/15 : Bernard CORNEILLE.

M. CORNEILLE. Il y a des contrats ruraux qui portent sur 12 avec les communes de Vaucourtois, Vieux-Champagne, Villiers-en-Bière, Fontains, Moisenay, Savins, Les Marêts, Coutençon, Darvault, Valence-en-Brie, Vanvillé, Forfry. L'ensemble représente une individualisation de crédits de 1 208 251,45 € sur une autorisation de programme 2013. Bon, c'est détaillé dans le mémoire, mais peut-être je vais épargner l'Assemblée du détail de ces contrats ruraux. A moins qu'il y ait des questions ? C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Bernard. Ils ne sont aucunement épargnés parce qu'ils ont tous lu, avec précision, les documents distribués. André AUBERT, finances ?

M. AUBERT. Avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRESIDENT. Merci, André. Pas de problème sur ces contrats ruraux ? C'est parfait. Mes Chers Collègues, je ne sais pas si on entame un petit peu. On va faire un peu, je ne sais pas si la chorale est prête. Donc on va faire la commission 2.

N° 2/02

M. LE PRESIDENT. Alors nous avons Jacky LAPLACE. Le 2/02, c'est retiré.

N° 2/03

M. LE PRESIDENT. Le 2/03, c'est retiré.

N° 2/04

M. LE PRESIDENT. Le 2/04, Léo AIELLO : crédits de subventions.

M. AIELLO. Il s'agit d'action sociale en faveur du personnel et donc deux subventions, l'une de 7 506,34 € au Restaurant Administratif de la Préfecture de Seine-et-Marne, l'autre de 25 848 € au Restaurant InterAdministratif de Melun et une troisième pour Réseau GESAT pour un montant de 10 000 €. Ces crédits nécessaires ont été votés au BP 2013 au titre de l'aide apportée aux associations à caractère social. La commission a émis un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Très bien, merci Léo. Maud TALLET : finances ?

Mme TALLET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Maud. Pas d'objection sur ces subventions ? C'est approuvé.

N° 2/05

M. LE PRESIDENT. Lydie AUTREUX : il s'agit de création d'emplois au Parc.

Mme AUTREUX. Merci, Monsieur le Président. Donc, dans le cadre du transfert du Parc Départemental de l'Équipement, il est proposé de créer dix emplois afin de remplacer plusieurs agents mis à disposition par l'État et dont le départ devrait intervenir au cours de l'année 2014. Ces postes sont d'ores et déjà financés par le Département. Par conséquent, ils n'ont pas d'incidence budgétaire. Donc ce sont trois postes d'agent de maîtrise et sept postes d'adjoint technique. Avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci. Maud TALLET pour les finances ?

Mme TALLET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme. Pas d'observation, de question particulière ? C'est approuvé.

N° 2/06

M. LE PRESIDENT. Le 2/06 a été retiré pour le même motif : pas d'avis du CTP par défaut de quorum. On le reprendra dans les semaines du début d'année.

N° 2/07

M. LE PRESIDENT. Léo AIELLO : renouvellement d'une convention conclue avec le Centre de Gestion ?

M. AIELLO. Oui, il s'agit de reconduire pour un an la convention qui lie le Département de Seine-et-Marne et le Centre de Gestion. Donc pour l'organisation de concours ou d'examens en direction de nos personnels. La commission a émis un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci. Pour les finances, Gérard EUDE ?

M. EUDE. C'est un avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Gérard. Pas de remarque ?

N° 2/08

M. LE PRESIDENT. Michèle PELABERE : il s'agit là encore d'une convention pour nos déchets dans les locaux du Conseil général.

Mme PELABERE. Oui. Donc il nous est proposé d'approuver une convention avec la Communauté d'Agglomération de Melun - Val-de-Seine, qui est relative à l'enlèvement et à l'élimination des déchets non ménagers pour divers sites départementaux de l'agglomération de Melun, moyennant une redevance spéciale pour 2013 d'un montant de 42 683,26 €. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Michèle. Jaques BALLOT pour les finances ?

M. BALLOT. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jacques. Pas de problème pour gérer nos déchets ? C'est moins compliqué que les plans régionaux. Ok, c'est approuvé.

N° 3/01

M. LE PRESIDENT. La chorale n'étant pas arrivée on va continuer avec le 3/01. Donc, Léo AIELLO : il s'agit de projets d'avenants pour des conventions de réseaux de transport.

M. AIELLO. Cela concerne les lignes conventionnées du réseau Sol'R et Pays de l'Ourcq. Il s'agit pour l'essentiel d'offres supplémentaires et de modifications de circuits qui n'ont aucune incidence financière. La commission a donné un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Léo. Jean-François PARIGI pour les finances ?

M. PARIGI. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-François. Pas de problème ? C'est approuvé.

N° 3/02

M. LE PRESIDENT. C'est Lionel WALKER, il s'agit du TAD Proxi'bus Provinois ; il s'appelle BALADE.

M. WALKER. Oui, c'est un des premiers dispositifs de transport à la demande ; sur un périmètre de Communauté de communes qui a évolué. Donc là l'objet c'est d'élargir effectivement notre participation, tenant compte de cet élargissement, effectivement, du périmètre, puisque la Communauté de communes, maintenant, regroupe 40 communes ; c'est-à-dire, donc, des transports supplémentaires. Voilà, donc il y a un accord du STIF, à la fois sur le périmètre et sur la participation, donc nous, on propose cette participation supplémentaire à hauteur de 55 927 €. Avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Jacques BALLOT : finances ?

M. BALLOT. Je n'ai rien à ajouter, Monsieur le Président, sinon l'avis conforme de la commission des finances.

M. LE PRESIDENT. Merci.

N° 3/03

M. LE PRESIDENT. On va donc continuer à se balader dans le Provinois. Merci de votre soutien. 3/03 : Bernard CORNEILLE. Alors, on est passés du transport aux routes : élargissement de la RD 26A, c'est à Moussy-le-Neuf.

M. CORNEILLE. Oui, belle commune, Moussy-le-Neuf. Il s'agit donc d'élargir et de renforcer cette chaussée sur le territoire des communes de Moussy-le-Neuf, en Seine-et-Marne, mais de Vémars, aussi, qui est situé dans le département du Val d'Oise. Et cela nécessite l'éviction et l'indemnisation de Mme Manon Moreau et du GFA de la ferme de Choisy-aux-Boeufs. Ce mémoire a reçu un avis unanime de la commission.

M. LE PRESIDENT. Parfait. Et côté finances, Maud TALLET ?

Mme TALLET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme, merci. C'est approuvé. Donc on va pouvoir faire ces travaux et Moussy sera encore plus neuf après qu'avant.

N° 3/04

M. LE PRESIDENT. Jean-Christophe PIEQUET.

M. PIEQUET. Oui, Monsieur le Président, il s'agit de déclassement dans le domaine privé du Département de l'ancienne route départementale 15 aux abords du carrefour existant avec la départementale, ancienne nationale 34. Et donc, il est proposé, suite à l'enquête qui a été faite, il est proposé de procéder à ce déclassement en vue d'une session ultérieure à ADP qui est propriétaire de l'aérodrome de Voisins. Il est donc, sauf dans sa partie sud, qui elle, sera concernée par la transformation du carrefour en giratoire, ce qui ne sera pas du luxe à cet endroit qui se situe, en gros, entre Coulommiers et Crécy-la-Chapelle. Il est donc proposé d'approuver le résultat de l'enquête publique de déclassement dans le domaine privé de cette ancienne départementale 15. Et donc, par conséquent, le classement dans le domaine privé d'une section de cette ancienne route départementale, à l'exception, donc, de son extrémité sud. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Christophe. Didier TURBA ou Gérard EUDE pour les finances ?

M. EUDE. Conforme

M. LE PRESIDENT. Pas de problème ? C'est approuvé. Mes Chers Collègues, peut-être cette fois-ci allons-nous interrompre nos travaux pour écouter nos choristes. Il paraît qu'ils ne sont pas loin. Voilà, on reprendra d'autant plus vite si on va déjeuner un peu avant 13 heures. Merci à vous.

La séance est suspendue de 12 heures 30 à 14 heures 30.

N° 4/01

M. LE PRESIDENT. Nous avons le quorum. Lydie AUTREUX va rapporter le 4/01 : il s'agit de la modernisation et de l'optimisation des modalités de financement des prestations départementales APA/PCH sous forme de CESU préfinancés.

Mme AUTREUX. Oui merci. Donc, Il est proposé de permettre au Département de payer, à partir de 2014, avec des chèques emploi service universel préfinancés, les prestations d'aide humaine en modes emploi direct et mandataire octroyées dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap. Il s'agit, par cette action, d'améliorer et de simplifier le service rendu aux usagers, d'optimiser le contrôle des dépenses et de renforcer la visibilité de l'action du Département. Un appel d'offres pour sélectionner l'émetteur de CESU avec lequel il collaborera, a été donc publié. La Commission s'est réunie et donc un marché a été attribué, le 19 novembre.

La mise en place des CESU début 2014 nécessite au préalable la conclusion d'une convention de mandat entre le Département et la société émettrice de CESU. Il est demandé à l'Assemblée, donc, de se prononcer sur la demande d'autorisation de versement de ces prestations et de pouvoir signer cette convention qui vous est présentée dans ce rapport. Avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. Christian CIBIER, finances ?

M. CIBIER. Un avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Conforme en finances. Merci, Christian. Des interventions ? Des questions particulières ? Je vois que c'est un bon dispositif qui doit à la fois faciliter la vie des usagers et permettre une gestion départementale plus souple et plus commode. Pas d'objection ? C'est approuvé. Merci.

N° 42

M. LE PRESIDENT. A défaut de Michel BENARD, Lydie ?

Mme AUTREUX. Donc, le Code de l'action sociale et des familles fait obligation d'arrêter par délibération du Conseil général, l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant ou suivant des mineurs, des jeunes majeurs, des personnes âgées ou handicapées, suivant l'article nommé. Cet objectif annuel d'évolution doit être fixé en prenant en considération les obligations légales de la collectivité, les orientations issues des schémas et, donc, les priorités des politiques départementales d'action sociale. Les taux d'évolution pour l'année 2014 sont ainsi soumis au vote de l'Assemblée pour constituer le cadre de référence pour les budgets et tarifications des établissements et services sociaux et médico-sociaux. C'est donc un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. Finances, Christian CIBIER ?

M. CIBIER. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Conforme. Des interventions ? Des avis contraires à l'adoption ? Des abstentions ? Non, donc c'est approuvé.

N° 4/03

M. LE PRESIDENT. Lydie, toujours.

Mme AUTREUX. Oui, toujours. Donc, je continue. Donc, le soutien aux associations mettant en œuvre des actions pour des personnes âgées et des personnes handicapées est un axe fort, évidemment, des politiques départementales. Il est inscrit dans la durée et la continuité des soutiens apportés afin de permettre aux personnes âgées et handicapées de préserver au mieux une vie sociale de qualité. Au budget 2013, un crédit de 360 685 €, réparti dans 2 enveloppes, a été inscrit pour l'attribution de ces subventions pour les associations dans le domaine des personnes âgées et dans celui des personnes handicapées. Donc, dans ce rapport c'est la troisième attribution, ça a été présenté au niveau de la commission. Le montant de toutes ces associations, personnes âgées et personnes handicapées, est de 147 300 euros. Et c'est un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. Maud TALLET, cette fois, pour les finances ?

Mme TALLET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Maud. Des interventions sur ces subventions personnes âgées, personnes handicapées ? Pas de question particulière ? Pas d'objection ? C'est approuvé.

N° 4/04

M. LE PRESIDENT. Monique DELSSARD, là encore c'est une subvention.

Mme DELESSARD. Oui, on vous propose d'attribuer à l'Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales de Seine-et-Marne (l'ADAPEI), sous deux formes. D'une part pour le service de la « Vie Associative » 48 500 € pour apporter, en fait, soutien et appui moral aux personnes handicapées et à leur famille. Et d'autre part de verser une subvention au placement familial spécialisé, afin d'assurer le suivi social et médico-social des adultes handicapés mentaux adultes handicapées mentales. Il y a 41 accueillants familiaux qui sont répartis sur l'ensemble du département. Et la proposition de subvention représente 175 000 €. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci. Laurence PICARD pour les finances ?

Mme PICARD. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Ca a été conforme en finances, merci. Pas de question particulière pour cette aide à l'ADAPEI ? C'est approuvé. Je n'en doutais pas, merci.

N° 4/05

M. LE PRESIDENT. Convention avec INITIATIVES 77, Laurent GAUTIER.

M. GAUTIER. Oui, donc, l'association INITIATIVES 77 a été créée en avril 1991. Elle a pour objet la recherche, la promotion et la mise en œuvre d'actions de nature à favoriser les initiatives solidaires porteuses d'insertion, par le logement, l'insertion professionnelle par l'activité économique, l'emploi et la formation. Cet opérateur départemental contribue activement, en lien étroit avec les services du Département, à la politique d'insertion, notamment dans le cadre du dispositif R.S.A. dont le Département a la pleine et entière responsabilité, tant au titre de l'allocation que de celui de l'insertion sociale et professionnelle des publics servis. L'association a pour vocation d'intervenir sur l'ensemble du département de Seine-et-Marne au bénéfice de tous les publics rencontrant des difficultés mais priorité est donnée aux personnes pour lesquelles le Département a compétence. En premier lieu, il s'agit des allocataires du R.S.A. mais il faut aussi souligner les interventions en lien avec les dispositifs d'aide sociale à l'enfance, au titre des jeunes sortants des prises en charge et des familles, dans le cadre notamment de l'accès au logement. Cette offre s'articule avec les accompagnements des professionnels des Maisons départementales des solidarités et des opérateurs spécifiques dont le Département s'est doté au titre de l'insertion professionnelle. Par ailleurs, l'opérateur garantit un accès pour toute la population à une offre d'insertion adaptée notamment dans les territoires ruraux, là où les autres opérateurs n'interviennent pas compte tenu de l'éloignement et de l'isolement des publics. La convention-cadre précisant les objectifs stratégiques promus par la collectivité départementale et en accord avec l'objet associatif d'INITIATIVES 77 arrive à échéance à la fin de l'année 2013. L'évaluation spécifique sur les politiques d'insertion professionnelle menée au cours de cette année, tout en illustrant la qualité du travail mené, préconise des modalités contractuelles renouvelées avec l'opérateur permettant de rendre plus aisée et plus complète la lecture de l'affectation des moyens alloués par le Département, aux actions mises en œuvre. Il est donc proposé le renouvellement des conventions avec les aménagements nécessaires garantissant cet objectif. Avec un avis favorable de la commission des solidarités.

M. LE PRESIDENT. Merci, Laurent. Et André AUBERT pour les finances ?

M. AUBERT. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. C'était conforme en finances, merci. Pas de remarque particulière sur cette nouvelle convention avec INITIATIVES 77 ? Juste l'occasion de dire que, bien sûr, lorsque l'on parle de la compétence RSA, il y a – et on en a parlé suffisamment dans le cadre de notre DOB – la question du versement de l'allocation. Mais il y a aussi le travail d'accompagnement individualisé des bénéficiaires et de ce point de vue, le travail d'INITIATIVES est extrêmement précieux. Je le dis en l'absence de Claude JAMET, mais il faut remercier et féliciter les acteurs de ces politiques départementales et l'articulation Département – opérateurs qui sont tout à fait fondamentaux. Ce serait une politique irresponsable d'être uniquement dans un versement d'allocation, puisque ce sont des dépenses que l'on peut considérer comme passives et évidemment tout ce qui permet de conduire vers l'emploi les bénéficiaires est doublement utile. Utile pour ces Seine-et-Marnais ainsi replacés dans une situation vertueuse de pratiques professionnelles, mais aussi pour nos budgets. Merci à vous de votre approbation sur ce dossier.

N° 4/06

M. LE PRESIDENT. Laurent GAUTIER, à nouveau : il s'agit de l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA. Donc on est très près de ce que je viens d'évoquer. Laurent, à toi.

M. GAUTIER. Dans la droite poursuite de ce que vous venez d'exprimer fortement, puisqu'on est sur l'accompagnement vers l'emploi de nos bénéficiaires. Donc, le Département s'est doté d'un dispositif spécifique d'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA à travers, donc, l'action des Associations d'Accompagnement Vers l'Emploi. Ainsi, suite à l'appel à projet réalisé en 2010, une convention a été conclue avec chacune des douze structures retenues pour une durée de trois ans renouvelable. Cette convention a été prolongée pour une durée maximale d'un an (soit jusqu'en juin 2014) par l'Assemblée départementale, le 31 mai 2013, dans l'attente des résultats de l'évaluation des politiques d'insertion professionnelle en cours dont on parlait il y a quelques instants. Donc, suite aux conclusions de l'évaluation présentées dans le présent rapport, il s'agit aujourd'hui d'approuver la proposition d'appel à projet ainsi que la convention de mise en œuvre du nouveau cahier des charges donc pour l'accompagnement vers l'emploi. Avec un avis favorable de notre commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Laurent. Est-ce que pour les finances, Gérard EUDE peut nous donner le point de vue de la commission.

M. EUDE. Oui, c'est un avis conforme.

M. LE PRESIDENT. C'est un avis conforme, merci Gérard. Des interventions sur ce dossier ? Yves JAUNAUX.

M. JAUNAUX. Oui, Monsieur le Président. En regardant le tableau comparatif de répartition. On s'aperçoit qu'il y a souvent une baisse de subvention de l'année 2013 à 2014 et permettez-moi de vous dire mon inquiétude, d'autant plus quand cette subvention correspond à des salaires. Si cette subvention correspond complètement, dans un budget, par exemple celui de Coulommiers, à des salaires, ça veut dire que si on diminue, ça veut dire ce sont les salaires qui sont concernés.

M. LE PRESIDENT. Alors. Cette question avait été posée, je crois par Laurence, en commission. Donc, les services ont examiné les choses et m'ont fourni quelques éléments d'éclairage. Il est certain qu'on ne peut pas, non plus, laisser dans la situation où nous sommes, des opérateurs, je dirais, libres de fixer eux-mêmes le montant des charges, y compris des charges salariales. Et donc, voilà, on est tenus, un peu, de normer. La moyenne, elle est quand même tout à fait élevée, puisque l'analyse des coûts des AVE, a permis de fixer un coût moyen d'un équivalent temps plein à l'accompagnement pour 2014, à 52 000 euros tout de même. Donc ce n'est pas du tout un montant, je dirais, marginal. Evidemment c'est une moyenne, donc certains sont actuellement au-dessus de ce coût moyen et donc notre intention est bien de faire sentir à nos opérateurs la nécessité de tenir assez strictement la dépense. Donc on a lancé un appel à projet sur la base de ce coût moyen. Les associations d'accompagnement vers l'emploi sont invitées à répondre et à s'engager dans une logique de meilleure mutualisation parce que dans le diagnostic on a identifié deux petites difficultés : une question d'équilibre relative à la présence territoriale qui est à préciser, parce qu'il y a certains territoires qui sont plus ou moins couverts. Et puis, le nécessaire besoin de mutualisation entre les équipes d'un secteur à l'autre, y compris d'ailleurs pour harmoniser, peut-être, les pratiques et cætera, et généraliser les meilleures d'entre elles. Et donc, notamment en ce qui concerne les frais de structure, on pense qu'une logique de mutualisation n'est pas forcément à exclure de façon à trouver là aussi des économies sur des dépenses qui ne sont pas directement productives. Et donc optimiser, je dirais, cet engagement des moyens publics du Département, c'est essentiel.

De toute façon, avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires, il s'agit bien d'accompagner autant que c'est possible davantage de bénéficiaires avec un budget qui ne peut malheureusement pas être constamment à la hausse. Et donc il faut faire évoluer les modes d'intervention de chacun. Alors, on ne laissera pas, je dirais, au bout du compte, mais j'hésite à le dire parce que c'est déjà une incitation à ne pas se mobiliser, mais on ne laissera pas des territoires ou des opérateurs en situation de fragilité absolue.

Voilà, mais en toute hypothèse, une fois encore, il y a une dépense qui est strictement obligatoire : c'est l'allocation. Le reste c'est à l'appréciation, je dirais, de notre sagacité politique et technique, et donc on va faire attention, mais oui, dans certains cas on resserre les moyens mis à disposition de ces opérateurs dans une logique de mieux tenir notre dépense. D'autres interventions, mes Chers Collègues ? Non ? Est-ce que, malgré cette observation, Yves, vous votez la décision ? Oui, vous la votez, pas de problème. Ok, merci de votre appui pour ces associations d'accompagnement vers l'emploi.

N° 4/07

M. LE PRESIDENT. Jean-Pierre BONTOUX, il s'agit de conventions pour les Contrats Uniques d'Insertion.

M. BONTOUX. Oui, le programme départemental d'insertion et de lutte contre l'exclusion met en avant l'accès à l'emploi comme priorité des politiques d'insertion au service des allocataires du R.S.A. Dans ce cadre, le Département soutient plusieurs formes d'actions, dont les contrats aidés et le secteur de l'insertion par l'activité économique, utilisateur de ces contrats. En période de crise économique, les contrats aidés permettent de limiter la marginalisation des demandeurs d'emploi tout en permettant également le retour à un emploi pérenne d'un public trop longtemps exclu du marché du travail. L'effort de la collectivité permet de soutenir 1 000 emplois sur le département spécifiquement pour les publics bénéficiaires du R.S.A. Afin de poursuivre cette intervention, il est proposé de procéder au renouvellement, d'une part, de la convention d'objectifs avec l'État et, d'autre part, de prolonger pour un an la convention de gestion de ce dispositif conclue avec l'Agence de services et de paiement. Avec, à la carte, de nouveaux tarifs de gestion applicables en 2014. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Pierre. Pour les finances : Gérard EUDE ?

M. EUDE. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme. Pas de remarque sur ces financements C.U.I ? C'est approuvé, merci.

N° 4/08

M. LE PRESIDENT. On revient vers Laurent GAUTIER pour une convention relative à la gestion financière de l'A.P.R.E.

M. GAUTIER. Oui, donc il nous est proposé le renouvellement pour l'année 2014 de la convention relative aux modalités de gestion financière et de fonctionnement de l'aide personnalisée de retour à l'emploi. Donc qui est conclue entre le Département, l'État, Pôle emploi et l'organisme gestionnaire en Seine-et-Marne qui est INITIATIVES 77. L'A.P.R.E. est un dispositif financé par l'État via le fonds national des solidarités actives. Cette prestation a pour objet de prendre en charge tout ou partie des coûts supplémentaires d'un bénéficiaire du R.S.A. lorsqu'il débute ou reprend une activité professionnelle, que ce soit sous forme d'un emploi, du suivi d'une formation ou de la création les d'une entreprise : donc les frais de formation, les frais d'inscription au permis de conduire, les frais de garde d'enfant... Dans le Département de Seine-et-Marne, l'association INITIATIVES 77 a la fonction d'organisme de gestion financière et comptable pour le compte de l'État. Il s'agit, aujourd'hui, de renouveler, en accord avec l'État, la convention de gestion pluripartite, pour l'année 2014. Donc avec un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Laurent. Gérard EUDE : finances ?

M. EUDE. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci Gérard. Pas d'interrogation sur l'A.P.R.E. ? C'est approuvé.

N° 4/09

M. LE PRESIDENT. Il s'agit de conventions C.A.F. et M.S.A. pour le R.S.A.

Mme AUTREUX. Merci, donc rappeler que l'organisation du dispositif avec la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne avait été approuvée par l'Assemblée départementale en juin et novembre 2009. Une première convention triennale a été adoptée lors de la séance du 17 décembre 2010. Il s'agit aujourd'hui de procéder au renouvellement de la convention de gestion, pour une durée de 4 ans, en ayant réalisé quelques aménagements nécessaires afin de s'adapter aux évolutions du dispositif. Il s'agit également de proposer une convention du même type avec la Mutualité sociale agricole d'Île-de-France. Ces liens contractuels visent à garantir l'application des priorités départementales auprès des deux organismes payeurs. Elles prévoient des modalités de suivi et de contrôle donnant une certaine capacité de pilotage. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. Arnaud DE BELENET, pour les finances ?

M. DE BELENET. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Arnaud. Pas d'interrogation particulière ? Ces conventions sont classiques. C'est la poursuite de modalités déjà existantes, à l'essentiel. Merci de votre approbation.

N° 4/11

M. LE PRESIDENT. Laurent GAUTIER : convention avec le PACT pour le FSL.

M. GAUTIER. Tout à fait. Donc, le F.S.L., le fonds de solidarité logement est un outil précieux en période d'accroissement de la précarité afin de permettre notamment le maintien ou l'accès au logement. Dans un souci de plus grande réactivité et d'adaptation aux besoins des Seine-et-Marnais, le Département délègue, conformément aux textes en vigueur, la gestion du fonds à un opérateur associatif. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a donné pleine compétence aux Départements en matière de F.S.L. La gestion administrative du dispositif est assurée par le Département, la gestion financière et comptable est déléguée au PACT de Seine-et-Marne. Le projet de convention avec le PACT de Seine-et-Marne définit ainsi les modalités selon lesquelles le Département confie à celui-ci cette mission. Donc il s'agit pour nous de valider cette convention. Avec un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Laurent. André AUBERT pour les finances ?

M. AUBERT. Conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Conforme aux finances. Merci. Pas de question particulière pour ces modalités relatives au FSL ? C'est approuvé. Merci

N° 4/12

M. LE PRESIDENT. En l'absence de Michel BENARD, Lydie AUTREUX à nouveau. Il s'agit d'un avenant à un CLE.

Mme AUTREUX. Oui donc, le contrat local d'engagement qui avait été voté par l'Assemblée départementale en octobre 2011, a pour objectif de permettre l'accès des Seine-et-Marnais à l'aide de solidarité écologique, créée par l'État à la fin de l'année 2010, à travers le fonds d'aide à la rénovation thermique dit fonds « habiter mieux ». Cette aide, d'un montant de 1 100 €, versée en complément des aides aux travaux de l'A.N.A.H. peut aller jusqu'à 1 600 €, sous réserve qu'une collectivité accorde une aide complémentaire, qui est augmentée du même montant par l'A.N.A.H. dans le cadre du fonds « habiter mieux ». Le Département, en signant ce contrat, a décidé d'attribuer 500 € aux ménages éligibles afin de leur faire bénéficier de l'aide maximale accordée par l'État. Les bénéficiaires Seine-et-Marnais perçoivent ainsi aujourd'hui au total une aide de 2 100 €. Pourvu de 1,25 milliard d'euros sur la période 2010-2017, le programme national « habiter mieux » vise à aider à la réalisation de travaux de rénovation thermique pour 300 000 ménages afin d'améliorer leur logement, leur qualité de vie et leur pouvoir d'achat. Ce programme « habiter mieux » a été intégré dans le plan de rénovation énergétique de l'habitat annoncé par le Président de la République le 21 mars 2013. Il a été élargi à de nouveaux publics et doté d'aides renforcées. Ce contrat local d'engagement arrivant à échéance fin 2013, il est proposé de le renouveler par voie d'avenant afin de prendre en compte les nouvelles ambitions du programme. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lydie. André AUBERT : finances.

M. AUBERT. Toujours conforme.

M. LE PRESIDENT. Toujours conforme. Merci. Des interventions sur ces questions relatives au fonds d'aide pour la rénovation thermique ? Non. C'est approuvé. Merci.

N° 4/13

M. LE PRESIDENT. Monique DELESSARD, il s'agit de notre nouveau Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF.

Mme DELESSARD. Oui, il s'agit donc de signer un nouveau contrat avec la CAF pour une période allant de 2013 à 2016. Ce contrat aura pour but de poursuivre les travaux menés par la Commission Départementale de l'Accueil du Jeune Enfant, la CDAJE. Il aura deux rôles, deux actions. Des actions cofinancées par le Département et la CAF. Ces actions seront relatives à la fonction de coordination de toutes nos actions. Pour cela 1,4 DP sera financé par la CAF pour un montant de 25 410 €. Etil y aura également une deuxième action, c'est une action d'observation, d'information et d'amélioration de la qualité des services concernant l'accueil du jeune enfant de moins de 3 ans à 6 ans. C'est 18 150 € qui seront donc versées par la CAF et représentant 0,2 ETP pour assurer donc cette prestation. C'était un avis favorable de la commission

M. LE PRESIDENT. Merci. Gérard EUDE pour les finances ?

M. EUDE. Un avis tout à fait conforme.

M. LE PRESIDENT. Tout à fait conforme pour les finances. Pas d'interrogations particulières ? Là encore, il s'agit de poursuite de modalités qui sont déjà anciennes. Pas d'objection ?

N° 4/14

M. LE PRESIDENT. Monique DELESSARD : il s'agit de subventions.

Mme DELESSARD. Oui, dans des associations œuvrant dans le domaine de l'enfance ou de la petite enfance. Il y aura donc deux propositions de subventions. Une pour l'association Passage à Meaux qui est une association qui est surtout dans la prévention des conduites à risques chez les adolescents l'unité d'accueil nommée « Passages », qui est au Centre hospitalier de Marne-la-Vallée également pour des adolescents en difficulté. Ces associations œuvrent dans des lieux tout à fait adaptés pour des jeunes enfants. Et il y a eu aujourd'hui pour Meaux, un deuxième accueil qui a été proposé plus au centre-ville, ce qui permet, bien sûr une meilleure adaptation et surtout une meilleure présence des jeunes. Et puis l'autre association, « Un biberon pour tous les bébés de Sénart ». Alors là, cette fois, ce ne sont plus, bien sûr, des adolescents vu le titre de l'association. Et elle intervient auprès des familles en difficulté qui ont des enfants de moins de trois ans. Donc on vous propose trois subventions pour ces associations pour un montant de 52 500 € : 10 000 € pour « Un biberon pour tous les bébés de Sénart », 25 000 € pour l'association Passages de Meaux et 17 500 € également pour l'association Passages, mais du Centre hospitalier de Marne-la-Vallée. Voilà.

M. LE PRESIDENT. Merci, Monique. Christian CIBIER : finances ?

M. CIBIER. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme aux finances. Pas de remarque particulière ? C'est approuvé.

N° 4/15

M. LE PRESIDENT. Et enfin 4/15 pour terminer avec la commission des solidarités : Lydie AUTREUX, un avenant avec le GRETA...

Mme AUTREUX. Nord Seine-et-Marne.

M. LE PRESIDENT. Nord Seine-et-Marne, voilà.

M. LE PRESIDENT. Le Département est tenu d'organiser et de financer la formation initiale des assistants maternels qu'il agrée. Une convention a été signée en 2008 avec le GRETA Nord Seine-et-Marne afin de mettre en œuvre cette obligation de formation des assistants maternels agréés. Cette convention arrivant à expiration le 31 décembre 2013, un marché public a été lancé. La procédure de marché public ayant été déclarée sans suite et relancée, dans la période intermédiaire, il est proposé de signer avec le GRETA un avenant de prolongation de la convention, afin d'assurer la continuité des formations. C'est également un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Christian CIBIER pour les finances ?

M. CIBIER. Un avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. C'est un avis conforme. Et c'est également un vote conforme, unanime de l'Assemblée.

N° 5/01

M. LE PRESIDENT. Nous pouvons donc passer aux dossiers de la commission de l'éducation, de la jeunesse et sports et des affaires internationales. Et donc on se tourne vers Marie RICHARD pour le 5/01 : une répartition de crédits au titre du fonctionnement des collèges, exercice 2013.

Mme RICHARD. Merci, Monsieur le Président. Il s'agit donc d'affecter 52 000 € à quatre collèges qui sont Coulommiers : Hippolyte Rémy, à Lizy-sur-Ourcq : Camille Saint-Saëns ; à Meaux Nord : Albert Camus et enfin Gérard Philippe à Villeparisis. Et s'y ajoute une subvention de 1 698 € pour le collège Saint-Louis à Lieusaint pour le nettoyage des vitres. Avis favorable du rapporteur.

M. LE PRESIDENT. Parfait. Didier TURBA pour les finances ?

M. TURBA. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Didier. Pas de remarque ? C'est presque de l'individualisation, donc pas de problème ? C'est unanime.

N° 5/02

M. LE PRESIDENT. Monique DELESSARD, il s'agit de frais de fonctionnement des classes des collèges situés dans des annexes pédagogiques.

Mme DELESSARD. Oui. Il est proposé, donc, de verser des subventions à quatre établissements il s'agit du centre médical et pédagogique pour adolescents à Neufmoutiers-en-Brie, de la fondation « Ellen Poidatz » à Saint-Fargeau-Ponthierry, pour l'institut d'éducation motrice de Villepatour à Presles-en-Brie et pour le centre « Le Jard » à Voisenon. Le montant de la subvention est proportionnel au nombre d'élèves. Il représente 233,21 € par élève et le nombre de collégiens recensés est également de 233 ce qui représente un montant total de subvention de 54 337,93 €. C'était un avis favorable également de la commission.

M. LE PRESIDENT. Arnaud DE BELENT pour les finances ?

M. DE BELENET. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT. Merci, Arnaud. Pas de problème sur ces moyens ? C'est approuvé.

N° 5/03

M. LE PRESIDENT. Marie RICHARD : convention relative à l'octroi d'aides à l'investissement pour les collèges privés sous contrat.

Mme RICHARD. Oui, en l'occurrence nous sommes très près de l'individualisation puisqu'il s'agit d'attribuer une subvention pour un montant de 1 734 € avec le collège Gasnier Guy Sainte-Bathilde à Chelles et de conclure une convention. Il s'agit de travaux intéressant les fenêtres et cela s'inscrit dans la dotation que nous avons votée dans notre dernier budget. Avis favorable du rapporteur.

M. LE PRESIDENT. Didier TURBA ?

M. TURBA. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci Didier. Pas de problème sur ces conventions ? C'est approuvé. Merci.

N° 5/04

M. LE PRESIDENT. Bernard CORNEILLE : subventions de fonctionnement aux fédérations de parents d'élèves.

M. CORNEILLE. Oui Monsieur le Président. Il est proposé, donc, une répartition de l'enveloppe prévue pour l'année 2013 d'un montant de 13 000 €, sachant qu'aujourd'hui sont scolarisés 77 703 élèves qui se répartissent comme suit : 68 069 élèves : enseignement public 9 634 élèves pour l'enseignement privé. $0,1673 \text{ €} \times 68\,069 \text{ élèves} = 11\,387,94 \text{ €}$ arrondis à 11 388 € (contre 11 400 € en 2012). La subvention se répartit de la façon suivante : c'est en fonction des critères habituellement retenus. Il est proposé, donc, 11 388 € pour les associations de parents d'élèves de l'enseignement public (FCPE, PEP, UDAAPE), avec des propositions de subventions arrondies, relatives à la représentativité et 1 612 € pour la fédération de parents d'élèves de l'enseignement privé qui est l'association UDAPEL. Cela a recueilli, donc, l'avis unanime de la commission.

M. LE PRESIDENT. André AUBERT pour les finances ?

M. AUBERT. Toujours conforme.

M. LE PRESIDENT. Toujours conforme et toujours classique. Pas d'objection ? On a nos critères de longue date. C'est accepté.

N° 5/05

M. LE PRESIDENT. Monique DELESSARD : il s'agit de la retranscription de la sectorisation à la rue.

Mme DELESSARD. Oui, Président. En application de l'article L 213-1 du Code de l'éducation, le Département a pour compétence la fixation des secteurs de recrutement des collèges publics de son territoire. La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Seine-et-Marne a récemment mis en place une procédure informatisée d'affectation des élèves qui entrent en sixième selon l'adresse du représentant légal qui nécessite pour cela une adaptation technique des modalités de définition des secteurs de recrutement sans en modifier le périmètre. Le projet de délibération qui vous est proposé a donc pour objet de transcrire, à secteur constant, la sectorisation actuellement à l'école en une sectorisation à l'adresse. Et ceci pour se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires. Le logiciel qui sera utilisé va permettre d'affecter les collégiens de façon automatisée à partir de l'adresse du représentant légal et de gérer ainsi les demandes de dérogations. Et cette retranscription n'aura qu'un effet technique et sera transparente pour les familles qui ne constateront pas d'évolution dans le secteur d'affectation de leurs élèves. Le projet a été présenté pour information au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale, le CDEN, en séance du 6 décembre. C'est un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Monique. Est-ce qu'il y a des interventions ? Jean-Jacques BARBAUX, Laurence PICARD.

M. BARBAUX. C'était simplement pour remercier Marie RICHARD, remercier la directrice, aussi, du service de la scolarité et toutes leurs collaboratrices et collaborateurs, parce que ce sont des sujets difficiles et les commissions se sont bien passées. Et je crois qu'on a travaillé dans l'intérêt des élèves.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Jacques de cette prise de parole. Je ne sais pas s'il faut apprécier la quantité du travail au volume de la délibération qui vous est soumise, mais évidemment, il y a un travail technique. Voilà. Et en l'espèce, si j'ai bien compris ce que les uns et les autres ont pu m'expliquer, mais Marie y reviendra si c'est nécessaire, on est dans une transcription technique, mais on n'a pas voulu en faire un sujet de modification de nos modalités de découpage. Laurence.

Mme PICARD. Oui, justement une question : je voulais savoir qu'elle était la limite de l'exercice. Parce que, bon moi j'ai un cas précis, mais dont je me suis déjà entretenue avec Marie RICHARD, d'une élève à la limite de deux communes : Mouroux, Pommeuse. Elle est scolarisée à vingt-cinq minutes de chez elle alors qu'elle a un collège à cinq minutes. Donc, là, il y aurait nécessité, même dans le secteur rural quelques fois entre deux communes, de réfléchir à la limite des rues qui devraient basculer d'un côté ou de l'autre. Alors je ne sais pas si c'est un énorme chantier, encore, ou ce qu'on peut faire, parce qu'on a des élèves qui sont en situation difficile. Parce que les rues sont dépourvues d'éclairage et de trottoir, en général. Et quand il faut aller loin, chercher l'arrêt de bus. Enfin, je ne vais pas vous faire pleurer, mais presque. C'est un vrai sujet de sécurité des enfants.

M. LE PRESIDENT. La question que vous posez, Laurence, on se la pose dans de nombreux domaines : c'est la question entre les règles et l'acceptation, dans certains cas, d'une exception aux vues de situations particulières. On s'affaiblit vite à accepter des dérogations parce que la règle perd de sa pertinence et une fois qu'on a commencé à déroger on ne sait plus où on s'arrête. Et en même temps je veux bien entendre que parfois il faut savoir mettre de la souplesse dans des choses qui paraissent extrêmement rudes et qui pourraient se régler commodément avec une pointe de bon sens, donc ça, c'est le boulot presque quotidien. Marie.

Mme RICHARD. Oui, Laurence m'a exposé cette situation qui est tout à fait représentative, on va dire du fait qu'on peut arriver à une situation un peu absurde et

préjudiciable à un enfant. Parce qu'effectivement si je me mets à la place de ses parents, je ne serais pas tout à fait rassurée de la voir, dans ce secteur, marcher vingt minutes, le soir, pour aller à un arrêt de bus alors qu'elle peut se rendre à un collège plus voisin.

En l'occurrence, il n'y a semble-t-il pas d'autres familles concernées sur ce secteur. La sectorisation avait été faite d'après le recrutement de l'école à l'époque, donc ça ne paraissait pas poser de problème. Aujourd'hui, je dirais, la solution pourrait être trouvée dans une dérogation accordée par la directrice académique. Ce serait relativement simple. Elle a déjà été demandée, elle a déjà été refusée en raison des sureffectifs dans le collège voisin. Je pense, et je l'ai dit à Laurence, il faut que nous recommencions et peut-être, Monsieur le Président, si vous vouliez appuyer cette demande, peut-être cela donnerait-il du poids aux différentes interventions qui ont pu être faites.

M. LE PRÉSIDENT. Je le ferai, évidemment, sans aucune difficulté. D'autres interventions ? Il n'y en a pas sur le fond ? C'est donc un dossier qui est approuvé. Merci.

N° 5/06

M. LE PRESIDENT. Marie RICHARD, à nouveau : il s'agit de l'ouverture du collège provisoire de Montévrain

Mme RICHARD. Oui, merci, Monsieur le Président. Donc, une sectorisation importante qui a mobilisé trois cantons et je remercie mes collègues, alors je vais prendre l'ordre alphabétique, comme ça après il n'y aura pas de jaloux : Jean-Jacques BARBAUX, Arnaud DE BELENET et Laurent GAUTIER. Qui ont participé à la fois aux réunions et qui, également, ont apporté des solutions, qui ont également joué un rôle de médiation auprès de certaines associations de parents d'élèves pour faciliter la bonne issue de ce dossier.

Je remercie également, ils ne sont pas là, mais, la mairie de Serris : son Maire et son bureau municipal qui ont accepté d'accueillir, à Serris, une nouvelle préfiguration après celle de Saint-Germain-sur-Morin alors même que, je dirais, notre partenariat devait se terminer, normalement, avec Saint-Germain-sur-Morin, mais compte tenu de la situation, ils ont bien voulu continuer. Et vraiment, je les en remercie parce que ce n'était pas évident pour eux.

Donc trois réunions qui permettent à la fois, donc, de fixer la préfiguration sur Serris et également de re-sectoriser des élèves sur Tournan-en-Brie et sur Chessy, en attendant la construction du collège.

Je précise que la plupart des mairies, des élus présents et des principaux ont tous fait un effort. Il y a peut-être eu une situation un peu plus délicate avec Montévrain. Personnellement, je ne m'y attendais pas, puisque c'était la ville qui va accueillir le collège et qui va avoir le bénéfice de l'implantation de ce collège donc on aurait pu penser que cette commune était dans une situation assez favorable par rapport à d'autres, il n'empêche que les demandes ont été importantes. Avec Arnaud DE BELENET on a pu, en des lieux différents et ensemble aussi, apporter des apaisements et des informations qui, semble-t-il, ont quelque peu calmé le jeu. Il reste que la construction du collège est très attendue, mais on a également pu expliquer qu'il y avait une difficulté d'urbanisme qui était indépendante de notre volonté, qui avait pu légèrement retarder l'engagement des travaux. Voilà, donc c'est un avis favorable du rapporteur.

M. LE PRESIDENT. Merci, Marie. Des interventions sur dossier de Montévrain ? Alors, j'avais BARBAUX, DE BELENET. On va garder l'ordre alphabétique.

M. BARBAUX. Non, moi je voulais simplement vous dire qu'il y a vraiment un problème de programmation sur la ville nouvelle et d'interprétation de certains collègues maires qui vont plus vite que la musique, parfois. Et je voulais quand même signaler qu'à chaque fois ça se transfère sur des secteurs moins urbanisés, dont les nôtres, qu'on essaye de faire tout ce qu'on peut pour digérer ces transferts de populations, mais que ça serait bien, quand même, qu'on progresse sur le plan de la programmation et du calendrier dans ces secteurs de ville nouvelle administrés par des établissements publics. Mais finalement, ça va parfois plus vite que l'on peut le faire. Et d'autre part, ces transferts d'élèves ont des incidences ; entre autres sur les transports et les équipements sportifs afférents, que des secteurs moins riches ne peuvent pas toujours supporter. Merci.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Jacques. Arnaud.

M. DE BELENET. Oui, merci, Monsieur le Président. Je rejoins ce que disait Jean-Jacques BARBAUX, avec une toute petite réserve : c'est que généralement ça va plus vite, pas seulement quand il y a un établissement public, mais quand il y a un établissement public et une SEM. Ce sont dans ces cas-là que l'urbanisation va un petit peu plus vite qu'on le pressent. Mais, cela dit, oui, merci Madame la Vice-présidente de ce que vous avez dit. Je veux exprimer à mon tour, parce que le sujet était effectivement assez délicat localement. Exprimer à mon tour que le travail collectif des élus de majorité et d'opposition, avec les services départementaux et aussi ceux de l'Etablissement Public d'Aménagement et parfois municipaux a permis de trouver une solution pérenne et à peu près acceptée par tous.

Il faut dire quand même deux choses. La première c'est que nous avons géré une situation où, effectivement, le calendrier fait qu'il nous fallait trouver une solution transitoire. Elle a été trouvée, mais il a fallu gérer cette solution de transition, ce qui appelle effectivement une réflexion et une anticipation plus grande sur certains secteurs et particulièrement ceux de la ville nouvelle pour nos investissements et nos PPI.

Et puis, une seconde chose, c'est qu'il a fallu aussi une mobilisation et un engagement d'un certain nombre de structures pour apaiser les choses. Et je voudrais dire aujourd'hui que les perspectives données par les services départementaux et Marie RICHARD sur l'accompagnement matériel de la solution de préfiguration, comme aussi les engagements de l'inspection d'académie sur un certain nombre de volets, dont des sujets de fratries, comme aussi les travaux qui sont menés entre les services du Conseil général et le Syndicat intercommunal de transport, sont des éléments qui nous permettront d'accueillir dans la sérénité cette solution transitoire.

Et puis, à toutes les expressions de gratitude que Marie RICHARD a exprimées, je voudrais aussi ajouter – mais on cherche toujours à être exhaustif et on oublie toujours forcément quelqu'un – je voudrais simplement ajouter les communes du Sud - A4, effectivement et particulièrement Villeneuve-le-Comte, dont les collégiens ont été souvent la variable d'ajustement ; pas seulement ceux de Villeneuve, ceux du RPI. La variable d'ajustement des effectifs au rythme, en fonction du développement de la ville nouvelle.

Et il faudra aussi que nous veillions, au-delà du sujet de transport, pour la *préfig* de Montévrain, que nous veillions à pérenniser et à stabiliser dans les futures cartes, la situation des collégiens de Villeneuve. Et puis, je voudrais aussi saluer le travail de l'établissement public, qui, à la demande des services du Département, nous permet, je l'espère de tenir les calendriers puisque de contraintes centennales liées à l'éco-quartier de Montévrain, ces contraintes ont été rendues plus raisonnables et permettent aux services départementaux d'envisager une livraison pour la rentrée de septembre 2018. Tout cela constitue des éléments apaisants, rassurants, mais qui sont néanmoins des points de vigilance qu'il me fallait souligner et je le sais en totale harmonie avec mes Collègues Jean-Jacques BARBAUX et Marie RICHARD. Merci

M. LE PRESIDENT. Merci, Arnaud. C'est donc approuvé à l'unanimité.

N° 5/07

M. LE PRESIDENT. Nous passons au 5/07, Bernard CORNEILLE. Là encore, sectorisation, mais à Saint-Mard et Dammartin-en-Goële.

M. CORNEILLE. Oui, Monsieur le Président. Compte tenu des projections d'effectifs pour les années à venir ; une croissance continue, il est proposé de sectoriser la Commune de Longperrier qui est actuellement sectorisée sur le collège Georges Brassens à Saint-Mard, sur le collègue de l'Europe à Dammartin-en-Goële. Cette proposition fait suite à un grand nombre de rencontres qui ont eu lieu où plusieurs hypothèses ont été présentées. Et bien, à la fois aux maires, aux principaux de collèges, aux parents et aussi aux conseillers généraux concernés. Et cette nouvelle sectorisation de Longperrier s'appliquera aux collèges à partir de la rentrée de septembre 2014. Le CDEN, réuni en séance le 6, a été consulté pour donner son avis sur ce projet. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Bernard. Pas de remarque sur ce dossier-ci ? C'est approuvé.

N° 5/08

M. LE PRESIDENT. On revient vers Marie RICHARD pour la sectorisation des collèges de Chelles.

Mme RICHARD. Oui, merci Monsieur le Président. Donc, même défi : celui d'une démographie très dynamique qui nous amène donc à proposer une nouvelle sectorisation avec une répartition plus équilibrée et plus adaptée des collégiens sur les quatre collèges de la Commune. Ceci sera accompagné de quelques opérations bâtiments démontables qui sont suivies par les services qui se sont rendus dans les différents conseils d'administration pour dialoguer. C'est donc un avis favorable et dans l'attente, là aussi, d'un nouveau collège. La consultation a, bien sûr, été menée avec Lydie AUTREUX et Jean-Jacques MARION qui nous ont apporté tous les éléments pour mener à bien cette opération. Je dois dire que deux réunions ont suffi pour arriver à une conclusion acceptable ; provisoire, mais acceptable. Donc avis favorable du rapporteur.

M. LE PRESIDENT. Merci, Marie. Des interventions ? Il n'y en a pas ? C'est donc approuvé. Merci.

N° 5/09

M. LE PRESIDENT. Reconduction pour l'année scolaire 2013-2014 du dispositif « Zebroch au bahut », et c'est Jean-Pierre BONTOUX qui rapporte.

M. BONTOUX. Oui, cette association Chroma/Zebroch a mené, durant les deux dernières années scolaires une opération « Zebroch au bahut en Seine-et-Marne ». Celle-ci a permis, lors des premières éditions, donc, à près de 400 collégiens de découvrir des chansons francophones et leur histoire, d'assister à des concerts de qualité, de rencontrer des artistes et de les interviewer, de rédiger un journal de classe sur Internet et de participer à un grand concert final. Conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle 2012-2014, il est donc proposé, dans ce rapport, de renouveler l'opération sur 17 classes de collèges. Vous en avez la liste et vous avez la modification puisqu'un certain nombre de collèges se sont retirés du projet, puisqu'ils n'étaient pas inscrits dans l'année pédagogique, donc ils n'étaient pas prêts. Et donc ils ont été remplacés par huit collèges nouveaux dont vous avez la liste sur vos pupitres. Donc tout ce qu'on peut noter surtout, cette année, comme modification, c'est la demande d'aide aux parents d'élèves pour aider notamment dans la tenue des concerts et l'organisation des déplacements des collégiens, et puis un partenariat accru avec Act'art 77 et puis le réseau Pince Oreilles. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Pierre. Gérard EUDE : finances ?

M. EUDE. Conforme.

M. LE PRESIDENT. Jean-François ONETO.

M. ONETO. Oui, Monsieur le Président. Juste, nous reprendrons une position que nous avons déjà exprimée les deux années précédentes sur différents points ; notamment que nous considérons que ces financements pourraient être mieux utilisés. Les exemples peuvent être multiples, mais par exemple sur l'apprentissage de l'anglais. De plus, je pense qu'il n'est pas responsable de surcharger les emplois du temps des collégiens alors que les fondements ne sont pas suffisamment acquis ; tout le monde en est conscient. D'autant que les choix musicaux de cette opération ne sont pas dépourvus de toute orientation et de sensibilité politique affichée, à tel point que notre Collègue Marie RICHARD, je m'en souviens lors de la séance publique du 28 septembre de l'année dernière, avait décidé de faire une enquête, dont nous n'avons, d'ailleurs, jamais eu les conclusions : peut-être pourra-t-elle nous en dire davantage.

Et enfin, nous constatons que nombre de collèges sollicités se déclarent désintéressés par ce dispositif. Alors, notamment pour ces raisons qui ne sont pas totalement exhaustives, nous... Concernant cette reconduction puisque ça serait la troisième année, reconduction de ce dispositif pour l'année 2013 – 2014, nous voterons contre ce dispositif.

M. LE PRESIDENT. Ce n'est pas souvent que j'interviens dans le débat, même avant qu'il soit conclu, mais là, j'ai vraiment envie de réagir, parce que je trouve assez inquiétant la confirmation de cette orientation d'ostracisme à l'égard de « Zebroch au bahut ». Je dirais, vous savez, il y a quand même une chose assez évidente, c'est qu'à vouloir faire soi-même, ici, en tant que politiques, je dirais, le tri entre les partenaires qui seraient sur une ligne politique acceptable et ceux qui n'y seraient pas au motif d'éviter je ne sais quelle dérive : on en fabrique une. Et si effectivement vous considérez que la seule structure qui peut travailler avec les collégiens sur la chanson française c'est une structure qui limiterait son esthétique musicale à Philippe CLAY, Michel SARDOU et Didier BARBELIVIEN : oui, effectivement, alors il ne faut pas travailler avec « Zebroch au bahut ».

Mais on voit bien... Je dirais que finalement, vous illustrez avec une formidable efficacité ce que vous dénoncez vous-mêmes, en disant : il ne faut pas faire de politique, donc on ne va pas travailler avec cette association parce qu'elle, elle en fait. Mais que faites-vous quand vous interdisez à « Zebroch au bahut » de faire un travail absolument formidable, reconnu par les professionnels.

Et, pour répondre à votre seconde question, qui est celle de la surcharge des collégiens, vous avez vu, et l'amendement que nous présentons en atteste du mieux possible qu'on ne contraint personne, puisqu'on travaille exclusivement avec des établissements volontaires. Donc, voilà, je pense que là-dessus ça apporte évidemment toutes les garanties nécessaires pour qu'on puisse continuer un travail qui est engagé depuis plusieurs années et qui va se poursuivre, et qui est de grande qualité. Didier TURBA.

M. TURBA. Simplement, je confirme, Monsieur le Président, pour avoir eu la chance d'avoir sur mon canton des collègues qui ont travaillé dans ce cadre-là : ça a été une excellente expérience qu'ont appréciée les équipes enseignantes et les élèves qui en ont bénéficié.

M. LE PRESIDENT. Merci, Didier.

M. ONETO. Je souhaiterais quand même répondre à ce que vous venez de dire à l'instant. Notre Assemblée ne doit pas s'interdire, au contraire elle a même mission de juger de la neutralité des missions que nous favorisons. Et je redis à nouveau, que notre Collègue, Marie RICHARD, avait annoncé, l'année dernière, ici même, qu'elle mènerait une enquête sur, justement, cette notion de sensibilité affichée qui avait été, en tout cas à cette époque-là, affichée et reconnue de la part de cette association. Donc, je demande à nouveau à Marie RICHARD qu'elle puisse nous dire, ce qu'il en est de cette « enquête ».

M. LE PRESIDENT. Marie, qui avait demandé la parole.

Mme RICHARD. Oui, merci, Monsieur le Président. Donc, moi je n'essayerai pas de convaincre M. ONETO sur le fond. Sur les propos de l'an dernier, les premiers résultats de l'enquête, c'est qu'une séquence qui avait été incriminée était celle d'un texte libre qui avait été produit en Seine-Saint-Denis et qui avait été censuré – on va dire, oui, j'emploie le mot censuré, déjà en lui-même il n'est pas très agréable, mais enfin – qui n'était pas allé plus loin. C'était une expression libre des élèves et l'animateur avait arrêté le processus là, et ce texte n'avait pas été au-delà. D'ailleurs on s'est demandé comment nos Collègues s'étaient intéressés à ce point à la vie culturelle en Seine-Saint-Denis.

Le point deux, s'agissant des évaluations, ce dispositif fait l'objet d'une étude dans les mêmes termes que les autres dispositifs tendant à la réussite éducative des jeunes et qui ont été mis en place dans le cadre du collège du 21^{ème} siècle et qui sont les politiques éducatives et dont les conclusions ne nous ont pas encore été données.

Mais d'ores et déjà nous disposons, on va dire d'une évaluation très vivante et tout à l'heure nous avons eu un témoignage, celui de Didier TURBA qui nous a dit la satisfaction qu'avait eu le collège de son canton à accueillir cette opération. Et moi ce que je peux dire, c'est que les collègues où l'opération a été menée redemande, l'année suivante, à ce que l'opération puisse être prolongée et ça, ça me paraît, je dirais, la meilleure des évaluations. Et il arrive que nous leur refusions parce que nous essayons de faire tourner l'opération.

Cette année a été un peu particulière, parce que ça, je dois le dire, nous avons peut-être prévenu un peu tardivement ou confirmé tardivement aux collègues, pour des raisons de prudence budgétaire, tout simplement. Et donc des équipes qui s'étaient mobilisées, dans l'intervalle ont pu retenir d'autres projets, c'est ce qui explique aussi qu'il y ait un turnover qui puisse surprendre. Mais c'est vraiment une des raisons et elle est à rechercher de ce côté-là, sur le côté, je dirais, de la prudence budgétaire qui fait qu'on n'a pas repris contact dès le début de l'année. Voilà, ces quelques explications qui ne sont pas de nature à renverser les opinions des uns et des autres.

M. LE PRESIDENT. Je ne le pense pas, mais nous allons le voir dans une seconde. Qui est contre ? Ah, Jacques voulait parler. Jacques BALLOT.

M. BALLOT. Simplement, les dernières paroles de Marie RICHARD laissent supposer, donc, que les huit collègues qui sont dégagés ; c'était uniquement parce qu'ils étaient prévenus trop tard.

M. LE PRESIDENT. Marie.

Mme RICHARD. Non il peut y avoir aussi... Il y a eu aussi des mouvements d'enseignants à la rentrée, il y a eu des collègues... Et puis, il y a eu aussi peut-être des collègues qui réflexion faite ont préféré faire autre chose. Je veux dire c'est l'autonomie des établissements. C'est la troisième année et chaque année nous avons eu deux, trois collègues qui se sont désistés, qui se sont déclarés non intéressés. Voilà.

M. LE PRESIDENT. Jean-Pierre BONTOUX.

M. BONTOUX. Oui, pour le collège qui est proposé initialement sur ma ville, on a adopté, je crois que c'est au CA d'octobre, déjà, l'ensemble des projets éducatifs et pédagogiques. Voilà, donc c'est une des raisons pour laquelle ils n'ont pas pu accepter, puisque tout est calé jusqu'à la fin de l'année. Donc c'est un peu compliqué à monter. Parce que ce que je voudrais dire quand même à mes Collègues : 1, il n'y a pas de parti pris politique dans cette association. Dans tout ce qu'elle propose, je la connais depuis très longtemps, dans les collèges elle respecte... D'ailleurs l'Education nationale lui aurait interdit l'entrée des établissements, il faut le savoir, quand même. Elle a quand même connu quelques Ministres de l'Education nationale, donc ça, c'est le premier point.

Et donc, ils travaillent exclusivement sur la chanson française, dite française ou francophone. Et lorsque vous regardez quelles chansons, c'est tout ce qui se fait de mieux, en France, depuis une cinquantaine d'années : ça va de Charles TRENET, à Georges BRASSENS, en passant par LAVILLIERS, CABREL. Voilà. Donc je crois qu'il faut vraiment raison garder, ne pas dire... Non mais, notre intérêt, sans plaisanterie, mais notre intérêt... Il y a y compris Yves DUTUEIL, dedans, je l'ai vu... Oui, oui, non mais, notre intérêt, et ça n'a rien à voir avec les convictions politiques des uns et des autres, et en plus ce n'est pas abordé avec les enfants. Avec les enfants, je le rappelle puisque c'est un sujet quand même sérieux, ce n'est pas la cerise sur le gâteau dans le collège : ça fait partie du projet pédagogique. Et je connais des établissements qui ont travaillé en français sur cette question, en histoire sur cette question. Voilà. D'ailleurs, c'est pour ça que ça demande un certain travail aux équipes pédagogiques pour intégrer cela dans le programme. Voilà. Et je trouve que c'est très enrichissant que nous ayons ce dispositif dans nos collèges. Je suis très heureux qu'il ait été maintenu, malgré nos difficultés financières.

M. LE PRESIDENT. Excusez-moi si je vous donne l'impression de loucher, mais je regarde à la fois la salle et l'horloge, donc c'est compliqué. Et je voudrais qu'on tienne 16 heures, si on y parvient. Donc je donne la parole à Michèle PELABERE, mais elle m'a promis que ça serait très court.

Mme PELABERE. Je peux passer mon tour si vous le souhaitez, Président, ce n'est pas très important. Je voulais quand même dire que cette polémique autour de Zebroch, moi je ne la comprends pas vraiment, parce qu'au-delà des chansons, ce n'est pas que la chanson, mais aussi pour les élèves c'est une formidable chance, et souvent pour des élèves en difficulté, d'accéder à l'expression, de toucher à des cultures. C'est quand même une ouverture sur le monde qu'on ne peut pas refuser. En tout cas, tous les collèges que je connais qui ont déjà eu Zebroch, en redemandent, donc pour moi c'est... Voilà, pour moi c'est déjà une belle leçon.

M. LE PRESIDENT. Allez, mes Chers Collègues. Donc si j'ai bien compris : un avis défavorable du côté du groupe USM ? A l'unanimité. Il n'y a pas une petite abstention qui traîne à droite ou à gauche ? En l'occurrence, ça n'aurait été qu'à droite, enfin pour moi. Et donc, de l'autre côté, la même cohésion majoritaire ? Donc, c'est approuvé, comme chacun s'en doutait.

N° 5/10

M. LE PRESIDENT. Mes Chers Collègues, Jean-Pierre BONTOUX : il s'agit du dispositif « Passion métiers ».

M. BONTOUX. Oui, donc nous sommes précurseurs dans ce domaine. On propose de faire découvrir aux collégiens la diversité des métiers de notre collectivité en faisant appel aux agents départementaux au sein donc du dispositif « Passion métiers ». Donc c'est sur la base du volontariat, je le rappelle, que les agents effectuent cette intervention et sur leur temps de travail. Pour cela ils sont formés à travers différents jours de formation et avec l'aide du CNFPT. Donc, la première campagne « Passion métiers » a d'ores et déjà permis de recenser une quarantaine de métiers qui pourront être présentés aux collégiens seine-et-marnais. Un panel qui sera enrichi tout au long de l'année 2014. C'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Jean-Pierre. Est-ce qu'il y a la commission des finances ? Oui, Jacky LAPLACE. Gérard EUDE ?

M. EUDE. C'est un avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Merci, Gérard. Pas d'intervention sur ce dossier ? C'est donc approuvé. Merci. Oui, Marie.

Mme RICHARD. Simplement dire que c'est une très belle opération et c'est ce qu'a dit Jean-Pierre BONTOUX, où nous sommes innovants et nous répondons à une demande très directe des jeunes qui demandent des professionnels en face d'eux pour leur exposer leurs métiers. Donc c'est à suivre, on verra si c'est bien ou pas, bien sûr, en avançant, mais ça mérite, peut-être, un petit commentaire.

M. LE PRESIDENT. Tu as raison, Marie et également de remercier les 45 agents du Département qui ont déjà accepté de rentrer dans cette aventure, avec enthousiasme. Alors, évidemment, la première fois qu'on m'a parlé de ce dossier, j'ai dit : mais les collégiens n'ont pas vocation à devenir tous, je rassure l'opposition, des agents du Département. Oui bien sûr. Ceci dit, dans la diversité de nos métiers, je dirais, il y a des métiers qui sont pratiqués au titre du Conseil général, mais qui peuvent l'être sous de tout autre employeur : le beau métier d'archéologue, celui d'infirmière, et cætera, peuvent s'exercer différemment et les professionnels ont suffisamment, évidemment, de savoir – faire pour marquer, eu égard aux jeunes qu'ils peuvent rencontrer, ces différentes opportunités de carrières autour de leurs métiers et pas que dans la fonction publique territoriale. Sinclair, rapidement.

M. VOURIOT. Monsieur le Président, l'opposition aussi a des fois des idées, donc nous avons monté, nous, sur le collège de Saint-Thibault, l'association des anciens élèves qui sont entrés dans la vie active. L'association, tous les ans, rappelle d'anciens élèves qui viennent expliquer aux collégiens leur parcours professionnel et ça marche très bien.

M. LE PRESIDENT. Bien sûr. Il y a beaucoup d'exemples et on avait mesuré à plusieurs reprises, Jean-Pierre le confirmerait, à quel point il y a une appétence chez nos jeunes seine-et-marnais de cette ouverture vers les pratiques professionnelles qu'ils estiment, souvent à juste titre, mal connaître et ils ont besoin de pouvoir se projeter et donc d'approcher très concrètement ces métiers. Pas simplement sur une présentation théorique, mais dans une rencontre incarnée. C'est extrêmement précieux, bien sûr.

N° 5/11

M. LE PRESIDENT. Marie, le 5/11. Marie RICHARD, à nouveau.

Mme RICHARD. Oui, il s'agit de verser une subvention de fonctionnement de 10 000 € à Acc&ss Paris Île-de-France qui est le nouveau nom du Bureau international de Chercheurs invités, dit BICI, que nous connaissons bien puis que nous avons déjà participé au financement de ce bureau qui accueille des chercheurs étrangers et leur rend différents services d'hospitalité. Bureau qui aujourd'hui est arrivé à sa vitesse de croisière, après quelques inquiétudes au départ, et notre Collègue Maud TALLET pourrait en parler, puisqu'aujourd'hui le taux de remplissage est de 95 % et tout à fait compatible avec les ambitions et les objectifs de départ. Donc c'est un avis favorable.

M. LE PRESIDENT. Merci, Marie. Gérard EUDE pour les finances ?

M. EUDE. C'est un avis conforme.

M. LE PRESIDENT. Conforme aux finances. Donc c'est de l'argent bien employé. Pas d'objection ? C'est approuvé. Merci.

N° 5/12

M. LE PRESIDENT. Nous finissons avec la commission de l'éducation. 5/12, Bernard CORNEILLE : « L'Arche Guédon » à Torcy.

M. CORNEILLE. Oui, Monsieur le Président. Il s'agit du dossier, donc du dossier qui a été rajouté. Donc, dans le cadre de cette reconstruction du collège « L'Arche Guédon », c'est une opération certifiée HQE, le Conseil général a sollicité le concours financier de l'ADEME. Et il a été entendu puisque ce projet répond aux objectifs poursuivis par l'ADEME. Et ainsi, elle a accepté de subventionner le Département à hauteur de 121 500 €. Il faut donc signer une convention avec l'ADEME. Et c'est un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Merci, Bernard. Gérard EUDE : finances ?

M. EUDE. Evidemment, conforme.

M. LE PRESIDENT. Evidemment, quand on veut de l'argent, comme je le disais ce matin et surtout pour « L'Arche Guédon ». C'est donc approuvé. Je n'en doute pas. Merci.

N° 6/01

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons aux dossiers de la commission des affaires culturelles, du patrimoine et du tourisme. Nous commençons par la charte « Village de Caractère » : Michèle PELABERE.

Mme PELABERE. Oui, donc la création du label charte « Village de Caractère de Seine-et-Marne » s'inscrit dans le cadre des préconisations du Schéma départemental du tourisme 2009-2013 et celui des orientations du Chantier 3 du Projet de territoire départemental. Elle répond à l'ambition de valoriser une offre touristique de proximité et d'authenticité destinée aux nombreux visiteurs attirés par le charme des villages seine-et-marnais. Ce label, à forte notoriété, a déjà été adopté par 25 départements sous l'appellation « Village de caractère » ou bien « Villages et cités de caractère ». Le Département souhaite ainsi par la création de ce label et de sa propre charte, participer à la valorisation et à la dynamisation de l'offre touristique des communes de moins de 3 500 habitants. C'est un avis favorable de la commission. Je ne peux pas faire plus court.

M. LE PRESIDENT. Merci, Michèle. Pas d'avis de commission finances sur ce simple label touristique. Il n'y a pas d'intervention ? Si, Jean-François ROBINET.

M. ROBINET. Je voudrais juste être certain que contrairement à la Charte nationale de ces villages de caractères, on puisse décider, le Département, de l'accorder à des villages de moins de 3 500 habitants alors que la Charte nationale indique bien 2 000 habitants.

M. LE PRESIDENT. Lionel WALKER.

M. WALKER. Oui. Alors, on s'inscrit dans la Charte nationale dans le même esprit, mais on a souhaité, avec tous les partenaires (l'association des maires ruraux, le CAUE, notamment), avoir sur cette ligne-là nos propres critères. Donc rien ne nous empêche aujourd'hui d'avoir nos propres critères qui sont le niveau qu'on a donné et qui comprendra forcément Samoïs.

M. LE PRESIDENT. On a compris qu'il y avait un message caché dans la question. Laurence PICARD.

Mme PICARD. Alors, moi je ne comprends pas bien pourquoi dans les critères préalables de labellisation, on précise qu'il faut que dans la commune on ait dans les services existants : hébergements, restaurants, petits commerces. On va se priver d'un certain nombre de communes et de villages absolument ravissants qui n'ont pas hébergements, restaurants, petits commerces. Et c'est obligatoire. Ça pourrait être modulable, mais dans les critères obligatoires c'est un peu gênant.

M. LE PRESIDENT. Lionel.

M. WALKER. Oui, alors on ne va pas refaire la commission de travail ici. Simplement, ce qui était décidé, cette discussion s'est faite, c'est qu'en gros : on ne voulait pas simplement valoriser les villages-musées. Et qu'on voulait au contraire que dans les villages et l'image de la ruralité de ces villages de caractère, ça puisse exprimer, à un moment donné, de la vie, du service, du lien à l'habitant et pas simplement un village où on voit des murs, on ne voit jamais les personnes qui sont dedans. Voilà. Donc comme tout critère, il est critiquable, il y a un parti pris c'est vrai, mais ce parti pris était largement à l'unanimité de celles et ceux qui ont travaillé sur ce sujet. Voilà. Maintenant, je confirme que Coulommiers n'est pas dans les villages de caractère.

M. PICARD. Soyons précis, pourquoi Giremoutiers et il y a quantité de petits villages qui sont à côté de communes où il y a des restaurants... Et ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de restaurant, qu'il n'y a pas d'âme dans la commune ou de villageois. Je ne comprends pas trop le critère ; objectivement ça va nous priver de très jolis villages.

M. WALKER. Je l'ai expliqué, donc la compréhension est facile à faire. Après on le partage ou on ne le partage pas. Maintenant, quand une fois on sait qu'à partir du moment où on labellise ce type de démarche, ça veut dire qu'il y a toutes celles et tous ceux qui ne

rentrent pas dans cette labellisation qui vont dire : mais on veut rentrer ! Maintenant, si tout le monde rentre, la labellisation n'a plus de sens. On dit : la Seine-et-Marne est un grand département de caractère, à l'image de son Président et là ça va bien.

M. LE PRÉSIDENT. Si, si, il y a toutes sortes de caractères, y compris un mauvais caractère, ça existe. Mes amis, de toute façon nous allons mettre les choses en place et rien n'interdit, demain, de faire évoluer les choses, si, l'analyse que nous en avons nous conduit à revisiter ces critères. Encore une fois, il s'agit d'un label et d'une charte seine-et-marnais et donc nous faisons à notre convenance. Et il y aura Egreville, je n'en doute pas. Laurence, est-ce que cela vous conduit à vous abstenir ou à voter contre ? A vous abstenir ?

M. PICARD. Au minimum.

M. LE PRÉSIDENT. A vous abstenir. C'est juste pour vous ? Ok. C'est approuvé.
Merci.

N° 6/03

M. LE PRESIDENT. Lionel WALKER, pour terminer avec la commission des affaires culturelles patrimoine, tourisme : c'est le renouvellement de notre service départemental d'archéologie.

M. WALKER. Oui, sur, effectivement, les agréments qui se terminaient en janvier 2014, en gros il y a une cinquantaine, quand même, d'interventions sur le département par an. Le Département assure 2 à 4 diagnostics pour une superficie d'environ 30 hectares et la proposition, c'est de renouveler, effectivement, ces démarches, sachant que derrière il y a des recettes, mais qui sont – je le rappelle aussi vers les uns et les autres – qui répondent à un certain nombre de critères de qualité de nombre de personnes et autres. Et donc la proposition c'est donc renouveler. Je ne pouvais pas aller plus vite.

M. LE PRESIDENT. Merci, Lionel. Pas d'objection ? Evidemment. On va continuer. Sachez que beaucoup de maîtres d'œuvre nous demandent de faire travailler nos équipes d'archéologie. C'est le cas à Saint-Ayoul-Provins, par exemple, un architecte en chef que vous connaissez tous : Jacques MOULIN. Pas d'objection ? C'est approuvé.

N° 7/02

M. LE PRESIDENT. Nous arrivons, pour finir, aux dossiers de la commission des finances. Le 7/02, ouverture des crédits par anticipation : Didier TURBA.

M. TURBA. Je vous écoute avec intérêt. Afin d'assurer la continuité de l'exécution budgétaire au mois de janvier prochain, et dans l'attente de l'adoption du Budget Primitif 2014, il est nécessaire, comme la loi l'autorise, d'ouvrir par anticipation des crédits d'investissement et de fonctionnement. Cette décision permet d'assurer la continuité des paiements au profit de l'ensemble de nos partenaires et fournisseurs. Cette délibération a reçu un avis favorable, unanime, de la commission des finances.

M. LE PRESIDENT. Je suis sûr que ce sera unanime en séance. Ca l'est. Merci.

N° 7/03

M. LE PRESIDENT. C'est la même chose, Didier TURBA, mais pour nos associations.

M. TURBA. Absolument. Ca a reçu aussi un avis favorable de la commission.

M. LE PRESIDENT. Il s'agit de leur donner les moyens de débiter l'année en fonctionnement. Donc c'est la même liste habituelle des grosses associations qui ont du personnel. C'est approuvé. Merci.

N° 7/04

M. LE PRESIDENT. Didier, toujours : une modification de garantie d'emprunt.

M. TURBA. Absolument. J'ajoute que ça a bénéficié d'un avis tout à fait favorable de la commission des finances et à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT. C'est pour Antin Résidences. Pas d'objection ?

N° 7/05

M. LE PRESIDENT. Le 7/05.

M. TURBA. Absolument. De la même manière, ça a reçu un avis absolument favorable, avec les félicitations du jury.

M. LE PRESIDENT. C'est donc approuvé, ici même, en séance, par vous tous. Merci, mes Chers Collègues. Je ne vous laisse pas partir sans vous souhaiter, bien sûr, les meilleures fêtes de fin d'année que possible dans vos cercles familiaux et amicaux et on se retrouvera en début d'année prochaine pour échanger des vœux de bonne année. Alors Michèle PELABERE me dit que dans les caves du CAUE, à Coulommiers, on a retrouvé un certain nombre d'ouvrages, dont vous avez vu quelques exemplaires qui ont été publiés, il y a déjà quelque temps et donc il existe des exemplaires dont le CAUE n'a pas l'usage et qui vont vous être remis à chacun d'entre vous. Vous en ferez l'usage qui vous paraîtra le meilleur, qui peut aller du marteau-pilon au commerce de brocante, lors des vides greniers. Paule NOURY. Mes Collègues, Paule.

Mme NOURY. Excusez-moi, j'ai le pouvoir de Monsieur MORIN qui s'abstient sur ce mémoire.

M. LE PRESIDENT. D'accord très bien. C'est noté. Abstention d'Oliver Morin.

SOMMAIRE

-:-

Les numéros des commissions figurant dans le présent sommaire correspondent aux dénominations suivantes :

n° 1, commission de l'aménagement durable du territoire, de l'environnement et de l'agriculture ;

n° 2, commission de l'administration générale et du personnel ;

n° 3, commission des transports, des déplacements et de la voirie ;

n° 4, commission des solidarités, de la santé publique et du logement ;

n° 5, commission de l'éducation, de la jeunesse et des sports et des affaires internationales ;

n° 6, commission des affaires culturelles, du patrimoine et du tourisme ;

n° 7, commission des finances.

-:-

1 PRESENCES

2 AGENDA

3 DISTINCTION

4 INSCRIPTION EN URGENCE

5 PROCES-VERBAL

6 DECISIONS DU PRESIDENT

7 EXAMEN DES RAPPORTS

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
0/01	Procès-verbal de la séance du 4 novembre 2013.	
0/02	Décisions prises par le Président du Conseil général du 4 au 27 novembre 2013.	
0/03	Délégation de compétence au Président du Conseil général en matière de marchés publics – Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 1er et le 31 octobre 2013.	
0/04	Motion : Sauvegarder les finances des Départements Adoption à la majorité	
1/01	Avis du Conseil général sur l'avant-projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (PREDEC). Adoption du projet de délibération à l'unanimité (3 élus ne prennent pas part au vote).	1 – DEY Jean 3 – DEY Jean
1/02	Avis du Conseil général sur le projet de Schéma Départemental des Carrières de	1 – DEY Jean

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
	<p>Seine-et-Marne.</p> <p>Adoption du projet de délibération à la majorité.</p>	3 – DEY Jean
1/03	<p>Natura 2000 : Sollicitation d'une aide financière auprès de l'Etat pour l'animation par le Département des sites Natura 2000 "Basse Vallée du Loing" et "Carrière de Mocpoix"</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – AIELLO Léo</p> <p>7 – TURBA Didier</p>
1/04	<p>Aide du Département à l'entretien des forêts communales ouvertes au public : modification des conditions d'attribution.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – DEY Jean</p> <p>7 – AUBERT André</p>
1/05	<p>Renouvellement de la convention pluriannuelle de partenariat entre le Département et le Laboratoire Régional de Suivi de la Faune Sauvage et aide exceptionnelle au Groupement d'Apiculture de Bréviande Intercommunal.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – DEY Jean</p> <p>7 – BALLOT Jacques</p>
1/06	<p>Révision du dispositif d'éco-conditionnalité des aides à l'investissement du Département.</p> <p>Adoption du projet de délibération à la majorité.</p>	<p>1 – DEY Jean</p> <p>7 – CIBIER Christian</p>
1/07	<p>Avenant n°1 à la convention financière entre l'Etat et le Département relative à l'octroi d'une aide du Fonds Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour le projet "Développement des infrastructures pour l'Internet à haut débit en zone rurale".</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – DEY Jean</p> <p>5 – CORNEILLE Bernard</p> <p>7 – TURBA Didier</p>

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
1/08	<p>Avenant à la convention de cession de l'armoire du nœud de raccordement d'abonnés situés en zone d'ombre et des infrastructures de collecte optique passée entre le Département de Seine-et-Marne et la commune d'Esmans.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – MARION Jean-Jacques</p> <p>7 – TALLET Maud</p>
1/09	<p>Seine-et-Marne Numérique : convention de mise à disposition de personnels, de prêts de locaux et matériels et prestations de services pour 2014.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – GUERIN Jean-Pierre</p> <p>7 – MOUTON Jean-Louis</p>
1/10	<p>Fonds départemental d'aide à l'innovation : renouvellement de la convention de partenariat avec la Région Ile-de-France et la société Bpifrance Financement.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – CORNEILLE Bernard</p> <p>7 – EUDE Gérard</p>
1/11	<p>C3D de la Communauté de communes du Provinois : approbation du contrat départemental de développement durable et du programme d'action quinquennal 2013-2017.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – AIELLO Léo</p> <p>7 – BALLOT Jacques</p>
1/12	<p>Contrat Régional de Faremoutiers.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – AIELLO Léo</p> <p>7 – PICARD Laurence</p>
1/13	<p>Contrat régional de Pommeuse.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – AIELLO Léo</p> <p>7 – MOUTON Jean-Louis</p>
1/14	<p>Contrat régional de Chartrettes.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	<p>1 – DEY Jean</p> <p>7 - DE BELENET Arnaud</p>

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
1/15	Projets de contrats ruraux. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	1 – CORNEILLE Bernard 7 – AUBERT André
2/02	Evolution de la prime spéciale d'installation. Retrait de l'ordre du jour pour cause d'absence de réunion du CTP faute de quorum	2 – LAPLACE Jacky 7 – TURBA Didier
2/03	Attribution de l'Indemnité forfaitaire de déplacement : modalités d'attribution et montant. Retrait de l'ordre du jour pour cause d'absence de réunion du CTP faute de quorum	2 – LAPLACE Jacky 7 – AUBERT André
2/04	Action sociale en faveur du personnel : répartition des crédits de subventions. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	2 – AIELLO Léo 7 – TALLET Maud
2/05	Personnel départemental : création d'emplois permanents au sein du Parc Départemental de l'Equipement. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	2 – AUTREUX Lydie 7 – TALLET Maud
2/06	Personnel départemental – Mise à jour du tableau des emplois. Retrait de l'ordre du jour pour cause d'absence de réunion du CTP faute de quorum	2 – LAPLACE Jacky 7 – TALLET Maud
2/07	Renouvellement de la convention conclue avec le Centre de Gestion de Seine-et-Marne portant sur l'organisation de concours et examens professionnels pour l'année 2014. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	2 – AIELLO Léo 7 – MOUTON Jean-Louis
2/08	Convention relative à l'enlèvement et l'élimination des déchets non ménagers pour	2 – PELABERE Michèle

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
	divers services départementaux de l'agglomération de Melun au titre de l'année 2013. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 – BALLOT Jacques
3/01	Lignes conventionnées : Projets d'avenants aux conventions partenariales des réseaux de transport SOL'R et PAYS DE L'OURCQ. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	3 – AIELLO Léo
		7 – PARIGI Jean-François
3/02	TAD : BALADE Proxi'bus (secteur du Provinois). Projet de convention. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	3 – WALKER Lionel
		7 – BALLOT Jacques
3/03	RD 26A - Elargissement et renforcement de chaussée sur le territoire de Moussy-le-Neuf. Acquisitions foncières. Indemnité de dépossession au profit du GFA de la ferme de Choisy-aux-Bœufs. Indemnité d'éviction au profit de Mme Manon Moreau. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	3 – CORNEILLE Bernard
		7 – TALLET Maud
3/04	Déclassement dans le domaine privé du Département d'une section de l'ancienne RD 15 sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie en vue de son aliénation ultérieure à ADP. Approbation des résultats d'enquête. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	3 – PIEQUET Jean-Christophe
		7 – TURBA Didier
4/01	Modernisation et optimisation des modalités de financement des prestations départementales APA/PCH concernant les emplois directs - versement sous forme de CESU préfinancés". Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	4 – AUTREUX Lydie
		7 – CIBIER Christian
4/02	Objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médicosociaux pour mineurs et	4 – BENARD Michel

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
	jeunes majeurs, personnes âgées ou handicapées, pour l'année 2014. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 – CIBIER Christian
4/03	Attribution de subventions de fonctionnement dans le cadre des actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées. Adoption du projet de délibération à l'unanimité	4 – AUTREUX Lydie 7 – TALLET Maud
4/04	Attribution de subvention à l'Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales de Seine-et-Marne (ADAPEI 77). Adoption du projet de délibération à l'unanimité	4 – DELESSARD Monique 7 – PICARD Laurence
4/05	Convention-cadre entre le Département et INITIATIVES 77 pour les années 2014-2016. Adoption du projet de délibération à l'unanimité	4 – GAUTIER Laurent 7 – AUBERT André
4/06	Nouvel appel à projet pour l'accompagnement vers l'emploi (A.V.E.) des bénéficiaires du R.S.A. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	4 – GAUTIER Laurent 7 – MOUTON Jean-Louis
4/07	Conventions relatives au dispositif seine-et-marnais des contrats uniques d'insertion (C.U.I.). Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	4 – BONTOUX Jean-Pierre 7 – MOUTON Jean-Louis
4/08	Convention relative à la gestion financière de l'aide personnalisée de retour à l'emploi (A.P.R.E.) pour l'année 2014. Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	4 – GAUTIER Laurent 7 – EUDE Gérard
4/09	Conventions à conclure avec la Caisse d'allocations familiales (C.A.F.) de Seine-et-	4 – AUTREUX Lydie

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
	<p>Marne et la Mutualité sociale agricole (M.S.A.) d'Île-de-France pour la gestion du revenu de solidarité active (R.S.A.).</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	7 – DE BELENET Arnaud
4/11	<p>Convention entre le Département et le PACT Seine-et-Marne relative à la gestion financière et comptable du fonds de solidarité logement (F.S.L.) pour l'année 2014.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	4 – GAUTIER Laurent
		7 – AUBERT André
4/12	<p>Avenant n° 1 au contrat local d'engagement (C.L.E.) contre la précarité énergétique dans le cadre du fonds d'aides à la rénovation thermique des logements privés.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	4 – BENARD Michel
		7 - AUBERT André
4/13	<p>Conclusion d'un nouveau Contrat Enfance Jeunesse entre le Département et la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	4 - DELESSARD Monique
		7 - EUDE Gérard
4/14	<p>Subventions de fonctionnement à des associations œuvrant dans le domaine de l'enfance et de la petite enfance.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	4 - DELESSARD Monique
		7 - CIBIER Christian
4/15	<p>Avenant à la convention de formation obligatoire des assistants maternels agréés entre le Département et le GRETA des Métiers et des Techniques Economiques 77 (GRETA MTE 77).</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	4 - BENARD Michel
		7 - CIBIER Christian
5/01	<p>Fonctionnement des collèges publics - Exercice 2013 - Troisième répartition de crédits complémentaires.</p>	5 - RICHARD Marie

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 - TURBA Didier
5/02	Participation aux frais de fonctionnement des classes des collèges situés dans des annexes pédagogiques.	5 - DELESSARD Monique
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 - DE BELENET Arnaud
5/03	Convention relative à l'octroi d'aides à l'investissement pour les collèges privés sous contrat d'association.	5 - RICHARD Marie
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 - TURBA Didier
5/04	Attribution de subventions de fonctionnement aux fédérations départementales de parents d'élèves.	5 - CORNEILLE Bernard
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	7 - AUBERT André
5/05	Retranscription de la sectorisation à la rue de l'ensemble des collèges publics de Seine-et-Marne.	5 - DELESSARD Monique
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	
5/06	Ouverture du collège provisoire de Montévrain et modification de sectorisation des collèges Le Vieux Chêne de Chessy, Madeleine Renaud de Serris et Jean-Baptiste Vermay de Tournan-en-Brie.	5 - RICHARD Marie
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	
5/07	Modification de la sectorisation des collèges Georges Brassens à Saint-Mard et Europe à Dammartin-en-Goële.	5 - CORNEILLE Bernard
	Adoption du projet de délibération à l'unanimité.	

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
5/08	<p>Modification de la sectorisation des collèges de Chelles.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	5 - RICHARD Marie
5/09	<p>Reconduction sur l'année 2013-2014 du dispositif 'Zebrook au bahut en Seine-et-Marne'.</p> <p>Adoption du projet de délibération à la majorité.</p>	5 - BONTOUX Jean-Pierre 7 - EUDE Gérard
5/10	<p>Présentation du dispositif "Passion métiers".</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	5 - BONTOUX Jean-Pierre 2 - LAPLACE Jacky
5/11	<p>Subvention de fonctionnement à Acc&ss Paris Île-de-France (anciennement Bureau international des Chercheurs Invités-BiCi) du PRES Universités-Paris-Est.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité</p>	5 - RICHARD Marie 7 - EUDE Gérard
5/12	<p>Reconstruction du collège "L'Arche Guédon" à Torcy : subvention de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Energie (ADEME).</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	5 - CORNEILLE Bernard 7 - EUDE Gérard
6/01	<p>Création du label et de la charte "Village de Caractère de Seine-et-Marne".</p> <p>Adoption du projet de délibération à la majorité.</p>	6 - PELABERE Michèle
6/03	<p>Demande de renouvellement de l'agrément du service départemental d'archéologie.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	6 - WALKER Lionel
7/01 0/05	<p>Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2014.</p>	7 - EUDE Gérard

N° d'ordre	Intitulé	Rapporteur
7/02	<p>Ouverture des crédits par anticipation à l'adoption du Budget Primitif 2014 du budget principal.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	7 - TURBA Didier
7/03	<p>Organismes associés à l'action départementale - Avances à valoir sur les subventions attribuées au titre de l'exercice 2014.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	7 - MOUTON Jean-Louis
7/04	<p>Modification d'une garantie d'emprunt accordée à la SA d'HLM Antin Résidences le 28 juin 2013.</p> <p>Adoption du projet de délibération à l'unanimité.</p>	7 - MOUTON Jean-Louis
7/05	<p>Garantie d'emprunt en faveur de la SPL Villenoy Chauconin-Neufmontiers (acquisition d'un terrain qui servira à la construction de logements locatifs sociaux à Chauconin-Neufmontiers).</p> <p>Adoption du projet de délibération à la majorité.</p>	7 - TURBA Didier